هكذا من الأصل

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – № 14482 – 6 F

MERCREDI 21 AOÛT 1991

BOURSE ★★

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les Occidentaux réclament le retour de M. Gorbatchev

Des manifestations sont organisées à Moscou et à Leningrad tandis que des grèves auraient commencé dans des bassins miniers en Sibérie

Après M. George Bush, la France et l'Allemagne ont réclamé, mardi matin 20 août, à la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, à La Haye, le rétablissement de M. Gorbatchev dans ses fonctions. Un sommet européen extraordinaire va examiner cette semaine les mesures qu'impose la nouvelle situation en URSS. Ce conseil pourrait se tenir dès vendredi. La France souhaite également que le président en exercice de la CEE, le Néerlandais Ruud Lubbers, «soit à même de rencontrer M. Gorbatchev dans un délai très bref pour examiner son état de santé». M. Mitterrand a demandé aux nouvelles autorités soviétiques à pouvoir s'entretenir par téléphone avec M. Gorbatchev. D'autre part, le ministre des affaires étrangères de Russie, M. Kozyrev, a été reçu mardi au Quai d'Orsay.

En Union soviétique, d'importantes manifestations se déroulaient, mardi en fin de matinée, à Leningrad. Plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient rassemblées sur la place du Palais d'hiver pour protester contre la coup d'Etat. Le maire de la ville, M. Sobtchak, a qualifié de «crime» l'éviction de M. Gorbatchev. A Moscou, le président russe, M. Boris Eltsine, a pris la parole devant cinquante mille personnes rassemblées mardi à la mi-journée devant le Parlement et leur a demandé de s'appuyer sur l'armée pour faire échec aux putschistes conservateurs. Des grèves auraient éclaté dans des bassins miniers en Sibérie et des mouvements de troupes étaient signalés aux abords de Kiev, capitale de l'Ukraine. La situation était tendue dans les Républiques baltes. A Tallin, en Estonie, des barricades ont été érigées au cours de la nuit autour des bâtiments de la radio et de la télévision. Par ailleurs, après la chute très brutale qui a affecté la plupart des places boursières lundi 19 août, les marchés internationaux tentaient de se ressaisir mardi. Les Bourses asiatiques et européennes repartaient à la hausse. Le dollar enregistrait une légère baisse et le mark se stabilisait.

L'ombre de la guerre froide

«L'ACTE qui vient d'être accompli à Moscou est un acte qui pourrait devenir rapidement un acte de guerre froide.» Cette réflexion de M. Mitterrand, lancée lundi soir 19 août à la télévision, est manifestement partagée par la plupart des dirigeants occidentaux, qu'il s'agisse du président Bush, de M. Major ou du chancelier Kohl. D'où leur volonté, au-delà des condamnations plus ou moins vives du coup d'Etat, de rappeler aux putschistes de Moscou toutes les obligations internationales et intérieures auxquelles a souscrit l'URSS de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Les nouveaux maîtres du Kremlin, qui savent bien qu'une interruption de l'aide occidentale et des échanges commerciaux leur serait fatale, sont obligés de biaiser, voire de mentir effrontément. La palme revient à la médiocre figure de proue du Comité pour l'état d'urgence, le vice-président Guennadi Ianaev, qui a osé évoquer le sort réservé à son «ami» Gorbatchev qui «se repose de la fatigue accumulée au cours de ces dernières années»...

C'EST le même Ianaev, parfait traître dans la grande tradition des successions à la soviétique, qui a fait remettre lundi soir un message aux dirigeants occidentaux – dont M. Mitterrand a lu les passages les plus savoureux à la télévision – dans lequel il fait allégeance à la démocratie, précise que «rien ne menace» M. Gorbatchev et affirme que «les réformes seront poursuivies», que «les droits civils et les libertés seront garantis» et que «les accords internationaux restent en vigueur».

Personne, bien sûr, n'est prêt à prendre pour argent comptant de telles affirmations. Les chars qui sillonnent les rues de Moscou et de Leningrad, la mise sous contrôle des stations de radio et de télévision, la résurrection de la censure et l'interdiction des publications libérales, constituent même autant de démentis des bonnes intentions affichées par les auteurs du coup d'Etat.

IL faudra attendre un peu plus longtemps, en revanche, pour être fixés précisément sur les intentions réelles de la nouvelle équipe moscovite en politique étrangère. Même s'il est hors de question qu'elle puisse remettre en cause les grands acquis européens, il est d'ores et déjà évident qu'avec elle il en sera terminé du «partenariat» dont se félicitait tant le président Bush, notamment dans les crises régionales comme celle du Proche-Orient. En effet, la plupart des membres de la junte en forme de Comité pour l'état d'urgence qui vient de s'approprier les bureaux du Kremlin se sont faits remarquer dans un passé récent par leurs critiques de la diplomatie gorbatchévienne, qu'il s'agisse de la crise du Golfe, de l'«abandon» de l'Europe centrale ou des accords sur la réduction des armements.

Le nouvel ordre international est-il mort avant d'être né? Il est trop tôt pour l'affirmer, mais les dirigeants occidentaux, s'ils en avaient la tentation, feraient un marché de dupe en fermant les yeux sur le retour à un ordre autoritaire, voire totalitaire, en URSS, dans l'espoir de sauver l'apparence d'une coopération avec Moscou.

S'opposer

par Jacques Lesourne

«L'UN des moments les plus dangereux pour la stabilité du monde viendra le jour où l'autorité soviétique commencera à s'effondrer en Europe de l'Est», écrivait en 1947 George Kennan. Il envisageait avec évidence le jour où les craquements de l'empire pourraient conduire les durs à perdre la tête et à se faire menaçants. La prophétie est peut-être en train de se réaliser.

Enfin, ils ont osé, ces maréchaux bardés de médailles, ces hauts dignitaires du KGB, ces planificateurs sans imagination, ces bureaucrates dignes des satires de Gogol, qui ne s'étaient timidement ralliés aux réformes que dans la mesure où ils en espéraient un surcroît de puissance pour l'Union soviétique et qui, depuis plusieurs années, assistaient avec un effroi croissant à la chute des marches occidentales, à l'unification de l'Allemagne, à la dislocation de l'empire, au développement de l'intérêt populaire pour des votes démocratiques.

Lire la suite page 7

«Un coup d'Etat, ça?»

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Lorsque les chars ont pris position devant le siège du Parlement de Russie, fief de Boris Eltsine, on a cru que l'Histoire allait bégayer, ce lundi 19 août vers 11 h 30, Moscou répondant à Pékin et les bords de la Moskova à la place Tiananmen. Les quatorze vieux chars T 54 sont conduits par des gamins effarés et sales, qui ne comprennent pas pourquoi les ordres les ont conduits en plein centre de Moscou alors qu'ils croyaient partir en manœuvres. Une femme en pleurs, des ouvriers en colère, des partisans d'Eltsine les bombardent d'insultes. «*Rentrez chez vous*», «*Pourquoi obéissez-vous aux réactionnaires?*». Pour échapper à ces apostrophes, un de ces soldats en herbe se cache le visage derrière le volet qui ferme son trou d'homme.

Deux cents, trois cents personnes entourent les chars. Certains montent sur ces mastodontes où ils font le «V» de la victoire. Un splendide pope se laisse photographier, tout voile dehors, sur fond de chenille et de canon. Certains des partisans d'Eltsine décident alors de stopper sur le pont Kalinine, proche d'un peloton de blindés. Un bus, mis en travers, fait office de barricade. Le tankiste manque de se faire arracher de son engin par un de ces nouveaux sans-culottes. On aveugle consciencieusement les hublots du véhicule de tête avec tout ce qui tombe sous la main : des journaux, des bâches de camouflage, un sac de plastique... Pour faire bonne mesure, des câbles sont noués entre deux blindés pour les solidariser. La scène se répète au même moment, place Pouchkine, où plusieurs milliers de manifestants bloquent un autre convoi.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 3

L'échec, mais quand?

par Michel Tatu

L'échec assuré, mais quand? Il est significatif que la plupart des commentaires entendus à Moscou comme à l'étranger portent sur cette seule question. Que cette *tentative de sauvetage de l'ancien régime* soit vouée à l'échec ne saurait faire en effet l'ombre d'un doute. Rien à voir avec le renversement de Khrouchtchev en 1964, lorsque le système était encore inentamé, l'économie encore solide malgré sa lourdeur, le retard sur l'Occident beaucoup moins net qu'aujourd'hui. Même la répression en Chine il y a deux ans n'est pas un bon exemple : les forces de contestation étaient beaucoup moins organisées en 1989 à Pékin qu'à Moscou en 1991, la situation économique incomparablement meilleure, enfin, la Chine ne connaît pas en tout cas pas du tout au même degré, de *problème national*.

Or ce sont précisément sur ces deux problèmes cruciaux que les putschistes n'apportent aucune recette, aucun début de solution. La volonté de maintenir l'empire en l'état ne peut qu'aggraver l'impasse des dernières années, et le coup de chapeau donné à l'*«entreprise privée»* dans l'*«appel au peuple»* de lundi ne saurait tenir lieu de programme.

Les putschistes en auraient-ils un, d'ailleurs, qu'ils manquent de ce qu'il faut pour l'appliquer : autorité, crédibilité, et d'abord légitimité. Là encore, leur situation est bien pire que celle de leurs devanciers en 1964. Les comploteurs avaient agi alors dans le cadre des institutions de l'époque, le comité central du parti, et le présidium du Soviet suprême avait ratifié *leur décision. Enfin et surtout*, la victime elle-même avait été consentante. Khrouchtchev ayant fini par signer une lettre de démission.

Lire la suite page 3

Lire aussi

- **Que vont faire les réformateurs de l'armée?** par SYLVIE KAUFFMANN
- **Les enjeux diplomatiques** par CLAIRE TRÉAN
- **Fermeté et prudence à Washington** par ALAIN FRACHON
- **L'OTAN met en garde les nouveaux dirigeants** par JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE
- **Londres suspend son aide**
- **La paix au Proche-Orient remise en cause?** par FRANÇOISE CHIPAUX
- **Jérusalem craint un retour en arrière** par HENRI BAINVOL
- **La fermeté du chancelier Kohl** par HENRI DE BRESSON
- **Jean-Paul II rend hommage à M. Gorbatchev** par HENRI TINCQ
- **Le silence des Serbes et l'inquiétude des Croates** par MARIE-PIERRE SUBTIL
- **Satisfaction discrète à Pékin** par FRANCIS DERON
- **Stockholm attend les réfugiés baltes** par FRANÇOISE NIETO

- *Les déclarations de M. Mitterrand*
- **PCF : les réserves de MM. Fiterman et Herzog** par OLIVIER BIFFAUD
- **La controverse sur le budget de la défense** par JEAN-YVES LHOMEAU

- **Des effets incertains sur la reprise mondiale** par ALAIN VERNHOLES
- **Fallait-il aider M. Gorbatchev?** par FRANÇOISE LAZARE
- **Vent de panique à Francfort** par CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON
- **La réaction des marchés financiers et pétroliers**

pages 3 à 10 et page 20

Le Monde DE L'EDUCATION JUILLET/AOÛT 1991

UNIVERSITÉS

LES INSCRIPTIONS EN PREMIÈRE ANNÉE

FAC par FAC
LES TAUX DE RÉUSSITE AUX DEUG

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le souvenir de Drancy

Il y a cinquante ans était ouvert le camp de transit pour les déportés juifs.

page 12

Un nouveau film de Satyajit Ray

Avec *les Branches de l'arbre*, le cinéaste indien démontre une nouvelle fois sa maîtrise.

page 15

SCIENCES ◆ MÉDECINE

- Des plans tirés sur Mars
- Sida et prostitution en Thaïlande. pages 13 et 14

Voyage avec Colomb

19. – *La peur du loup*

La Guadeloupe redoute 1992. Ce n'est pas Colomb qui l'inquiète, mais l'Europe du marché unique.

Lire page 2
le dix-neuvième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

Le sommaire complet se trouve page 22

M 0147 - 0821 0 - 6,00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

Voyage avec Colomb

19. *La peur du loup*

par Edwy Plenel

POINTE-À-PITRE. – L'île appelle l'exil, cet aller qui ne peut se défaire du retour. Exil, Saiot-Joho Perse n'a cessé de conjurer ce mot. Exilé en 1899, à douze ans, de la Guadeloupe, soo royaume d'enfance; exilé en 1940 du pays de l'âge adulte, la Fraoce. Nous l'avions embarqué au départ de Gênes par pur plaisir, mais aussi parce que la vie de ce poète d'Europe et d'Amérique est en secrète résonance avec les interrogations qui surgisseot de ce voyage. Diplomate, figure centrale du Quai d'Orsay de l'entre-deux guerres, bras droit d'Aristide Briand, ami de Léon Blum, Alexis Léger – son nom de citoyen – ébaucha les premières tentatives d'Union fédérale européenne auprès de la Société des nations. La montée du nazisme les rendit obsolètes. Devant le oaufrage de son idéal continental, cet bomme d'île, républicaio et antivichyssois, patriote mais universaliste, s'infligea un exil américain d'une vingtaine d'années, déclinant les offres de de Gaulle, au pouvoir trop personoel à son goût.

Saiot-John Perse ne revint jamais au pays natal, où l'attendait pourtant une partie de sa famille. Par bonheur, la mairie communiste de Pointe-à-Pitre s'est rendue complice d'un retour d'outre-tombe qui, ce matin, fait notre joie. Rue Nozières, la Maison Souques Pages, belle demeure au toit de tôle rosée, aux balcons de ferronnerie ouvragée, aux persiennes blanches, abrite le tout nouveau musée municipal dédié au poète. Chapeau de paille, canne à pommeau, calepins, missives, prospectus, dessins, articles, confidences, passions et meoteries, voici notre compagnon d'errance exposé à d'indiscrètes curiosités, dévoilant ses cachotteries et ses ruses. Poète, *« un menteur qui dit toujours la vérité »* ... Issue de l'Ecole du Louvre, Sylvie Tersen, la conservatrice du musée, montre des lettres qu'il retravaillait, arrangeait et modifiait après les avoir envoyées. S'amuse en feuilletant les découpages amoureux de l'écrivain.: *« C'étoit un grand séducteur. Quand, dans le carnet mondain du Figaro, il lisait l'annonce du mariage de l'une de ses anciennes maîtresses, il la découpait. Il gardait aussi des articles illustrés sur l'élection de Miss Antilles. »*

L'HOMME fraudait pour protéger le poète, tout comme Colomb trichait pour aider le découvreur. Il avait déjà obteou ce privilège d'écrire lui-même la biographie qui ouvre ses œuvres complètes dans « la Pléiade », se racontant à la troisième personne et recelant ses secrets comme bon lui semblait. Les premières lignes le font naître sur l'îlet de Saint-Léger-les-Feuilles, au large du port de Pointe-à-Pitre. Sylvie Tersen n'en croit pas un mot : *« Une île dans l'île, c'était la légende qu'il forgeait. L'îlet à feuilles était un tout petit bout de terre, impraticable, aujourd'hui disparu sous les flots. Non, il est né en ville, dans la maison familiale. »* Saint-John Perse introduit au mystère de l'insularité, de ces terres qui se finissent toujours en mer, où se marient l'utopie et l'impuissance, les rêves les plus audacieux et les réalités les plus désespérantes.

« Alexis Léger était ici chez lui », a proclamé en 1987 Henri Bangou, le maire de la ville, lors du colloque organisé pour le centeoaire de sa naissance. Fils d'un avocat franc-maçon et d'une descendante de planteurs, ce Blanc créole qui créera son autre, Saint-John Perse, est aujourd'hui revendiqué par la terre que certains de ses ancêtres peupléreot d'esclaves. Son père, dreyfusard et libéral, le permet qui vanta l'action antiesclavagiste de Victor Schœlcber et mena bataille contre un gouverneur voulant iotroduire l'usage des pousse-pousse. Son œuvre l'exige qui s'enracine dans cet univers métissé et voyageur, parsemée de créolismes, *porteuse d'une pensée sauvage née* de la rencontre des moodes, masquant sous son obscurité apparente un propos transparent, d'île et de mer. Paul Claudel écrira très justement que, de son origine antillaise et marine, cet ilien ne cessera d'eotendre *« le reproche et le rappel »*, assumant l'exil sans s'y accoutumer.

« Car, parler d'île, n'est-ce pas déjà parler d'ex-il... » Naviguaot sans relâche, Saint-John Perse frôlera à plusieurs reprises l'île des origines sans jamais oser y faire escale. Le musée en témoigne qoi montre de minutieuses archives sentimentales, dépliants de croisières, plans de Pointe-à-Pitre, traces d'un retour sans cesse rêvé, lettres où il avoue avoir essayé de surprendre aux jumelles les côtes guadeloupéennes. Dans cette discipline du nou-retour que le poète, le double, impose à l'homme, son créateur, s'expriment les plaisirs et les drames de l'insularité, ce *« retranchement »* au sein duquel *« pour un Antillais s'abîme toute solitude »*. Comme il était petit, un employé de sa famille lui avait donné un surnom en créole : *Ban-moin-lè*, « donoez-moi de l'air, de l'espace »...

Ban-moin-lè! C'est ce que l'on a envie de crier quand, marchaot dans les rues de Pointe-à-Pitre, les sonos criardes de certains magasins vous racolent an son d'un programme venu d'ailleurs : les « Grosses têtes » de Philippe Bouvard ou le « Téléphone sonne » de France-Ioter. Déjà immergé dans cette Caraïbe dont l'unité est flagrante sous la diversité des langues et des situations, on est dérouté, les Antilles françaises semblent décalées. A ce privilège économique qui les babille d'un bien-être consommateur s'ajoute ce lien omniprésent avec la France qui double l'insularité géographique d'une solitude culturelle. On s'était fait un plaisir d'abandonner un soir ou deux les ioformations saccadées de CNN ; on est cependant surpris de regarder, malgré le décalage horaire, le « 20 heures » d'Antenne 2. Oo avait fini par oublier que le téléphone pouvait aussi bien fonctionner, mais pour avoir Paris, malgré la distance, il faut faire le 16, comme si on appelait de Nantes. Ces détails, ces petits riens quotidiens, ne disent-ils pas que l'avenir de cette île échappe à ses habitants? Bref, ces DOM, ces départements français d'outre-mer, ne sont-ils pas incongrus dans le paysage américain?

« Non, ce n'est pas de l'aliénation, c'est de l'ouverture! » Nos interrogations ont fait boodir Daniel Maximin, directeur régional des affaires culturelles, écrivaio dans un pays où l'écrit est une iocessante parole. *« Le flash de France, c'est les dernières nouvelles du monde. Et puis, là-bas, on o tous un cousin. Pas une famille antillaise qui ne soit concernée par une grève de la RATP ou de l'Assistance publique! L'assassinat de Gandhi, on en parlera avec le voisin hindou. Beyrouth, on en discutera avec le commerçant libanais. Même en Ethiopie, nous avons des racines! Toutes les nouvelles nous concernent. »* Maximio représente la génératioo intellectuelle d'après l'irruption du mouvement indépendantiste, convaincue que le pari identitaire a été gagné et que le pari national est autrement complexe. Rétive au repli sur soi, elle se démarque d'uo nationalisme qui serait synonyme de clôture.

« Je ne suis pas inquiet pour notre avenir en tant que peuple. Parce que, comme n'importe quel Jamaïcain ou Cubain, je ne doute pas de mon identité. Avec lo dose d'Auschwitz qui nous o construits, nous sommes blindés. Ressasser les horreurs qu'on nous o faites, c'est accroire la dépendance. L'indépendance est un raccourci. L'apport original des Antilles, des rébellions des nègres marrons, c'est de savoir se révolter sans pour autant vouloir prendre la place du maître. Avec l'Etat français, nous avons notre propre espace de liberté, pas le plus vaste, mais réel. Arrêtons de jouer à la grande peur. Si l'indépendonce arrive, ce sera tout naturellement. Pas un grand soir, mais au grand jour! » Dans son dernier roman, *Soufrières*, dérive autour de la dernière irruption du volcan de la Basse-Terre, la partie sud de l'île, Maximin développe ce *« message de nature »* en opposition aux ruptures politiques radicales. *« La Femme-Solitude*, écrit-il, *nous rappelle que les mythes de fontaine sont aussi fondateurs que les mythes du feu. »*

(La Guadeloupe). *« Nous sommes faits de Noirs, d'Indiens, de métis, de Blancs, mais nous partageons une identité commune... »*

MARIE-PAULE NEGRE/METIS

B.N./EST.AMPES. «ALBUM DU PERE PLUMIER» (1688)

« Nous ne connaissons pas, insulaires, ce vertige allé de la terre (...). Notre champ est de mer... »

Une histoire volcanique, d'apocalypse et de fournaise, il oppose une géographie d'éternels recommencements, régulièrement bouleversée par des cyclones ravageurs dont les lendemains ont des allures de recréation du monde, où la ruioe côtoie le renouveau. *« Nous sommes des enfants du cyclone*, conclut-il, *qu'il se nomme Colomb ou Napoléon. »* Ou encore Europe... Car, diffuse, la peur est bien là, et Maximin ne le nie pas : 1992, vu d'ici, ce o'est pas le cinquième centenaire mais le dernier compte à rebours avant la transformation des Antilles françaises en base avancée américaine de l'Europe du marché unique. *« Ouh ! ouh ! voici venir le loup »*, le refrain du dernier carnaval ne trompe pas. Le loup, autrement dit l'Europe, *ressentie comme la menace* d'un déclin identitaire sous un envahissement marchand et bumain qui ne serait plus seulement français.

Sous l'apparente plaisanterie, les défilés du mercredi des Cendres sont choses très sérieuses. Il y a peu, l'un d'entre eux brocardait Jean-Marie Le Pen. Quelques mois plus tard, le leader du Front national fut cootraint de faire demi-tour devant une piste d'avion occupée par des manifestants. Or, s'agissant de l'Europe, Luc Reinette prévoit le pire. Amnistié en 1989, ce militant indépendantiste que sa longue cavale rendit populaire o'a rien perdu de sa fougue. *« En 1992, les Occidentaux vont pleurer sur le sort des Indiens mais à titre posthume. Pour nous, ce sera du présent, la même menace à une échelle plus petite. Acte unilatéral, sur lequel nous n'avons pas été consultés, l'intégration forcée de notre poys à l'Europe entraînera une désintégration de notre peuple. Autant nous sommes favorables à lo libre circulation des personnes, autant nous ne pouvons pas nous offrir le luxe d'être un pays d'immigration. Nous sommes faits de Noirs, d'Indiens, de métis, de Blancs, mais nous partageons une identité commune. Face à un afflux d'Allemands, d'Italiens, voire de Polonais demain, nous ne pourrons résister économiquement. Face à une Europe extensible, nous ne pesons pas. Il y aura encore une population mais il n'y aura plus de peuple guadeloupéen, plus d'identité. »*

L'artifice d'une écooomie de consommation, que traduit la cherté de la vie et que compensent, pour les seuls fonctionnaires, des salaires gonflés de primes, conforte Reinette dans son scénario catastrophe. *« Les technocrates européens nous voient comme une plate-forme de distribution, une devanture de produits européens pour la Caraïbe et l'Amérique. »* L'inauguration récente du CECA, un complexe euro-caribéen d'activités englobant le port et l'aéroport de Pointe-à-Pitre, est ressentie comme le premier pas d'une *« recolonisation »*. Ayant admis que la majorité de la population ne souhaitait pas la rupture avec la France, l'ensemble des organisations indépendantistes comptent faire du refus de l'intégration européenne le tremplin pour l'obtention d'un statut transitoire. Reinette reconaaît que de discrètes discussions avaient eu lieu avec le pouvoir socialiste dans la foulée de sa libération. *« Ils nous ont dit qu'ils n'étaient pas opposés à une évolution statutaire dès lors que la possession française n'était pas remise en cause. Mais, depuis, ils nous ont fait le coup de l'Europe alors que notre maison commune, c'est la Caraïbe! Ils doivent accepter le dialogue là-dessus, sinon il y aura des incidents... »*

Qui croire, Maximin ou Reinette? Le fleuve, le feu ou les deux? N'expriment-ils pas différemment la même dialectique ambiguë de l'insularité où l'île, revenue de son innocence, conquise et rattachée, reliée et possédée, et sommée de se situer par rapport à la terre ferme? Une relation qu'exacerbe l'héritage colonial, cette dépendance d'un continent européen devenu si proche, par l'émigration, l'économie et la culture, et pourtant toujours autre et lointain, inscrit dans un au-delà atlantique. Un écrivain antillais de la génération précédente, le Martiniquais Edouard Glissant, confiera avoir ressenti en Afrique la révélation de l'*« infini géographique »*, *« ce que signifie d'avoir une terre qui vous porte, vous envahit, vous confond »*. Nul o'a sans doute mieux exprimé la contradiction de l'identité antillaise : *« Nous ne connaissons pas, insulaires, ce vertige allé de la terre (...). Notre champ est de mer, qui limite et qui ouvre (...). Nous ne saurions errer sans fin aux limites toujours reculées (...). L'île est amphithéâtre aux gradins de mer, où la représentation est tentation : du monde. »*

RIEN de surprenant, dès lors, à ce que *les Indes*, l'une des premières œuvres de Glissant, soit un poème de la déchirure héritée de la découverte. Colomb inaugure en effet ce dialogue pathétique des îles et do continent. Durant son second séjour américaio, il se lasse de ce trop plein d'îles sur lequel il ne cesse de buter le long de l'archipel caraïbe. A l'aller, de septembre à novembre 1493, il explore les petites Antilles en arrivant plus au sud et en les remootant jusqu'à Hispaniola. Puis il repart, d'avril à septembre 1494, découvrant la Jamaïque et *visitant les côtes méridionales* de Cuba. Mais l'envie de tourner la page, d'ouvrir un nouveau chapitre, le tenaille. Si belles soient-elles, ces terres cernées d'eau ne satisfont pas sa quête secrète d'un continent inconnu au sud de cette Asie qu'est pour lui l'Amérique du Nord. Il faut en finir, fermer définitivement la porte asiatique. Et c'est l'étonnant serment de Cuba où l'on retrouve le Colomb imposteur, sinon voyou, prêt à tout pour plier le réel à ses désirs.

Le 12 juio 1494, alors qu'il longe depuis un mois les côtes cubaines vers l'ouest, l'Amiral décide de s'en retourner à Hispaoiola. Mais auparavant il ordonne au notaire de se rendre à bord des trois caravelles que comptait cette expéditioo et de demander à chacun s'il a *« le moindre doute que cette terre ne fût la terre ferme du commencement des Indes »*. Tous les équipages furent obligés de prêter serment avec des arguments sans appel : *« quiconque dirait par la suite le contraire »*, écrit le notaire, sera puni d'une amende de dix mille maravédis et aura la langue coupée! *« Pour les mousses*, ajoute-t-il, *qu'en pareil cas leur soient donnés cent coups de garcette et qu'on leur coupe la langue. »* Une scène d'autant plus aberrante que nous savons, par certains de ses témoins, qu'ils restaient convaincus que Cuba était une île, comme Colomb lui-même l'avait affirmé lors de son premier voyage. Ainsi l'un des marins de la *Nina*, Juan de la Cosa – un homonyme, semble-t-il, du maître de la *Santa-Maria* du premier voyage, – devenu par la suite un excellent cartographe, représentera Cuba détachée du continent.

LA seule explication logique de cet épisode irrationnel est donnée par les deux derniers voyages de Colomb, où il ira droit sur le continent, ignorant l'arc caraïbe. Le temps pressait, le Portugal s'était enfin réveillé, d'autres découvreurs allaient emprunter sa route. Il lui fallait clore la parenthèse antillaise, quitte à mentir, affirmer haut et fort que l'Asie avait été rejoiote pour pouvoir enfin découvrir son « Nouveau Monde ». Car, pendant qu'il navigue, Espagne et Portugal se partagent le gâteau terrestre, dans une préfiguration des Yalta modernes, sous la houlette de la seule autorité supranationale du moment, la papauté. Colomb, en effet, bouscule les équilibres anciens. En 1481, le pape, prenaot acte de l'avance portugaise, n'a-t-il pas accordé à Lisbonne le droit d'étendre sa souveraineté *« au-delà des îles Canaries, vers la Guinée »*?

Dès que fut connue la découverte américaine, l'Espagne exigea que cet « au-delà » bien vague soit précisé. Sous la pression de l'Amiral, une première bulle pontificale traça une ligne imaginaire à cent lieues à l'ouest des Açores. A l'orient de cette frontière s'étendait le domaine réservé des Portugais ; à l'occident, celui des Espagnols et, pour l'heure, du vice-roi Colomb. Mais, en juin 1494, lors du Traité de Tordesillas, Lisbonne obtient que la ligne soit repoussée jusqu'à 340 lieues à l'ouest. L'Amiral, qui ne peut évidemment le savoir, en a-t-il la prescience au large de Cuba? Une décision qui scellera le sort futur du Brésil, portugais une fois découvert. Une course cootre la montre est donc engagée dont l'enjeu est le continent.

L'Amiral devra attendre encore quatre ans pour tout à la fois la gagner et la perdre, arriver le premier et être proclamé second dans un de ces ironiques et cruels tours de passe-passe de l'Histoire. En attendant, il a sur les bras des îles, dont Hispaniola, où il o'en finit pas de s'empêtrer, habile découvreur, maladroit gouverneur. Des îles où, en 1493, il fait la connaissance des Caraïbes redoutés des Arawaks, valeureux guerriers et mangeurs d'hommes. Un dimanche, abordant leur île sacrée, entre Guadeloupe et Martinique, il la baptise *Dominica*...

Prochain article :

Caraïbes, pour mémoire

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

هكذا من الأصل

LE RENVERSEMENT DE M. MIKHAÏL GORBATCHEV

La situation en URSS après la première journée de l'état d'urgence

Manifestations à Moscou et à Leningrad

Pluaieurs dizainea de milliers de manifestants – quarante mille à cinquante mille, selon les estimations – étaient rassemblés mardi 20 août à la mi-journée devant le bâtiment du Parlement russe, à Moscon, devenu le symbole de la résistance aux pntschistes qui ont déposé le président Gorbatchev lundi. En dépit de l'interdiction des rassemblements, les manifestants, auxquels s'est jointe la veuve d'Andreï Sakharov, Mme Elena Bonner, scandaient le nom du président de Russie, M. Boris Eltsine, anquel affirment s'être ralliés les équipages de neuf blindés et d'un char T-72 stationnés derrière le bâtiment.

Barricades aux abords du Parlement russe

Depuis un baleon dn Parlement, M. Eltsine a de nouveau appelé les manifestants à ne pas céder aux putschistes, et à faire confiance à l'armée. Le président de la eommission des affaires étrangères du Parlement russe, M. Vladimir Loukine, a affirmé à la presaa qne trois nnités de l'armée s'étaient ralliées au président Eltsine : le régiment de Riazan, celui de Sébastopol et des éléments de la division blindée de la garde Taman. Des barricades de fortune ont été érigées depuis lundi aux abords du Parlement russe, et, en d'autres endroits de Moscou, la eirenlation est coupée soit par des autobus ou des camions mis en travers de la chaussée, soit par les forces de l'ordre. Une autre manifestation, de quelque dix mille personnes, a en lieu mardi matin devant la mairie de Moscou, en présence du maire, M. Gavriil Popov, et d'un autre leader réformateur, M. Alexandre Iakovlev.

A Leningrad, le maire de la ville, le réformateur Anatoli Sobtchak, a pris la parole mardi devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes, qu'il a exhortées à faire échouer le coup d'Etat.

M. Eltsine a réclamé que le président Gorbatchev subisse un examen médical en présence d'un expert de l'OMS. En fin de matinée, trois dirigeants russes négociaient au Kremlin avec le président dn Parlement soviétiqne, M. Andreï Loukianov.

Tension dans les pays baltes

Selon M. Loukine, l'appel à la grève générale lancé lundi par M. Eltsine a été relativement pen suivi, sauf dans les mines de charbon. Les travailleurs du pétrole ont fait savoir qu'ils soutenaient le président russe, mais voulaient éviter d'accroître la tension par des grèves.

C'est dans les Républiques baltes que la situation est la plus tendue. C'est d'ailleurs en Lettonie qu'a été enregistrée la première victime de ce coup d'Etat : le conducteur d'un minibus abattu, selon la radio lettone, par des soldats soviétiques lundi soir à Riga. Les troupes soviétiques se sont livrées à des démonstrations de force aussi bien en Lettonie qu'en Lituanie et en Estonie, prenant le eontrôle de eertaines installations stratégiques.

Le reste des Républiques paraît dans l'expectative. Les présidents d'Ukraine et du Kazakhstan ont diffusé des appels prudents à leur population.

A Kichinev, capitale de la Moldavie, la population montait toujours la garde, mardi 20 août, devant le siège de la télévision et de la radio moldaves, tonjours aux mains du gouvernement nationaliste. Lundi, à l'annonce du coup d'Etat, le président moldave Mircea Snegur a dénoncé les *« putschistes »* de Moseou, le *« prétendu comité d'Etnt »* et ses *« diktats qui foulent aux pieds les droits des peuples* ñ *l'autodétermination »*.

A l'issue d'une réunion d'urgence du Parlement et du gouvernement, le président Snegur, en direct sur la télévision nationale, a demandé à la population, de ne *« pas collaborer si la direction légitime moldave était remplacée par la force »* et *« de riposter fermement aux putschistes »*. A l'appel du très radical front populaire moldave, des milliers de personnes ont manifesté lundi, tard dans la soirée, à Kichinev. Selon les journalistes roumains à Kichinev, la poliee moldave protège les bâtiments de l'agence Moldava Pres et des publications indépendantistes.

Le chef de l'Etat destitué ramené à Moscou ?

Le sort de M. Gorbatchev faiseit l'objet, mardi, d'informations contradictoires, les uns affirmant qu'il se « reposait » toujours en Crimée, les autres, dans l'entourage de M. Eltsine, qu'il aurait été ramené lundi soir à Moscou.

Le comité de contrôle constitutionnel a demandé lundi, dans un communiqué diffusé par l'agence Tass, ao nouveau pouvoir de respecter les exigences juridiques et constitutionnelles de l'état d'urgence.

La presse de mardi n'est sortie que partiellement, en raison des mesures de censure décrétées la veille par la nouvelle équipe au pouvoir. Seuls neuf journaux nationaux – tous des quotidiens conservateurs, à l'exception des *Izvestia* qui n'ont cependant pas paru en raison d'une grève – ont été autorisés à paraître.

Au cours d'une première conférence de presse, M. Guénnadi Ianaev, le « président par interim », a averti que *« la sécurité et l'ordre seraient assurés* ñ *Moscou »*. Il a qualifié de *« comportement dangereux »* l'appel à la désobéissance civile lancé par M. Eltsine, car *« il peut conduire à une provocation armée, destinée à faire porter la responsabilité* nu *Comité d'Etnt pour l'état d'urgence »*. Quant à M. Gorbatchev, a précisé M. Ianaev, il continue de se reposer en Crimée *« d'une fatigue accumulée ou cours de ces dernières années »*, et *« nous espérons qu'nprès son rétablissement il pourra reprendre ses fonctions »*. M. Ianaev a également promis une élection présidentielle *« selon les principes démocratiques »*.

De son côté, M. Edouard Chevardnadze, ancien ministre des affaires étrangères de M. Gorbatchev et chef de file du Mouvement des réformes démocratiques, a appelé *« tous ceux qui s'opposent à un retour nu totalitarisme »* à s'engager dans une résistance non-violente au nouveau pouvoir. Il a réitéré le soutien de son mouvement à l'appel à une grève générale lancé par M. Eltsine. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

« Un coup d'Etat, ça ? »

Suite de la première page

Mais voilà Boris Eltsine qui descend de son quartier général, suivi d'un ample mouvement de foule. Ses gardes du corps le hissent sur l'un des chars. Il serre la main des soldats, puis, sans micro, lit son appel à la résiatence cntre le coup d'Etat *« réactionnire et anticonstitutionnel »* et à *« une grève générale et illimitée »* contre les putschistes. Applaudissements. Son ministre de la défense, le général Kobets, suscite une houle de mécontentement lorsqu'il invite à ne pas céder aux provocations et à garder son calme face à une armée dont il est sûr qu'elle *« ne tournera pas ses armes contre le peuple »*.

Des femmes plantent des fleurs de pissenlits dans les canons des mitrailleuses. Les ouvriers de l'imprimerie des *Izvestia* refusent de sortir l'édition du jour parce que la rédaction en chef ne veut pas publier l'appel de Boris Eltsine à côté de celui de la nouvelle direction. Pourtant, dans la ville, les chars positionnés, par deux nu trois, aux carrefours ou près des ponts se voient entourés de Moscovites qui demandani à leurs équipages bon enfant à qnels ordres ils nbéissent et pourquoi. Au fur et à mesure que la journée avance, le coup d'Etat ressemble de plus en plus à une mise en scène à laquelle personne ne semble vraiment croire.

Une gigantesque pagaille économique

La conférence de presse, donnée au ministère des affaires étrangères à 17 heures par le nouvean maître du Kremlin, M. Guennadi Ianaev, eotouré de cinq membres du fameux Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS, achève de convaincre de l'inanité du scénario nfficiel. Pourtant, la nonvelle équipe s'y cramponne face à des journalistes impertinents qni se gaussent de ses contradictions et lui demandent si elle a pris des conseils auprès du général Pinochet !

M. Innaev dit qu'il a été contraint de prendre la place de M. Gorbatchev, souffrant, en vertu de l'article 127 de la Constitution, afin de sauver lea réformes en cours depuis 1985 et pour éviter le ehaos économique et l'éclatement de l'Union. En gros, il s'agit d'empêcher les effusions de sang interethniques, de rétablir l'ordre et de purger la rue des *« éléments criminels »*. Les trois tâches auxquelles le Comité d'Etat entend se consncrer soot : l'agriculture (la récolte serait compromise), le logement (700 000 familles de militaires en manqueraient) et l'énergie (l'hiver arrive).

Le discours devient ensuite obscur. D'un côté, M. Ianaev couvre de fleurs M. Gorbatchev, *« mon omi qui, je l'espère, reprendra place parmi nous une fois rétabli et avec lequel nous recommencerons à travailler dans la voie de la démocratisation qu'il a tracée »*; de l'autre, le Comité d'Etat constate que la perestroïka a débouché sur one gigantesque pagaille économique.

M. Ianaev refuse mordieus de reeonnaltre qu'il n commis un coup d'Etat et que les formes légales n'ont été respectées ni pour changer de président ni pour instaurer l'état d'urgence. *« Il y a des situations extrêmes où il convient de prendre des mesures immédiates »*, répond-il, avant de promettre que le peuple sera appelé aux urnes pour élire le nouveau président et pour dire son avis sur le traité de l'Union, peut-être par référendum. De toute façon, *« le Soviet suprême entérinera nos solutions »*, dit-il aimerait beaneoup que M. Eltsine soit raisonnable et qu'il accepte, comme d'autres dirigeants, d'ouvrir le dialogue avec le Comité d'Etat. La grève générale lui semble dangereuse pour un pays nu bord do chaos.

Ainsi la conférence de presse s'embourbe-t-elle dans des propos lénifiants, qui ne donnent aucun détail sur les moyens à employer pour éviter que les Arméniens et les Azéris ne s'étripent, pour inciter les paysans à mieux récolter le blé et pour conférer aux forces de l'ordre une plus grande efficacité contre la criminalité. C'est promis, l'URSS remplira ses engagements ioternntiooaux, évacuera l'Allemogne, respectera l'indépendantisme de certaines républiques et appuiera l'entreprise privée. C'est juré, les chars quitteront Moscou aussitôt qne possible s'il n'y a pas d'*« excès »* dans les rues.

Un coup d'Etat, ça ? La déposition d'un président, tout au plus... semblent penser nombre de Moscovites qui se moquent désormais de ces « putschistes » donnant l'impressinn de ne pas très bien savoir où ils vont. Mais ils s'inquiètent des risques de dérapage et des confrontations inévitables, par exemple avec les Etats baltes ou avec la Géorgie. Ce putsch fera-t-il, malgré tout, couler le sang ? Pour parer à toute évemualité, les forces paramilitaires de M. Eltsine ont élevé dans la soirée des barricades devant le Soviet de Russie. Moscou s'endort. Moscou cauchemarde.

ALAIN FAUJAS

Une « maladie » bien suspecte

Le président russe, M. Boris Eltsine, a demandé, mardi 20 août, au président du Soviet suprême soviétique d'organiser un « examen médical » du président Gorbatchev en présence de médecins de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). M. Eltsine a souhaité le retour de M. Gorbatchev au pouvoir si les résultats de cette expertise le permettent.

Existe-t-il véritablement, dans le dossier médical de M. Mikhail Gorbatchev, daa élémenta de nature à accréditer le thèse officielle qui, lundi 19 août, faisait valoir que le numéro un soviétique avait été écarté du pouvoir pour de mystérieuses *« raisons de santé »* ?

Pour le docteur Pierre Rentchnick (Genève), l'un des meilleurs apécialistaa de la aenté des grands de ce monde (1), tout laisse à penser qu'il n'y a là qu'une grosaière tentative de bluff visant sans succès aucun à masquer un coup d'Etat.

Selon plusieurs informations de source médicale, M. Gorbatchev ne souffrirait que d'hypertension artérielle et de troubles concernant le contrôle de sa glycémie. Il semblerait en particulier que sa « courbe d'hyper-glycémie provoquée » (2) soit anormale. Ce sont là, selon le docteur Rentchnick, les deux seuls éléments pathologiques qui ont pu être communiqués aux services médicaux d'urgence des pays dans lesquels l'ex-numéro un soviétique a été, ces dernières années, amené à se rendre. Encore convient-il de préciser que de telles informations sont – secrets médical et diplomatique obligent – presque toujours incomplètes.

« Rien de ce qu'on peut aujourd'hui connaître de la santé de M. Gorbatchev ne permet de penser qu'il était malade au point de ne pas être en mesure d'exercer le pouvoir, souligne le spécialiste genevois. *L'hypertension artérielle est une pathologie très fréquente en Union soviétique et les troubles de nature diabétique relèvent sans doute de l'appétance classique des membres de la nomenklatura pour les sucres. L'histoire montre, par ailleurs, que de très nombreuses personnalités politiques ont pu exercer leur pouvoir tout en souffrant de pathologies autrement plus graves. Pour ce qui est de l'hypertension artérielle*, on *peut rappeler qu'en France M. Raymond Barre a été hospitalisé au Val-de-Grâce alors qu'il présentait des chiffres de tension artérielle très élevés... »*

Plus généralement, le docteur Rentchnick souligne las profondes différences qui opposant l'Union soviétique aux Etats-Unis en ce qui concerne les relations entre le secret médical et l'exercice du pouvoir. *« Le système américain*, explique-t-il, *se caractérisa par une transparence du principe quant au diagnostic médical, ce qui d'ailleurs n'interdit nullement la mensonge, comme dans le cas de John Kennady. Après la mort, en revanche, la famille reprenant le corps, il y e un refus total de l'autopsie ou de la communication des résultats de l'autopsie. Dans la système soviétique, c'est exactement le contraire. Il y a toujours eu le mensonge sur la maladie, qu'il s'egisse de Lénine, Staline, Khrouchtchev, Andropov ou Tchernenko. A l'inverse, dès le lendemain de leur mort, ce système a produit les meilleurs résultats d'autopsies qu'on puisse imaginer »*.

JEAN-YVES NAU

(1) Rédacteur en chef de la revue suisse *Médecine et hygiène*, le docteur Pierre Rentchnick est l'auteur, en collaboration avec Pierre Accoce, de l'ouvrage *Ces malades qui nous gouvernent* (Editions Stock) et de *Ces malades qui font l'histoire* (Editions Ploe).

(2) La courbe d'hyperglycémie provoquée est constituée des différents taux de glycémie observés dans les heures qui suivent l'ingestion à jeun d'une quantité importante de sucre. Elle permet de déceler certains états diabétiques ou prédiabétiques, ainsi que certaines affections, notamment d'origine hépatique.

CNN en première ligne à Moscou

Comme pendant la guerre du Golfe, où elle se transforma en « robinet à images », la chaîne câblée américaine CNN a pris les autres télévisions de vitesse en diffusant dans l'après-midi du lundi 19 août les premières images d' altercations entre la populntinn moscovite et den tankintes, sur la place du Manège, face au Kremlin.

« Ce que vous faites, vous le faites contrn vous-*mêmas »*, eriait une femme aux soldats, jusqu'à ce que l'un d'entre eux, visiblement mal à l'nise, répiique : *« On obéit*, on a daa ordras. » Tandis qua Steve Hurt, l'envoyé spécial de la chaîne d'Atlanta dans la capitale soviétique, commentait en direct ces échanges, les autres télévisions montraient aneora les images des tanks dans les avenues, déjà diffusées dans la matinée.

Toutefois, mardi matin, CNN International diffuasit surtout des images de l'agence britanniqua WTN. Selon un correspondant de l'agence soviétique Novosti, *« le rideau de fer n'est pas* ancore tombé ». Le programme CNN International, en plus de sa couverture en direct da Moscou, a mobilisé un staff d'exparts an kremlinologie et lancé la télévision interactive : en appelant un numéro de téléphona incrueté à l'écran, les téléspectateurs américains peuvent dialoguer avec les experts sur les raisons et les issues de cet *« URSS coup »*.

Y.- M. L.

□ **HAUT-KARABAKH** : libération de soldats soviétiques. – Dans le Haut-Karabakh, région peuplée en majorité d'Arméniens, administrativement rattachée à l'Azerbaïdjan, vingt-huit soldats des forces spéciales du ministère soviétique de l'intérieur pris en otage, le 13 août, par des militants arméniens ont été libérés, a annoncé l'agence Tass mardi 20 août.

LE MONDE diplomatique

Août 1991

- **ÉLECTRONIQUE** : Les enjeux de la télévision de haute définition, par *Henry Bakis*.
- **TERRITOIRES OCCUPÉS** : Israël en pays conquis, par *Micheline Pounet*.
- **ALLEMAGNE** : Les sinistrés de l'unification, par *Margaret Manale*. – Berlin et la « querelle de la capitale », par *André Gisselbrecht*.
- **MAROC** : Qui possède le pays ? par ****
- **UNION SOVIÉTIQUE** : Quand les Allemands retournent à Königsberg, par *Erlends Calabuig*.
- **CUBA** : La grogne des artistes dans l' « île des merveilles », par *Francis Pisani*. – Une économie en état comateux, par *Christophe Guibeléguiet*.
- **JAPON** : Que pensent les intellectuels ?, par *Alain Jouffroy*. – La mémoire retrouvée des crimes de Nankin, par *Antoine Halff*.
- **PORTUGAL** : L'adien aux larmes, par *Vincent Jacq*.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

مكتبة من الأصل

LE RENVERSEMENT

La situation en URSS après la première journée de l'état d'urgence

Le Comité d'Etat : « Les gens ont respiré avec un certain soulagement »

Dans une déclaration diffusée lundi 19 août à 21 h 40 par l'agence officielle Tass, le Comité d'Etat pour l'état d'urgence dresse avec satisfaction le bilan de la première journée d'état d'urgence. Voici le texte intégral de cette déclaration :

« La première journée de l'état d'urgence dans certaines régions de l'URSS a déjà montré que les gens ont respiré avec un certain soulagement. Aucun excès un tant soit peu sérieux n'a été observé en quelque endroit du pays. Le comité a reçu de nombreux messages de soutien aux mesures prises pour faire sortir le pays d'une crise très grave. Les premières réactions étrangères aux événements qui se sont déroulés dans notre pays se caractérisent également par une certaine compréhension, parce que, pour les pays étrangers, le chaos et l'anarchie dans notre pays nucléaire sont le pire des scénarios imaginables. Il va de soi que l'instauration de l'état d'urgence provoque une méfiance et des craintes, dans notre société et à l'étranger.

» Eh bien, cela est justifié, car ces dernières années la pratique dans notre pays n'avait malheureusement et très souvent rien à voir avec les objectifs proclamés. Les espoirs du peuple ont plus d'une fois été trompés. » Cette fois, nous ferons tout pour que l'activité de la direction soviétique mérite confiance. La plupart des Républiques fédérées et autonomes de notre pays soutiennent les mesures prises face à une situation extrêmement grave. Les peuples comprennent que le Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS n'a aucunement l'intention de porter atteinte à leurs droits constitutionnels et souverains. »

Mise en garde à M. Boris Eltsine

« Le message que les dirigeants de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, Ivan Siloiev et Rouslan Khasboulatov, ont signé au matin du 19 août a fait dissonance en ce moment critique, quand nous avons besoin d'un accord national. Il est empreint d'un esprit de confrontation. Ce message incite directement à des actions illégales, ce qui est incompatible avec la loi sur le régime d'état d'urgence.

» Faisant preuve de patience et espérant à une coopération constructive, le Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS estime possible de se borner, cette fois, à mettre en garde contre des actions irresponsables et insensées. Les ambitions ont de nouveau pris le dessus au sein de la direction de la Russie, alors que le peuple attend qu'elle apporte à sa politique des corrections qui répondent aux intérêts majeurs des habitants de la République.

» Nous voudrions souligner une fois de plus que le principe de la primauté de la Constitution et des lois de l'URSS a été désormais rétabli pour toujours sur l'ensemble du territoire de l'URSS. Nous assurons que, à la différence de promesses vaines et rabachées, notre politique sera certainement étayée par la mise en œuvre de nos décisions. »

Que vont faire les « réformateurs » de l'armée ?

L'image du général de l'armée rouge, communiste ultra-conservateur sous sa casquette au périmètre démesuré, la poitrine bardée de décorations, n'est plus représentative du corps des officiers soviétiques : celui-ci a beaucoup évolué ces deux dernières années, ouvrant la voie à toute une catégorie de jeunes officiers ouvertement réformateurs.

Même si elle reste dominée par une hiérarchie très orthodoxe et fidèle à la ligne « dure » du Parti communiste, l'armée soviétique n'est plus monolithique ; elle n'est pas restée imperméable à la révolution qui s'est produite au sein de la société : *« Lorsque le pluralisme a commencé à naître, les militaires aussi se sont mis à participer à la vie de la société*, observe le lieutenant-colonel Serguei Iouchenkov, député au Parlement de Russie. *Il est donc logique que l'on observe au sein de l'armée les mêmes différenciations politiques que dans le civil : d'un côté, il y a une aile progressiste ; et, de l'autre, des figures odieuses comme le général Makachov* [candidat ultra-conservateur à l'élection présidentielle russe, en juin dernier] *ou le colonel Alksnis* [chef du groupe conservateur Soyouz]. »

« Il est impossible de couper l'armée de la société, renchérit un autre officier progressiste, le colonel Shamil Mikeev, chargé des problèmes sociaux des militaires à la municipalité de Moscou. *L'armée est un tout, inséparable de la société. »*

La glasnost aussi a produit ses effets : à mesure que la presse levait le voile sur des phénomènes aussi tabous que le bizutage, une pratique très répandue dans l'armée soviétique où elle prend souvent des dimensions particulièrement cruelles et dramatiques, sur les mauvaises conditions de vie des militaires, sur le difficile retour des soldats démobilisés d'Afghanistan ou d'Europe de l'Est, l'armée a commencé à perdre son aura d'institution intouchable. Quelques associations de militaires, comme Chtchit (« le bouclier »), se sont spécialisées dans la défense des soldats victimes d'injustices. Parallèlement, les bavures de la perestroïka à Tbilissi, Bakou ou dans les Républiques baltes, ont dégoûté un certain nombre d'officiers, furieux de voir l'armée ainsi utilisée contre la population à des fins politiques.

On s'est donc mis, dans les milieux réformateurs, à établir une distinction, parfois un peu rapide, entre les généraux et les colonels, les premiers trop vieux, dans leur majorité, pour changer, les seconds s'illustrant au Congrès du peuple d'URSS ou au Soviet suprême de Russie par des prises de position en faveur des réformateurs. Plusieurs études sociologiques menées dans l'armée depuis un an montraient qu'une majorité d'officiers ne voyaient pas d'un mauvais œil une dépolitisation de l'armée, même si la majorité d'entre eux étaient restés membres du PC, par conviction plus que par conviction.

Selon un sondage publié par *les Nouvelles de Moscou* l'an dernier, *60 à 80 % des officiers de grades intermédiaires souhaitaient que l'armée soit totalement dépolitisée.* Cette tendance, en réalité, a été particulièrement sensible en Russie, et plus encore à Moscou. L'élection présidentielle russe du 12 juin a permis de mesurer à quel point les voix des militaires étaient devenues un enjeu important : outre le général Makachov, les deux principaux candidats, MM. Eltsine et Ryjkov, avaient chacun choisi un militaire comme candidat à la vice-présidence : le colonel Routskoï, fringant réformateur et initiateur du mouvement Communistes pour la démocratie, pour M. Eltsine, et le général Gromov, personnage plus classique et plus rigide, aux côtés de M. Ryjkov. Les deux officiers avaient en commun d'avoir fait la campagne d'Afghanistan, dont ils sont revenus avec le titre de « héros de l'Union soviétique ».

Un geste symbolique

La hiérarchie militaire jeta tout son poids dans la bataille électorale, faisant ouvertement campagne, dans les casernes ou dans les colonnes de l'orgoue de la défense, *Krasnaïa Zvezda*, pour le tandem Ryjkov-Gromov. Or non seulement MM. Ryjkov et Gromov – sans parler du général Makachov, relégué par le style de sa campagne et son faible score au rang de figure folklorique – *furent battus à plate couture* par l'équipe Eltsine-Routskoï, *mais il apparut*, à la lecture détaillée des résultats, que les régions militaires avaient voté à peu de chose près comme le reste de la Russie : pour la démocratie. M. Eltsine s'est d'ailleurs entouré de quelques généraux connus pour leurs opinions progressistes, comme le général Volkogonov, historien de Staline, ou le général Kobets, qui fait office de ministre de la défense pour la République de Russie.

C'est en partie sur cette dynamique réformatrice au sein de l'armée que compte sans doute aujourd'hui M. Boris Eltsine pour contribuer à faire échec aux putschistes. Son geste, lundi 19 août – serrer la main des conducteurs du char sur lequel il venait de grimper pour s'adresser à la foule, – est à cet égard symbolique. Mais il sait certainement aussi que l'armée soviétique, loin d'être gagnée par l'anarchie ambiante de ces derniers mois, est restée une force disciplinée et qu'elle n'est pas composée que de bataillons d'appelés mal nourris et de jeunes officiers idéalistes. Après tout, le colonel Routskoï lui-même n'écartait-il pas, en juin dernier, l'hypothèse de la participation de l'armée à un coup d'Etat comme *« un fantasme »*, totalement contraire aux traditions du pays ?

SYLVIE KAUFFMANN

Interdictions... et promesses

Voici les principaux extraits de la « résolution » du Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS, diffusée, lundi 19 août, par l'agence Tass :

« Afin de défendre les intérêts vitaux des peuples et des citoyens de l'URSS (...), la Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS décide :

1. – De charger tous les organes du pouvoir et d'administration de l'URSS, des Républiques fédérées et autonomes (...) de garantir le strict respect du régime de l'état d'urgence (...). En cas d'incapacité à garantir l'application de ce régime, les pouvoirs des organes appropriés du pouvoir et d'administration sont suspendus et l'exercice de leurs fonctions est confié aux personnes spécialement mandatées par le Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS.

2. – De dissoudre sans délai (...) les structures de pouvoir et d'administration, les formations paramilitaires qui opèrent contrairement à la Constitution et aux lois de l'URSS.

3. – De considérer comme nulles et non avenues les lois et les résolutions des organes du pouvoir et d'administration qui sont contraires à la Constitution et aux lois de l'URSS.

4. – De suspendre l'activité des partis politiques, des organisations et des mouvements de masse qui empêchent la normalisation de la situation (...).

8. – D'établir un contrôle sur les grands moyens d'information (...).

9. – De charger les organismes de pouvoir et de gestion (...) de prendre les mesures susceptibles (...) de rétablir l'ordre et de relever la discipline dans toutes les sphères sociales (...), de faire respecter strictement les plans de production, de livraisons de matières premières, de matériaux et de composants (...), de lutter énergiquement contre l'économie parallèle, d'appliquer de strictes mesures de responsabilité pénale et administrative pour tous les faits de corruption, de vol, de spéculation, de stockage frauduleux de produits, d'incurie et les autres crimes économiques (...)

« Un jardin privé pour chaque citadin... »

11. – De charger le cabinet des ministres de l'URSS d'établir, dans un délai d'une semaine, un inventaire des produits alimentaires et des articles industriels de première nécessité disponibles (...)

De donner la priorité à l'approvisionnement des établissements scolaires et préscolaires, orphelinats, écoles, établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisés, hôpitaux, ainsi que des retraités et des invalides.

De faire, dans un délai d'une semaine, des propositions sur l'ajustement, le gel et la baisse des prix de certains produits alimentaires et industriels, en premier lieu pour enfants, des services courants et de la restauration publique, ainsi que le relèvement des salaires, des pensions, des allocations et des compensations à différentes catégories de la population (...).

12. – De prendre des mesures urgentes en vue d'organiser le stockage et la transformation des produits agricoles. D'accorder la plus grande aide possible aux agriculteurs en leur livrant machines, pièces détachées (...).

13. – De charger le cabinet des ministres de l'URSS d'élaborer, dans un délai d'une semaine, un arrêté prévoyant d'accorder en 1991-1992 à tous les citadins qui le désirent des terrains de 0,15 hectare pour les travaux de jardinage et de potager (...).

15. – De préparer et d'informer le peuple des mesures réelles pour 1992 en vue d'améliorer (...) la construction et l'approvisionnement en logements de la population (...).

16. – D'enjoindre les organismes de pouvoir et de gestion [...] de trouver les moyens susceptibles d'améliorer nettement l'assistance médicale et l'enseignement public gratuits. »

Les forces paramilitaires : plus de 500 000 hommes entraînés au combat

Outre les quelque quatre millions d'hommes, dont deux millions et demi de conscrits, que compte l'armée soviétique, les parachutistes disposent de forces paramilitaires qui, selon les experts occidentaux, regroupent environ un demi-million d'hommes : deux cent trente mille dépendent du KGB (Comité d'Etat pour la sécurité) et trois cent mille du ministère de l'Intérieur (MVD), sans compter la milice, qui fait office de police. Au sein du KGB, sont considérés comme forces offensives de combat les corps des gardes-frontières et surtout les fameux *« spetsnatz »*, ou commandos spéciaux.

Les troupes du MVD ont été beaucoup utilisées dans les conflits ethniques, en particulier dans le Caucase, depuis trois ans. A mesure que le problème des nationalités a pris de l'ampleur, un nouveau groupe a fait son apparition dans les opérations difficiles : les OMON (détachements de la milice pour missions spéciales), troupes de choc que l'on pourrait comparer aux tristement célèbres ZOMO polonais. Le corps des OMON a été créé fin 1987 à Leningrad, avec le soutien du conservateur Lev Zaïkov, alors premier secrétaire du PC pour cette ville, pour lutter contre la criminalité, et fut officialisé à l'échelle de l'URSS en 1988, avec des missions plus larges.

Les opérations les plus célèbres des OMON sont bien sûr les massacres de Vilnius et de Riga, en janvier 1991. On les soupçonne aussi fortement d'avoir participé aux multiples expéditions punitives contre les postes-frontières des pays baltes, où le ministère de l'intérieur affirme à l'occasion qu'ils agissent *en toute autonomie*, sans attendre les ordres de Moscou.

Beaucoup d'hommes des OMON ont été recrutés parmi les anciens d'Afghanistan. Ils sont très bien équipés, armés et aguerris aux techniques anti-émeutes occidentales. Selon certaines sources occidentales, le nombre des troupes du MVD aurait sensiblement augmenté en 1990, s'enrichissant notamment de soldats démobilisés d'Europe de l'Est et portant leur total à quelque quatre cent mille, dont environ cent trente mille affectés au maintien de l'ordre.

Un appel annonciateur du coup de force

« Six années d'oisiveté et de verbiage »

Le 23 juillet dernier, le journal conservateur *Russie soviétique* publiait le texte d'un *« appel au peuple »* invitant les *« Russes, citoyens de l'URSS et compatriotes »* à la création d'un *« mouvement populaire et patriotique »* dans le but de *« sauver la patrie »*. L'appel, signé par des militaires comme MM. Gromov et Varennikov, par les écrivains slavophiles Iouri Bondarev et Valentin Raspoutine mais aussi par MM. Starodoubtsev et Tiziakov, membres, depuis dimanche 18 août, du Comité d'état d'urgence, appelle à la mobilisation des *« représentants de toutes les professions et couches sociales, de toute confession et de toute obédience* (...), *à tous les partis, petits et grands, des libéraux aux monarchistes* (...), *aux chantres de l'idée nationale »*, face au *« malheur sans précédent »* qui frappe la *« patrie »* *« après six années d'oisiveté et de verbiage »*.

L'appel, rédigé dans un style emphatique et incendiaire, demande aux *« frères »* de se mobiliser contre *« les souverains matois », « les grippe-sous riches et avides », « les renégats rusés », « les pharisiens »*, qui *« mènent le pays en bateau »*, et qui *« après s'être emparés du pouvoir, dilapident les richesses* (...), *se couchent devant les mécènes étrangers et vont, au-delà des mers, chercher conseils et bénédictions »* alors que *« la maison brûle aux quatre coins »* et qu'il n'est plus question *« d'éteindre l'incendie avec de l'eau mais avec nos larmes et notre sang »*.

Si le Parti communiste, qui *« porte toute la responsabilité des victoires et des échecs des soixante-dix dernières années »*, est surtout critiqué pour sa gestion des six *« tragiques »* dernières années, lorsqu'il a *« remis le pouvoir à des parlementaires frivoles et inexpérimentés »* qui *« poussent à la discorde »* et *« coupent en tranches le corps fourbu du pays »*, l'armée, pour sa part, *« n'est pas responsable d'avoir dû, en toute hâte, quitter les garnisons étrangères »* et *« vit des temps difficiles »*. Puis hommage est rendu aux *« ingénieurs, qui, par leur intelligence* (...), *ont contribué à créer une industrie puissante* (...), *ont permis à la patrie de voler dans l'espace »*. Enfin, condamnant de manière récurrente *« la soumission »* du pouvoir *« aux tout-puissants voisins »*, aux *« envahisseurs »* et la transformation du *« peuple »* en *« une main-d'œuvre bon marché pour entrepreneurs étrangers »*, les signataires de cet appel, annonciateur du coup d'Etat du 18 août, se prononcent pour une *« patrie unie et indivisible »*, un *« Etat puissant »*, actions qui n'ont pas dû laisser insensibles les nostalgiques du socialisme à main de fer.

Prévu en septembre

Le raid Paris-Moscou-Pékin est compromis

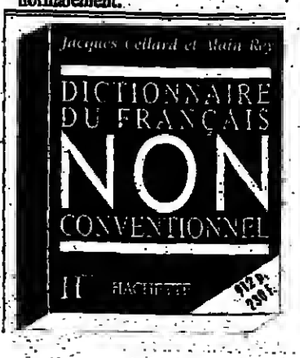
Les organisateurs du premier grand raid maratbon Paris-Moscou-Pékin, dont le départ est *prévu le 1er septembre*, n'ont pu entrer en contact avec la capitale soviétique depuis la destitution de Mikhaïl Gorbatchev. Lundi 19 août, René Metge, directeur de l'épreuve, a donc poursuivi les préparatifs du départ sans savoir si celui-ci pourra être donné. Les dernières informations en provenance d'URSS laissent toutefois peu de chances à cette épreuve d'avoir lieu. Sur les 16 000 kilomètres entre Paris et Pékin, 6 900 devaient être parcourus en neuf étapes entre Moscou, où le départ du prologue devait être donné le 3 septembre sur la place Rouge, et la frontière sino-soviétique.

Même si les nouveaux dirigeants du Kremlin se veulent rassurants et se disent prêts à honorer les accords internationaux passés par leurs prédécesseurs, on imagine mal qu'ils laissent traverser leur pays par une caravane de plus de trois cents véhicules, escortés par des hélicoptères et des avions dont un équipé de moyens de transmissions par satellite.

L'incertitude planait aussi sur la participation des Soviétiques aux championnats du monde d'athlétisme à Tokyo (du 24 août au 1er septembre). Quatre-vingt-quinze des cent sept athlètes engagés sont rassemblés dans un camp d'entraînement à Vladivostok (Sibérie orientale).

Déjà présent à Tokyo, l'ancien champion de saut en longueur Igor Ter Ovanessian, qui dirige la délégation soviétique, a pu, lundi, entrer en contact téléphonique avec sa fédération à Moscou. Le départ du groupe de Vladivostok était toujours prévu jeudi à destination de Nagoya. Le perchiste Serguei Bubka, qui s'entraînait avec un autre groupe à Moscou, devait directement rallier Tokyo dès le mardi 20.

Plusieurs équipes soviétiques sont actuellement à l'étranger où elles disputent ou préparent d'autres compétitions importantes. Leur participation n'a, pour l'instant, pas été remise en cause. A Athènes, l'URSS a même remporté, lundi, la première médaille d'or des championnats d'Europe de natation grâce à sa spécialiste du haut vol Elena Miroshina. Le chef de la délégation soviétique a toutefois précisé *« qu'il n'y aura aucune conférence de presse, même si les compétiteurs soviétiques remportent des médailles. »* Les rameurs soviétiques ont également participé, comme prévu, à la première journée des championnats du monde d'aviron qui ont débuté lundi à Vienne. A Stuttgart, M. Valeri Ssoloev, président de la Fédération soviétique de cyclisme et de l'Union cycliste internationale, a précisé que ses coureurs qui devraient participer aux cinq épreuves sur route des championnats du monde qui débutent mercredi ont continué à s'entraîner normalement.



DE M. MIKHAÏL GORBATCHEV

Un héritage encombrant pour les putschistes

Le riche bilan diplomatique de l'ancien numéro un soviétique

Les acquis diplomatiques de la perestroïka ont été considérables pour l'URSS comme pour la paix dans le monde. Avec l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe conservatrice, on peut craindre un raidissement du Kremlin qui compliquerait les négociations en cours.

Hors d'URSS, aucune menace directe ne pèse, dans l'immédiat, sur personne. En témoignent, plus que les déclarations rassurantes prodiguées au monde, lundi, par M. Guennadi Ianaev, la conviction largement répandue que les nouveaux maîtres de Moscou ont pour l'heure trop de chats à fouetter chez eux pour donner dans le revanchisme à l'étranger, ainsi que le moment même de leur intervention : les marches extérieures de l'Empire sont depuis longtemps perdues et il a fallu que la désintégration menace l'Union des Républiques elle-même pour qu'ils osent leur coup de force.

Chacun n'en sent pas moins que ces hommes, s'ils se maintiennent au pouvoir à Moscou, ne peuvent pas être pour l'Occident des «partenaires» et que, dans cette hypothèse, le «nouvel ordre international», qui n'était encore qu'en gestation, a bel et bien vécu. La retenue même avec laquelle certains dirigeants occidentaux, dont M. Mitterrand, ont commenté l'événement évoque de très mauvais souvenirs ; c'est comme si déjà on craignait de braquer des interlocuteurs obtus qu'irritent plus que tout ce qu'ils appelaient, lundi, les «*diktats*» de l'étranger; *c'est comme si* déjà on veillait à ménager l'ours soviétique, réapparaissant après cinq années d'une diplomatie civilisée qui a changé la face du monde. Force est bien de s'interroger aujourd'hui sur ce qui est irréversiblement acquis et ce qui ne l'est pas des bouleversements survenus pendant l'ère Gorbatchev sur la scène internationale.

Ils ont été énormes. La perestroïka, en politique étrangère, c'est d'abord l'émancipation des pays d'Europe de l'Est, leur dignité retrouvée, et un impressionnant mouvement de rejet haineux de quarante ans de communisme, même si le moment est pour ces pays trop douloureux pour que l'on puisse parler de «triomphe» des valeurs occidentales. C'est l'abolition du rideau de fer, le mur de Berlin abattu, l'unité de l'Allemagne refaite par le chancelier Kohl dans une hâte fébrile qui lui valut bien des critiques, mais que nul aujourd'hui ne saurait plus regretter. C'est, pour ce qui touche à la sécurité de l'Europe, la dissolution du pacte de Varsovie; ce sont les premiers véritables fruits d'une coopération paneuropéenne au sein de la CSCE, au premier rang desquels le plus *important accord de désarmement* conventionnel jamais conclu; c'est non seulement l'arrêt de la course folle aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS, mais le début du désarmement avec l'accord sur l'élimination des euromissiles (FNI) conclu en 1987 par M. Ronald Reagan et celui signé le mois dernier à Moscou par M. George Bush en vertu duquel *devrait être amorcé le démantèlement* partiel des arsenaux nucléaires intercontinentaux (START).

Raidissement prévisible

C'est aussi le retrait des troupes *soviétiques d'Afghanistan* en 1988; c'est l'ONU restituée dans sa vocation dès lors que pouvait s'y établir un véritable «concert» des nations; c'est le règlement de la question namibienne et le désengagement général de l'URSS on de ses affidés en Afrique, dont la chute du régime Menguistu en Ethiopie est la plus récente conséquence; ou encore la normalisation des relations avec la Chine et l'*établissement de relations* avec la Corée du Sud. C'est la sortie de dizaine de milliers de juifs d'URSS. C'est enfin, quoi qu'en pensent les détracteurs de la *pax americana*, la libération du Koweït et – depuis ce 4 août 1990 où MM. Baker et Chevardnadze condamnaient d'une même voix l'invasion irakienne jusqu'à l'annonce pour octobre d'une conférence de paix *au* Proche-Orient faite par le secrétaire d'Etat américain le mois dernier à Moscou – un espoir pour cette région.

C'est à l'avenir de ce processus au Proche-Orient que l'on pense d'abord parmi les premières répercussions internationales des événements de Moscou : il en sera sinon compromis, du moins compliqué encore un peu plus, même si le coup d'Etat en URSS ne suffit pas à redonner à ceux qui l'ont publiquement salué (M. Saddam Hussein, l'OLP, le colonel Kadhafi) une position de force. Mais rien en fait de ce qui fut accompli *en* politique étrangère par M. Mikhaïl Gorbatchev ne le fut facilement. On se souvient des déclarations contradictoires proférées par les *dirigeants* soviétiques et révélant une vive polémique interne pendant les quelques mois de 1990 où se joua le sort de l'Allemagne, avant que l'inconcevable ne devînt possible : l'intégration de la RDA dans l'OTAN, la page tournée sur la seconde guerre mondiale, épisode historique jusque-là tabou pour l'Armée rouge. Ou bien de ces quelques jours précédant l'offensive terrestre contre l'Irak où M. Gorbatchev, soumis à de fortes pressions internes, parut sur le *point de flancher* et d'oublier les résolutions auxquelles il avait souscrit à l'ONU avec les Occidentaux. Ou encore des manœuvres grossières pour violer l'accord de désarmement conventionnel signé en novembre 1989 à Paris, et des loogues tergiversations précédant l'accord sur le *désarmement* stratégique, dont l'effet fut de retarder de six mois la dernière rencontre entre *MM. Bush et Gorbatchev*, qui n'a en lieu que fin juillet, à l'arraché, avant des «vacances» dont les deux hommes pressentaient peut-être qu'elles seraient longues pour le président soviétique.

A chaque étape de l'ouverture diplomatique de Moscou, de sa coopération avec l'Occident, de ses concessions, ceux que représente aujourd'hui le Comité d'Etat de l'état d'urgence traînaient les pieds, faisaient pression sur Gorbatchev, menaçaient même, comme en témoignèrent notamment MM. Chevardnadze et Iakovlev. S'ils s'installent durablement aux commandes, on peut s'attendre à un raidissement sur tous les dossiers internationaux encore en suspens, à ce que l'URSS redevienne pour l'Occident une puissance adverse et éventuellement menaçante. Cette éventualité n'a d'ailleurs jamais été écartée : dans les communiqués de l'OTAN ou de la CEE, on appelait cela pudiquement les «*incertitudes*» de l'URSS, en ajoutant en général immédiatement après qu'on ne voulait surtout pas «*isoler*» l'Union soviétique. Dans un rapport sur sa politique de sécurité, la Maison Blanche, y mettant moins de formes, expliquait il y a quelques jours au Congrès pourquoi il ne fallait pas que les Etats-Unis baissent la garde pour ragner sur les dépenses de défense.

M. Guennadi Ianaev affirmait, *lundi*, que les *engagements* internationaux de l'URSS seraient respectés. Mais est-il en cela plus crédible que lorsqu'il souhaite à M. Mikhaïl Gorbatchev un prompt rétablissement ? Et à quoi l'arrière-garde qui reprend le pouvoir à Moscou est-elle réellement tenue?

– *Les conquêtes irréversibles.*

En ce qui concerne les deux plus amères pilules qu'ont dû avaler les conservateurs, et en particulier les militaires soviétiques, à savoir l'unification allemande et la dissolution du pacte de Varsovie, la honte est bue et le retour au passé impensable. *Juridiquement l'affaire* est close dans les deux cas et l'URSS n'a d'évidence pas les moyens de se lancer dans une entreprise de reconquête. L'Armée rouge a quitté la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Il restait certes au 1er juillet 272 000 soldats soviétiques en Allemagne, qui doivent être partis en principe fin 1994, et près de 100 000 en Pologne, mais ils sont, on le sait, en piteux état et les problèmes qu'ils posent ne sont pas d'ordre militaire.

La sécurité en Europe

L'URSS s'est servie d'eux ces derniers mois, de l'*impatience* de l'Europe orientale de les voir déguerpir, comme d'un moyen de chantage pour tenter d'obtenir plus de contreparties en nature de l'Allemagne et pour négocier au mieux pour elle une normalisation de ses rapports avec Varsovie. La Pologne, en première ligne, n'est pas parvenue sous Gorbatchev à s'entendre avec l'URSS sur un calendrier de retrait des troupes, et les choses ont peu de chances de s'arranger.

– Le «vide sécuritaire» en Europe de l'Est.

Le problème immédiat qui se pose aux pays d'Europe de l'Est porte sur tout ce qui reste à négocier des relations de voisinage et de l'héritage, dans les domaines économique et commercial, de quarante années de tutelle. Mais même s'ils ont réagi avec sang-froid lundi au coup de force de Moscou, ces pays expriment depuis des mois devant les instances occidentales l'angoisse née chez eux du vide dans lequel les a laissés la dissolution du pacte de Varsovie. Ils attendent de l'Alliance atlantique, à défaut d'une intégration, des garanties pour leur *sécurité. Le dernier Conseil atlantique* réuni en juin à Copenhague, très soucieux des susceptibilités soviétiques, ne leur a guère apporté de réponse concrète : après moultes discussions, les membres de l'OTAN sont parvenus à un texte qui dit que toute forme de coercition ou d'intimidation d'un Etat sur un autre serait pour eux «*une préoccupation directe et réelle*» et qui renvoie abondamment au processus de la CSCE, dont on vient de mesurer à propos de la Yougoslavie le peu d'efficacité dans certains types de crise.

La CSCE a l'avantage d'inclure l'URSS, toute l'Europe et l'Amérique du Nord dans une coopération qui porte à la fois sur les questions de sécurité et sur celles des droits de l'homme. Elle a le double inconvénient de *fonctionner* selon la règle du consensus, qui permet à un seul Etat de bloquer toute avance, et d'édicter des principes qui ne sont pas juridiquement contraignants. Les putschistes de Moscou les ont déjà violés, comme l'avait fait abondamment avant eux Leonid Brejnev, pourtant signataire des accords d'Helsinki en 1975. Une question qui renvoie plusieurs années en arrière va d'ailleurs très prochainement se poser aux pays membres : faut-il que se tienne comme prévu le mois prochain à Moscou la conférence de la CSCE consacrée aux droits de l'homme?

L'Union soviétique a essayé en vain ces derniers mois d'obtenir des autres pays de l'Est ce qu'elle a obtenu de la Roumanie : un accord qui interdît à ce pays d'adhérer à *une alliance ou de coopérer* avec elle en cas de conflit. On voit mal comment se dissiperaient demain en Union soviétique le malaise déjà très perceptible qu'engendre le fait qu'une seule alliance militaire subsiste en Europe, ni l'irritation de voir ses anciens satellites aspirés par les institutions politiques et économiques occidentales.

– Des accords non ratifiés ou non contraignants.

Le risque majeur contre lequel s'était construit le dispositif militaire de l'OTAN, celui d'une attaque-surprise massive par l'URSS d'un des pays membres en centre-*Europe, est désormais* exclu du fait même que l'URSS n'a plus de frontières dans cette région avec l'Occident. Toutefois le traité sur le désarmement conventionnel, qui consacre le rééquilibrage des forces en présence et interdit à l'URSS une supériorité trop écrasante sur tout autre pays dans ces catégories d'armes, signé à Paris en novembre 1989, n'a toujours pas été ratifié. Les tentatives des militaires soviétiques pour le contourner ont donné lieu à une très longue polémique avec les *Occidentaux qui ne s'est* réglée qu'en juin, à défaut de quoi ni M. Gorbatchev n'aurait été invité au sommet des Sept à Londres, ni M. George Bush ne se serait rendu en juillet à Moscou. L'accord START, arraché à grand-peine n'est pas non plus ratifié, et l'on peut redouter que pour les militaires qui ont freiné des quatre fers et qui inspirent désormais *directement le pouvoir à Moscou*, ces deux procédures ne soient pas prioritaires.

Quand bien même elles le seraient, l'URSS reste sur le continent une superpuissance militaire qui a les moyens de dissuader une intervention, chez elle ou ailleurs. *C'était là l'un des fondements* de l'immobilisme de la guerre froide auquel Mikhaïl Gorbatchev avait largement renoncé. Rien ne dit que les nouveaux dirigeants soviétiques se croiront tout permis. Peut être entendront-ils le message discret qui filtre dans certaines réactions de l'étranger : le message de la *Realpolitik*, celui de l'Occident qui redoute plus que tout des excès de violence incontrôlables et qui, s'ils les évitent, finirait peut-être par leur en savoir gré. Le temps paraît bien *loin où l'Occident*, avant de l'adouber, se demandait si M. Gorbatchev était «sincère».

CLAIRE TRÉAN

L'échec, mais quand ?

Suite de la première page

Anjourd'hui, non seulement M. Gorbatchev a refusé de ratifier le coup de force, mais encore le Comité d'Etat pour l'état d'urgence est un organisme inconnu de la Constitution, autoproclamé par une «*direction soviétique*», encore plus fantomatique. Ce comité n'a même pas de légitimité sur le plan du Parti communiste : bien que la plupart de ses membres soient d'anciens ou nouveaux membres du bureau politique du PC, il n'est pas question dans ses proclamations de «socialisme». Les auteurs ont visiblement voulu ratisser plus large en faisant appel *aux slogans* du nationalisme russe, en exaltant la loi et l'ordre, en dénonçant la criminalité et «*l'immoralité*». Le résultat est une idéologie primitive et fascisante, nostalgique d'un «*peuple soviétique*» identifié avec la Russie dominatrice de l'ordre stalino-brejnévien, ignorante des problèmes des autres nationalités.

Dans l'immédiat, l'évolution de la situation dépend de la détermination dont feront preuve les deux principales *parties en conflit*. Du côté de la population, deux dynamiques sont à l'œuvre. La première est celle de la tradition : depuis des générations, les Russes *subissent les caprices* d'un pouvoir qui leur est étranger : il ne leur venait pas à l'esprit d'intervenir dans un conflit concernant «eux», les chefs, et pas «nous», le peuple. Mais l'on ne saurait faire abstraction de la nouvelle combativité politique produite par les changements des deux dernières années, notamment dans les villes.

Ce qui se passe depuis lundi à Moscou aux abords du Parlement russe rappelle ce que l'on avait vu à Vilnius et à Riga en janvier, lorsque la population se mobilisait pour protéger *ses institutions* légitimes. Et cela ne fait que confirmer le rôle décisif qui revient désormais à Boris Eltsine.

De fait, le président russe est à la fois le pivot et le test. Pour avoir été élu de manière triomphale par toute la population russe il y a un peu plus de deux mois, il était déjà plus légitime que le président de l'Union, le mal élu du parti et du Parlement. Devenu *a fortiori* depuis lundi la seule autorité légale à Moscou, donc bien au-delà de la Russie, il peut d'autant plus s'offrir le luxe de demander le retour de M. Gorbatchev (l'homme qu'il sommait de démissionner en février) qu'il s'agit *moins* de défendre une figure politique que l'Etat de droit, et que les gens qui ont pris sa place au Kremlin sont encore moins populaires que lui.

Les contradictions du haut commandement

Mais Boris Eltsine est aussi un test, dans la mesure où le sort du putsch dépend de ce que l'on fera de lui : ou bien il est arrêté, mais il faudra faire de même avec nombre de ses amis, suspendre les activités du Parlement et très probablement *employer la force brutale*, avec toutes les conséquences que l'on peut deviner à l'intérieur comme sur le plan international. Ou bien on le laisse en semi-liberté comme jusqu'à *présent*, mais avec le risque qu'il se fasse entendre (et il en a encore les moyens) et réduise à peu de chose le «retour à l'ordre» espéré par les comploteurs.

La situation pourrait rappeler celle qui s'était créée à Prague dans les premières semaines de l'intervention soviétique en 1968, lorsque les «normalisateurs» restaient impuissants, sans prise sur une population hostile et des institutions qui fonctionnaient tant bien que mal sans eux. Certes, l'intervention avait fini par réussir avec la destitution forcée de Dubcek. Mais cette fois, il n'y a pas d'Union soviétique de rechange pour intervenir à Moscou... Tout dépendra donc de la détermination des forces de répression : pas seulement du KGB, des troupes spécialisées de l'intérieur et des fameux OMON, mais aussi de l'armée, seule à même de fournir les gros *bataillons nécessaires* à des occupations prolongées en plusieurs endroits du pays. Or cette armée est divisée entre son haut commandement, le corps moyen des officiers et la troupe. Les deux dernières catégories, y compris la deuxième, dont les griefs sont beaucoup plus économiques que politiques, sont relativement proches de la population *(lire page 4 l'article de Sylvie Kaufmann)*. Seule la première appuie réellement le putsch, mais le haut commandement et ses officiers généraux sont eux-mêmes pris au piège de *leurs propres contradictions*.

La première est qu'ils se sont faits, assez paradoxalement, les plus ardents défenseurs de l'ordre brejnévien, alors pourtant qu'ils n'ont pas besoin du Parti communiste pour prétendre à une légitimité. Cela tient à leurs extraordinaires privilèges et au poids du complexe militaro-industriel, fortement représenté dans la nouvelle équipe dirigeante. Or ce complexe, devenu le seul élément à peu près encore en état de marche dans l'économie soviétique, est en même temps le principal obstacle à la réforme. Le moment vient où il sera aussi un obstacle à la nécessaire modernisation des forces armées...

L'autre contradiction est la tradition de docilité des mêmes chefs militaires, qui, au nom de la suprématie du parti et du «centralisme démocratique», ont laissé les choses se dégrader jusqu'au point de non-retour. L'Histoire retiendra *sans doute que ce putsch est survenu* trop tard, pas seulement pour revenir à l'ordre ancien, mais même pour ramener un semblant de stabilité dans le pays. Et aussi cette leçon, que les *pays d'Europe* de l'Est avaient déjà démontrée : le communisme, décidément, n'est pas réformable. Le seul moyen d'en sortir est de bâtir sur ses ruines, avec d'autres *personnes*, un tout autre système.

MICHEL TATU

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALCATEL ALSTHOM

Le chiffre d'affaires hors taxes, réalisé au cours du premier semestre 1991 par le groupe Alcatel Alsthom s'est élevé à 74,8 milliards de francs à comparer à 68,6 milliards de francs pour la période correspondante de 1990.

Chiffre d'affaires en hausse de 9 %

Cette progression de 9 % tient compte des modifications de structures intervenues au cours des douze derniers mois, les principales étant :

- l'acquisition de Telettra, dont le Groupe a pris le contrôle à la fin du mois d'avril, avec effet au 1er janvier 1991 ;
- l'acquisition de Nife par Saft, à compter du 1er mars 1991 ;
- la cession du contrôle de Ceac au groupe Fiat en juin, avec effet au 1er janvier 1991 ;
- la mise en équivalence de Framatome et de CGE Distribution à compter du 1er juillet 1990, alors que Framatome était précédemment consolidée par intégration proportionnelle à 40 % et CGE Distribution intégrée globalement.

A structures comparables, la progression de l'activité est de l'ordre de 6 %.

La répartition par secteur d'activité du chiffre d'affaires des premiers semestres 1991 et 1990 est la suivante :

(en millions de francs)	1991	1990
Télécommunications, communication d'entreprise, câbles	50.600 (1)	45.267
Energie et transport	12.805	10.961
Ingénierie électrique	7.543	7.028
Accumulateurs	1.656	2.570
Activités diverses	3.105	4.073
Cessions entre secteurs	(939)	(1.349)
TOTAL	74.770	68.550

(1) Dont Télécommunications publiques : 42 %, Radio, espace, défense : 9 %, Communication d'entreprise : 15 %, Câbles : 26 %, Autres : 8 %.

Les prises de commandes du premier semestre 1991 ont atteint 81,1 milliards de francs et sont supérieures de 8 % au chiffre d'affaires de la même période. Elles marquent une augmentation de 3 % par rapport aux commandes qui avaient été enregistrées au cours du premier semestre 1990 pour un montant de 78,7 milliards de francs. A structures comparables, la progression est de 1 %.

A fin juin 1991, le carnet de commandes était de 139 milliards de francs, en augmentation de 8 % à structures comparables par rapport au carnet du 31 décembre 1990.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :
• MINITEL : 36.16 Code CLIFF
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561

LE RENVERSEMENT

Les réactions

Le secrétaire général des Nations onies s'est déclaré, lundi 19 août à Lisbonne, *« préoccupé »* par la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Il a émis l'espoir qu'elle ne dégénérerait pas en guerre civile. *« Tout ce que nous espérons*, a dit M. Javier Perez de Cuellar, *c'est que ce changement de gouvernement ne porte pas tort au peuple soviétique. (...) J'espère que l'URSS respectera la souveraineté et l'indépendance des pays de l'Est. »* Après avoir exprimé sa *« grande satisfaction »* à la suite des assurances données par les nouveaux maîtres du Kremlio sur le respect de leurs engagements internatiooaux, il a exclu dans l'immédiat la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Il a toutefois souligné qu'il était prêt, si le situetion l'exigeait, à interrompre *« une des rares vacances que j'ai prises ces dix dernières années »*.

● **A MADRID,** un communiqué publié à l'issue d'une réunion d'urgeoce des principaux ministres a qualifié la destitution de M. Gorbatchev de *« véritable coup d'Etat en violation du système constitutionnel »*. Le chef du gouvernemeot, qui est rentré de vacances et a tenté à plusieurs reprises, lundi, d'entrer en cootact avee M. Gorbatchev, a déclaré qu'*« il est difficile d'expliquer que, pour continuer un processus mené par Gorbatchev, Gorbatchev doit partir »*. M. Felipe Gonzalez a par ailleurs annoncé son ioteotion de geler un crédit de 1,5 milliard de dollars à l'URSS et de reconsidérer un traité d'amitié et de coopération signé il y a seulement six semaines à Moscou.

● **A ROME,** le président Francesco Cossiga a exprimé sa *« vive préoccupation »* et fait état *des « grands mérites »* de M. Gorbatchev. Le chef de la diplomatie, M. Gianoi De Michelis, a indiqué que les Douze présenteraient mardi à La Haye – lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de le CEE – *« une demande formelle de garantie de la sécurité de M. Gorbatchev, demandant aussi qu'il ait la possibilité de parler à son peuple »*. Les Douze *« utiliseront tous les moyens d'influence politique pour réduire les risques d'aggravation de la situation »*. *« C'est un coup très dur pour les espérances du monde »*, a-t-il ajouté. Quant eu secrétaire du PDS (Parti démocretique de gauche, ex-commuoiste), M. Achille Occhetto, il a qualifié d'*« extrêmement grave »* le *« coup de main des forces conservatrices »*.

● **A BRUXELLES,** le mioistre belge des affaires étrangères Mark Eyskens a jugé *« très inquiétantes »* les premières déclarations de la nouvelle direction soviétique. *« Il y a une grande consternation, je crois une grande inquiétude »*, tant en Europe occidentale qu'orientale, a-t-il dit. *« C'est donc la grande désillusion. »*

● **A STRASBOURG,** Mme Catherioe Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe, a exprimé sa *« vive préoccupation »* après l'iostauration de l'état d'urgence en URSS et s'inquiète des *« conséquences dramatiques pour l'URSS elle-même »* que pourrait avoir *« toute tentative pour arrêter la démocratie »*.

● **A BERNE,** le gouvernement helvétique a pris connaissance *« avec consternation »* de l'éviction de M. Gorbatchev. Il a, lundi, *« condamné ce coup d'Etat qui risque de remettre en question des années de construction fructueuse des relations avec l'URSS sous le signe de la perestroïka »*. Reçu pour la première fois officiellement à Berne, le dalaï-lama, qui vieot d'accomplir un voyage en URSS, s'est déclaré *« choqué et préoccupé »*.

● **A ANKARA,** pays de l'OTAN ayant une frootière commune avec l'URSS, le gouvernemeot a réagi très prudemment. *« Le président Ozal suit de très près l'évolution de la situation »*, a indiqué un de ses conseillers. Toutefois, un responsable du ministère des affaires étrangères a déclaré, sous couvert de l'anonymat, que *« si nous retombons dans le passé, ce sera très mauvais pour la sécurité de la Turquie »*.

● **Dans le reste de l'Europe,** le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van deo Broek, a souhaité la réunioo du comité de crise de hauts fonctionnaires des trente-cinq membres de la CSCE. Le président du Parlement européen, M. Enrique Baron, a convoqué lundi d'urgence le conseil élargi du Parlement pour examiner cet *« événement très grave qui pourrait avoir des conséquences tragiques »*. Quant eu Danemark, il entend proposer à la CEE le gel de la coopération économique et de l'assistance financière à l'URSS tant que la situation ne sera pas clarifiée dans ce pays.

● **A TOKYO,** le gouvernemeot japonais a invité lundi l'URSS à poursuivre sa politique de perestroïka. Le premier ministre Toshiki Kaifu a qualifié l'évolution de la situation à Moscou d'*« anormale »*. *« J'ai de sérieuses inquiétudes sur la situation en URSS et je suivrai les développements de très près »*, a-t-il indiqué à la Diète.

● **A HANOI** eofin, le gouvernement du régime communiste vietnamien suit avec *« grand intérêt »* la situation en URSS et souhaite *« poursuivre la politique d'amitié et de coopération traditionnelles avec Moscou »*, e-t-on appris de source officielle. – *(AFP, Reuter.)*

Washington : fermeté et prudence

Sous le choc d'événementa qui lea ont totalement surpris mais leur parelasaient, lundi 19 août, encore susceptihlea d'évolution, les Etats-Unis ont adressé un double message aux auteurs du coup d'Etat à Moscou : ce fut à la fois une mise en garde quant à l'avenir des relationa entre lea deux pays mais eussi, plus discrètement, l'assurance que Washington ne cherche pas à faire monter la tension entre les Deux Grands.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'avertissement tient eo une pbrase : pas question de faire comme s'il ne s'était rien passé à Moscou et, pour l'heure, de traiter avec ce Comité de l'état d'urgence comme avec le gouvernement légitime de M. Mikhaïl Gorbatchev. L'énormité de ce qui est en jeu – la poursuite de la détente, le désarmement, la gestion des conflits régionaux – et l'ampleur du soutien qui a été accordé par le président Bush à la perestroïka et à la personne même de M. Gorbatchev font qu'il est impensable de qualifier ce qui se passe en URSS de problème de politique intérieure soviétique. En somme, l'URSS de l'après-18 août ne sera pas traitée comme la Chine de l'après-Tiananmen – quand la répression sanglante du printemps de Pékin o'entraîna poiot de sanction pour les dirigeants chinois.

L'avertissement a été distillé avec précaution et bésitation. De Kennebunkport, sa résidence de vacances du Maine, le président Bush avait d'abord qualifié l'éviction de M. Mikhaïl Gorbatchev d'événement *« troublant »*, *« pouvant avoir de graves conséquences »* pour l'avenir des relations américano-soviétiques. La formule était pour le moins timide. Puis le président a regagné Washington pour s'entretenir avec ses principaux collaborateurs et, au téléphone, avec plusieurs responsables étrangers – MM. Haus-Dietrich Genscher, John Major et François Mitterrand, notamment. Le ton s'est alors durci. En fin d'après-midi, la Maison Blanche disait ne pas vouloir faire quoi que ce soit qui puisse *« légitimer »* le régime issu du coup d'Etat.

Elle déclarait soutenir l'appel du président russe, M. Boris Eltsine, pour *« un retour au pouvoir du gouvernement légalement élu »* de M. Gorbatchev. La Maison Blanche dénonçait à l'avance l'emploi de la force contre les pays baltes ou contre le gouvernement élu de toute autre République. La suspension de l'aide écunnmique, financière et technique à l'URSS était confirmée et le département d'Etat conseillait aux ressortissants américains d'éviter de se rendre dans ce pays.

Ratifications compromises

En somme, à l'heure où l'armée soviétique semble divisée, le gouvernement américain entend faire pression sur les auteurs du coup d'Etat. Mais ses hésitations de la journée de lundi reflètent uoe marge de manœuvre limitée : il s'agit de ne pas donner l'impression qu'on abandooe les démocrates soviétiques sans, pour autant, paraître appeler à la guerre civile en URSS. Dès la matinée, M. Bush, convoquant une conférence de presse dans sa villa de Kennebunkport, avait prévenu : *« On ne va pas faire comme s'il ne s'était rien passé. On ne va pas continuer comme avant. Notre réaction sera guidée par des principes et, par exemple, il n'y aura pas d'aide ou d'assistance pour ce groupe de gens soutenu par l'armée qui s'est emparé des affaires du pays. »*

Les réactioos de la part du Congrès ont été encore plus dures et elles ne sont pas sans importance puisqu'il revient au Sénat de ratifier les traités conclus par le gouvernement. Le démocrate Sam Nuon, présideot de la commissiou des forces armées du Sénat, disait catégoriquement que les nouveaux maîtres de l'URSS o'avaient *« aucune légitimité pour gouverner et ne méritaient ni le soutien ni la reconnaissance des Etats-Unis »*.

Autant dire que c'est l'ensemble des accords récemment conclns entre les Deux Graods qui est meoaeé si le oouveau pouvoir soviétique devait l'emporter et renoncer aux réformes démocratiques amorcées par M. Mikhaïl Gorbatchev. La ratification de l'accord START, sur la réduction de 30 % des arsenaux stratégiques des deux pays, est mal partie. Les sénateurs voudront des garanties, et on sait qu'une partie de la hiérarchie militaire soviétique, celle-là même qui est derrière le coup d'Etat, est hostile à nombre de clauses du traité. Signé depuis trois ans, un important accord commercial attend lui aussi la *ratification* do *Sénat* et paraît tout aussi mal en point. Il devait permettre à l'URSS d'acheter une partie de la haute technologie américaine, de disposer de crédits des Etats-Unis pour ce faire et, enfin, de bénéficier de facilités commerciales eo se voyant attribuer la clause de la natiun la plus favorisée.

Certes, les putschistes soviétiques ont voulu rassurer. A sa demande, l'ambassadeur d'URSS à Washingtou, M. Viktor Komplektov, a été reçu lundi à la mi-jouroée par M. Lawreuce Eagleburger, le numéro deux du département d'Etat. Il lui a remis le message adressé par le nouveau régime aux principaux pays occidentaux et qui garantit que l'URSS s'acquittera de toutes ses obligations internationales et entend poursuivre les réformes en cours. C'est le seul contact que les Etats-Unis ont pu avoir avec les *auteurs du coup d'Etat*. Les autorités américaines ont indiqué qu'elles ne savaient pas où était le mioistre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, ni s'il était encore en fonctions.

Les durs du parti, de l'armée et du KGB qui ont chassé M. Gorbatchev du pouvoir auront fort à faire pour convaincre les Etats-Unis de leurs bonnes intentions. A Washington, on se souvient des tirades du premier ministre, M. Valentin Pavlov, et du chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, qui assimilaient l'idée même de coopération économique avec l'Occident à un complot capitaliste contre l'économie soviétique. On se souvient des réticences du *ministre* de la défense, M. Dimitri Iazov, lors des négociations sur le désarmement. Enfin, on n'ignore pas qu'une partie du complexe militaro-industriel soviétique est opposée à un désengagement au Proche-Orient qui le priverait de volumineuses ventes d'armes et de milliers de postes de coopération militaire.

Si M. Bush n'envisage pas « de retour de la guerre froide en Europe », de nombreux acquis de la détente intervenus avec M. Gorbatchev pourraieot eepeodaot être remis en question. Le président a tenu des propos sans illusions sur les auteurs du coup d'Etat : *« C'est un groupe de durs, de très durs »*, a-t-il dit. L'opioioo domioaote à Washington est que le président de ee Comité de l'état d'urgeoce, M. Gueooadi Iaoaev, n'exerce qu'un rôle de façade, l'essentiel do pouvoir serait assuré par le chef du KGB, par le ministre de la défense et celui de l'intérieur.

Il y a moins de trois semaines, c'est M. Ianaev, alors vice-président, qui avait accueilli M. George Bush à Moscou, à l'occasion du sommet américano-soviétique. *« Mon impression*, a indiqué lundi le président américain, *est que Ianaev, est un partisan tiède des réformes (...) mais ce n'est pas lui qui tire les ficelles, on voit les durs derrière lui »*, et d'ajouter : *« J'ai dit et redit que nous ne voulions pas d'un coup d'Etat fomenté par le KGB et, apparemment, c'est ce qui est en cours. »*

Les Etats-Unis insisteot sur la fluidité de la situstion. Daos ce registre, le président américain est allé assez loin, appuyant presque ouvertement les appels à la grève générale et à la désobéissance civile lancés par le président de Russie, M. Boris Eltsine. *« Il est important de se souvenir qu'un coup d'Etat peut échouer »*, a souligné M. George Bush. *« Ses auteurs peuvent d'abord s'emparer du pouvoir puis se heurter à la volonté du peuple. »* Il a rappelé que M. Eltsine avait été élu *« par une fraction écrasante de la plus grande des Républiques »* d'URSS, et d'ajouter : *« Je pense que ce qu'il fait exprime la volonté de cette fraction de la population de voir la poursuite et le renforcement des réformes démocratiques. J'espère que le peuple va tenir compte de son appel. »* Cet ensemble de réactions a été accompagné par des signaux plus discrets destinés à faire savoir que les Etats-Unis n'entendaient pas faire monter la tension avec l'URSS et qu'ils étaient conscients des risques de dérapage. M. Bush a pris soin de dire à la presse que le *téléphone* rouge, reliant la Maison Blanche au Kremlin, o'avait pas été utilisé parce qu'il devait rester l'instrument des situations d'urgence militaire entre les deux plus grandes puissances nucléaires de la planète. *« Nous n'allons pas provoquer un état de surexcitation dans la population américaine ou dans le monde »*, a lancé le président. Le Pentagone et le département d'Etat ont assuré qu'aucun mouvement de troupes soviétiques de grande amplenr p'avait été décelé en dehors du déploiement des blindés à Moscou.

Le dosage complexe de la réaction américaine n'empêche pas l'administration Bush de se voir déjà demander des comptes par la presse et par une partie du Congrès : les uns reprochent aux services de sécurité, à la CIA notammeot, de n'avoir pas plus prévu le coup d'Etat à Moscou que l'invasion du Koweït par l'Irak, il y a un an. D'autres se demandent si les Etats-Uois, et l'ensemble des Occidentaux, ne portent pas une part de responsabilités en ayant «négoté» leur aide écooomique à l'URSS, alors que M. Gorbatchev avait mis en garde contre un retour de la réaction faute d'assistance suffisante de la part de l'Ouest. A l'opposé, dans la droite républicaine, des voix se font entendre pour reprocher à Bush d'avoir beaucoup trop «investi» sur la seule personne de M. Mikhaïl Gorbatchev.

ALAIN FRACHON

La Havane : la crainte du chaos

Après avoir considéré avec la plus grande défiance les réformes engagées par Mikhaïl Gorbatchev en URSS, le gouvernement de M. Fidel Castro a essisté à sa chute sans mot dire. Principal souci à La Havane : le sort qui sera réservé à l'aide soviétique à Cuba, déjà fortement diminuée.

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Prudence à La Havane, où les dirigeaots communistes cubains n'ont pas réagi officiellement su llmogeage do président Gorbatchev. Interrogés par les nombreux jouroalistes venus couvrir les onzièmes Jeux panaméricains, qui ont pris fin dimanche, les officiels cubains se bornent à répéter que les autorités suivent attentivement le déroulement des événements en Union soviétique, qui, en dépit de difficultés réceotes, demeure de loin le premier partenaire commercial de Cuba.

La presse cubaine a fait état, sans commeotsire, du renversement de M. Gorbatchev. A l'ouverture du journal télévisé du soir, le correspondaot de l'agence cubaine Prensa latina à Moscou, a sobrement relaté les événements, tandis que *Granma*, le quotidien du Parti commooiste cubaio, publiait, au bas de sa première page, le communiqué officiel de l'agence Tass annonçant la nomination de M. Gueonadi Ianaev à la présidence de l'URSS. Le gros titre de la «une» de *Granma* était consacré à la victoire de Cuba, qui a obtenu dix médailles d'or de plus que les Etats-Unis durant les Jeux panaméricains.

Dans la rue, les partisans du régime ne cachent pas leur satisfactioo. *« C'est la ligne communiste dure qui l'emporte, le retour au capitalisme n'apportait que le chômage et l'exploitation »*, soutient un oenro-chirurgien âgé de soixante-deux ans qui se présente comme *« un communiste combattant »*. Uo jeune homme qui propose d'échanger des pesos cootre des dollars estime, en revanche, que *« Fidel Castro devrait connaître le même sort que Gorbatchev »*. Une femme qui fait la queue devant une épicerie résume l'état d'esprit du plus grand oombre : *« Pourvu que ces bouleversements ne rendent pas la situation encore plus difficile à Cuba »*, soupire-t-elle.

« Ce que nous redoutons le plus, dans nos relations avec l'URSS, c'est le chaos. Nous avons besoin de stabilité et de règles du jeu claires », souligne un responsable cubain. On affirme à La Havane que les graves difficultés d'approvisionnement dont souffre l'économie cubaine sont dues en grande partie au retard des livraisons soviétiques. Seul le pétrole, désormais facturé en devises et au prix du marché, a été livré au rythme convenu. Mais les produits alimentaires et industriels prévus par l'accord soviéto-cubain de décembre 1990 o'ont commencé à arriver qu'en juin.

Sur le plan politique, cependant, La Havane s'est félicitée de l'attitude du président Gorbatchev qui, lors des récents sommets de Londres et de Moscou, n'a pas cédé aux pressions des Etats-Unis qui faisaient dépendre l'assistanee occideotale de la suspeosion de l'aide soviétique à Cuba. L'un des membres du oouveau Comité d'Etat pour l'état d'urgence, le premier ministre Valentio Pavlov, a souligné au lendemain du sommet de Moscou qu'*« il n'y avait aucune raison de remettre en question ler relations d'amitié et de coopération* [avec Cuba], *un ami depuis de longues années... »*

JEAN-MICHEL CAROIT

Pékin : satisfaction discrète mêlée d'inquiétude

La Chine s'est abstenue de se réjouir de la chute de M. Gorbatchev, qu'elle tenait pourtant secrètement pour un «traître» au socialisme. *« Nous espérons et nous croyons que le peuple soviétique surmontera ses difficultés, résoudra par lui-même ses propres problèmee, meintiendra la stabilité politique et réalisera son développement économique »*, s'est contenté de déclarer le ministère des affaires étrangères mardi 20 eoût. Le communiqué ejouts que les relations sino-soviétiquee *« continueront de connaître une croissance dépourvue d'entraves »*.

PÉKIN

de notre correspondant

Comme l'Occident, la Chine a été surprise par les événements de Moscou. Les hommes qui ont pris le pouvoir au Kremlin sont ceux-là mêmes avec lesquels le régime marxiste urthodoxe de Pékio a vocation à s'entendre le mieux. Mais, une nouvelle fois, elle est prise à contre-pied, elle qui avait secrètement misé, en 1989-90, sur la chute prochaine de M. Gorbatchev, et qui avait dû réviser ses plans et se résoudre à s'entendre avec lui. Elle qui, voici deux mois, se préparait, selon un document ioterne au PC chinois, à voir l'URSS *« devenir capitaliste »* à l'automne prochain, craignait depois joillet de s'être encore laissé prendre de vitesse par l'Histoire. La voici contrainte d'assister, chez son voisin du Nord, à une crise dont l'issue relève de ce dont les dirigeants chinois ont plus que tout horreur : l'inconnu.

Pékin s'est retranché derrière la formule rituelle de la *« non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays »* pour éviter de commenter directement les événements de Moscou. Le communiqué publié dès mardi matin, soit avec une relative célérité, place *« les changements intervenus en URSS »* sur le plan des relations d'Etat à Etat, et s'abstient de toute référeoce idéologiqoe. Il met au contraire l'accent sur le oécessaire *« respect des choix du peuple de tous les pays »* quant à la manière dont ils doivent être gouvernés. C'est, pour Pékin, une façon de laisser la porte ouverte à un éventuel retournement de situation.

Cette réaction et la maoière dont les Chinois ont été informés reflètent en effet davantage l'inquiétude de Pékin devant les risques de troubles graves en URSS, et plus particulièrement en Asie centrale, que la satisfaction secrète que certaios dirigeaots peuvent éprouver à voir partir celui en qui ils voyaient le *« fossoyeur du communisme »*. Le *Quotidien du peuple* a, tout comme la télévisioo, anoocé l'instauration de l'état d'urgence et l'éviction de M. Gorbatchev.

A l'exception du *China Daily*, destiné aux étrangers, les médias se sont abstenus de mentionner l'appel de M. Eltsine à la grève générale. Comme lors des crises ayant abattu les régimes communistes d'Europe de l'Est, la presse chinoise privilégie l'information officielle.

Des chars, comme à Pékin en 1989

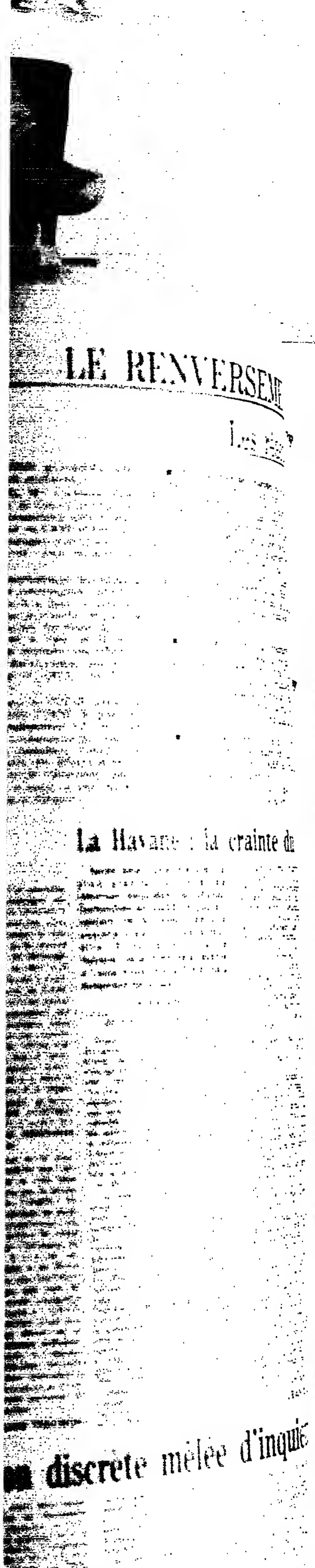
A la surprise s'ajuntent, pour accroître la confusion, les difficultés d'adaptation face à toute situation mouvante qu'éprouvent les dirigeants chinois, paralysés par leur propre crise de successioo. Quoi qu'ils aient pensé du réformateur du Kremlin, c'est en effet sous son pouvoir que les deux grands empires cummunistes avaient réussi à normaliser leurs relations, sur une base purement pragmatique dont la pierre angulaire était la pacification de leur immense frontière commune.

C'est cet acquis que le gouvernement chinois veut à tout prix préserver, et qui avait dicté sa position face à M. Gorbatchev, si mal vues qu'aient été, à Pékin, ses initiatives de politiqoe intérieure. Tout va donc dépendre de la capacité de la nouvelle direction moscovite à s'assurer le contrôle des marches orientales et méridionales de l'empire.

La Chine, qui sort tout juste du coma politique et diplomatique causé par la crise du «printemps de Pékin», sait qu'elle doit aussi tenir compte des effets néfastes qu'aurait sur son image en Occident une satisfaction trop appuyée devant l'enterrement de la perestroïka. Elle serait toutefois extrêmement embarrassée de devoir prendre position au cas où une détérioratioo de la situation dans les Etats baltes entraînerait une actiun internationale pour faire reculer les nouveaux maîtres du Kremlin.

Enfin, comme lors de la guerre du Golfe, le régime craint l'effet que peut avoir la crise soviétique sur une population prête à saisir tout prétexte pour s'agiter à nouveau. Des Chinois n'ont pas caché, à l'écoute des radios étrangères, leurs sentiments favorables aux appels de M. Eltsine à la résistance populaire. Sans doute est-ce pourquoi les médias se sont abstenus, dans un premier temps, de montrer les images des chars alignés dans les rues de Moscou, une image qui rappelle aux Pékinois les scènes douloureuses de leur propre crise d'il y e deux ans.

FRANCIS DERON



هكذا من الأصل

DE M. MIKHAÏL GORBATCHEV

dans le monde

Le processus de paix au Proche-Orient pourrait être remis en cause

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Joie en Irak, en Libye ainsi que chez les Palestiniens, inquiétude et attente dans la plupart des capitales arabes, «intérêt et sensibilité» en Iran : la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev a suscité, au Proche-Orient, des réactions proportionnelles aux espoirs ou déceptions suscités par la politique étrangère de l'ancienne direction soviétique.

C'est bien évidemment à Bagdad que les réactions officielles ont été les plus rapides et les plus favorables, l'Irak totalement isolé sur le plan diplomatique jugeant *«providentiel»* ce changement dans lequel il voit un moyen d'échapper à l'*«hégémonisme»* américain et de briser le carcan qui l'étouffe. *«Il est normal que l'Irak se félicite à l'instar des autres Etats et peuples qui ont été affectés par la politique de l'ancien régime»* soviétique, affirmait ainsi, dès lundi midi, un porte-parole officiel à l'issue d'une réunion des plus hautes instances du régime. *«Ce changement contribuera au rétablissement de l'équilibre international»*, poursuivait ce porte-parole, alors que, dans une édition spéciale remarquée, le journal gouvernemental *El Joumhouriya* titrait : «Rira bien qui rira le dernier. L'axe Gorbatchev-Bush est tombé.»

La réaction de Bagdad est d'autant moins inattendue que lors de la visite, au début du mois d'août, d'une délégation parlementaire soviétique conduite par un membre conservateur du Soviet suprême, celle-ci avait *«condamné la politique des Etats-Unis»* et affirmé sa *«détermination à agir avec l'aide du Soviet suprême pour lever l'embargo»*. Signataire d'un traité d'amitié avec l'URSS, l'Irak critiquait de plus en plus l'attitude de ce pays, accusé récemment de *«renoncer à ses principes pour une poignée de dollars»* et espère sans doute désormais échapper, grâce à Moscou, à la politique – jugée pro-américaine – de l'ONU.

De son côté, le colonel Kadhafi s'est félicité de M. Guennadi Ianaev pour ses *«acte historique courageux»*. *«Nous appuyons votre action de toutes nos forces, car une Union soviétique unie qui se dresserait comme une deuxième puissance est un facteur vital pour la paix dans le monde, désormais menacée par le fait qu'il n'existe plus qu'une seule puissance barbare»*, écrit dans son message le leader libyen, dans une claire allusion aux Etats-Unis.

Pour des raisons presque similaires, les Palestiniens se sont réjouis lundi de la chute du numéro un soviétique, comptant, avec sans doute quelques illusions, sur un retour en force de l'Union soviétique pour contrecarrer les projets de paix américains qui les excluent quasiment. Plus prudemment, l'OLP s'est contentée d'espérer, dans une déclaration de M. Yasser Abed Rabo, membre du comité exécutif et proche de M. Yasser Arafat, que *«cette mesure aidera à résoudre le problème de l'émigration des juifs soviétiques qui affecte la recherche d'une solution juste ou Moyen-Orient et la question palestinienne»*. Il ne fait pas de doute que les dirigeants palestiniens déploraient *«la politique d'abandon de Moscou»* et son *«suivisme»* à l'égard de Washington et s'inquiétaient notamment de son rapprochement avec Israël. Toutes les démarches entreprises de longue date par la centrale palestinienne ainsi que par certaines capitales arabes pour freiner l'arrivée des émigrants juifs soviétiques en Israël étaient en outre restées lettre morte. La grande question, pour les dirigeants palestiniens, comme pour les autres acteurs régionaux, reste bien sûr la perspective de la conférence de paix prévue en octobre mais que ce changement pourrait bien remettre en cause.

Même si l'on peut penser que le Proche-Orient ne sera pas l'immédiate priorité des nouveaux dirigeants soviétiques, qui pourraient même lâcher du lest sur ce sujet pour tenter de s'attirer les bonnes grâces de l'Occident – et des Etats-Unis en particulier –, il n'empêche que ce bouleversement à Moscou, est une occasion rêvée pour tous de chercher à gagner du temps. Israël comme la Syrie, plus contraints que sincèrement désireux de se rendre à cette conférence, pourraient très profiter de l'occasion pour mesurer la nouvelle donne ainsi créée. De même les Palestiniens réfléchiront-ils à deux fois avant de se prononcer sur un processus qui leur est tellement défavorable. De plus, on voit mal aujourd'hui les Etats-Unis accepter de s'asseoir à la même table que les nouveaux dirigeants de Moscou pour coparrainer cette conférence dont ils sont les artisans.

Réuni avec le roi Hussein de Jordanie dans sa résidence d'été de Lattaquié, le président El Assad de Syrie n'a fait aucun commentaire sur ce changement, et les médias officiels syriens se sont contentés de couvrir – largement – l'événement sans réaction. Si ce n'est pas un secret que les rapports entre MM. Gorbatchev et El Assad s'étaient pas des meilleurs et que l'évolution de la Syrie est largement imputable à la pérestroïka, le président syrien est trop prudent pour se précipiter à réagir. Il ne remettra pas en cause l'amélioration de ses relations avec Washington sans savoir ce qu'il peut attendre de la nouvelle direction soviétique. Liés par un traité de coopération et d'amitié, Moscou et Damas ont toujours su préserver leurs relations, malgré leurs divergences. Tout porte à croire qu'il en sera de même cette fois encore.

Principal allié des Etats-Unis dans le monde arabe, l'Egypte s'est contentée d'estimer *«encourageantes pour la région»* les assurances données par le nouveau pouvoir sur le respect des engagements internationaux de l'URSS, avant que le ministre des affaires étrangères, M. Amr Moussa, n'exprime l'espoir que l'Union soviétique *«poursuivra le rôle mondial qu'elle* [avait] *commencé à tenir dans le cadre des changements positifs enregistrés ces dernières années»*.

Inquiétude dans le Golfe

Dans les pays du Golfe qui avaient noué, ou renoué, leurs relations avec Moscou sous l'ère Gorbatchev, c'est plutôt l'inquiétude qui domine. Chacun sait gré ici à Moscou de sa position dans la guerre du Golfe, qui a permis à l'intervention américaine de bénéficier de la couverture de l'ONU. La joie ressentie en Irak augmente les craintes des monarchies pétrolières. Longtemps hésitante à franchir le pas de la reprise des relations diplomatiques, l'Arabie saoudite avait profité du dernier conflit pour le faire – dans la mesure, aussi, où les troupes soviétiques s'étaient retirées d'Afghanistan et également en raison de la plus grande liberté accordée par Moscou à ses citoyens musulmans, dont près de mille cinq cents sont venus cette année à l'invitation du roi Fahd effectuer le pèlerinage à La Mecque.

En Iran, le Conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance dirigeante du régime, s'est réuni pour étudier la situation et les *«conséquences de ces développements sur le plan des relations internationales et régionales»*. Avec 1 800 kilomètres de frontière commune avec l'Union soviétique, l'Iran peut d'autant moins se désintéresser de ce qui se passe chez son voisin que les relations s'étaient beaucoup améliorées ces dernières années. Le président Hachemi Rafsandjani, qui est en quelque sorte confronté au même problème que M. Gorbatchev – la nécessité d'ouvrir son pays à l'ouest pour obtenir des crédits, quitte à mettre en veilleuse des objectifs révolutionnaires au grand dam des «durs» qui s'ont pas dit leur dernier mot – ne peut que méditer sur les événements qui se déroulent à Moscou. A l'occasion de la visite en Iran du président de la République azerbaïdjan, M. Ayaz Moutalibov, le journal gouvernemental *Tehran Times* soulignait que la perestroïka avait permis aux républiques musulmanes d'URSS de retrouver leur identité. Lors des affrontements entre Azéris et Arméniens, en janvier 1990, l'Iran avait certes soutenu les Azéris mais en s'abstenant de mettre de l'huile sur le feu et, s'il se réjouissait de la nouvelle liberté accordée aux musulmans soviétiques, c'était avec prudence. Les dirigeants iraniens ne manageaient d'ailleurs pas leur soutien à M. Gorbatchev. Samedi encore, le chef de la diplomatie iranienne déclarait : *«Nous soutenons les efforts du président Gorbatchev pour établir la démocratie.»* Malgré les désaccords sur le processus de paix au Proche-Orient, le président Rafsandjani affirmait dimanche en réponse au message de M. Gorbatchev transmis par M. Moutalibov : *«La politique de M. Gorbatchev bénéficie aux peuples de la région.»*

Au Proche-Orient comme ailleurs, les dirigeants vont sans doute attendre d'en savoir plus sur la nouvelle politique adoptée à Moscou pour se prononcer clairement, même si, déjà, le processus de paix en cours risque d'être la première victime de l'éviction de M. Gorbatchev.

FRANÇOISE CHIPAUX

Jérusalem : la crainte d'un retour en arrière

JÉRUSALEM

correspondance

Un grand bond en arrière est-il possible ? C'est la question que l'on se pose à Jérusalem avec d'autant plus d'anxiété et de frustration que le lent processus déclenché par M. Gorbatchev pour le réchauffement des liens entre Israël et l'URSS était en passe de parvenir à son point culminant : le rétablissement des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs, comme prélude à une conférence de paix au Proche-Orient.

Selon des informations récentes en provenance de Moscou, ce rétablissement des relations devait être annoncé en septembre, à l'occasion d'une visite en Israël du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh. Tout cela est-il remis en question ? A Jérusalem, comme partout, on attend, on se concerte... Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a émis l'espoir qu'il n'y aurait pas de retour *«au climat de la guerre froide»*. Mais c'est un espoir teinté de forte crainte. L'Etat hébreu avait gagné sur bien des tableaux au cours de l'ère Gorbatchévienne. Il risque donc à présent de perdre beaucoup, en premier lieu concernant la libre émigration des juifs soviétiques.

«C'est, à ce stade, notre souci primordial», a déclaré le vice-ministre des affaires étrangères, M. Binyamin Nethanyahou, qui s'est empressé d'ajouter : *«J'espère que les nouveaux dirigeants soviétiques n'oublieront pas que l'émigration juive a toujours été considérée par l'Occident comme une sorte de baromètre.»* Depuis que les portes de l'URSS ont été ouvertes, il y a deux ans, à la sortie des juifs, on a assisté en Israël à un afflux de plus de 300 000 immigrants. Certes, aucun signe n'indique jusqu'à présent que les nouveaux maîtres du Kremlin s'apprêtent à refermer les barrières. Mais une telle mesure ne peut être exclue. L'organisme qui, en Israël, est chargé du dossier de l'immigration juive, l'Agence juive, a créé une cellule de crise. Son président, M. Simkha Dinitz, cite le chiffre de 60 000 juifs munis de tous les documents leur permettant de quitter immédiatement l'URSS pour Israël. L'hypothèse est qu'ils vont hâter leur départ. La compagnie El Al se déclare en mesure d'établir un véritable pont aérien *via* Budapest ou Varsovie pour transporter tous les jours entre 15 000 et 20 000 juifs soviétiques.

Les autorités israéliennes se préparent donc à un nouveau *rush* alors que, depuis le 1er juillet, on avait constaté une baisse sensible de l'émigration des juifs soviétiques (*Le Monde* du 5 juillet).

Bouleversement diplomatique ?

L'autre grande interrogation pour Israël est le bouleversement éventuel de l'échiquier diplomatique au Proche-Orient. M. Lévy l'a évoqué lundi, après avoir signé avec son homologue albanais l'accord sur l'établissement de relations diplomatiques entre Tirana et Jérusalem : *«Certes, Israël a accepté le parrainage du processus de paix par les deux grandes puissances... C'est aujourd'hui un test pour les pays de la région, ils doivent savoir que la paix est leur intérêt. Elle déterminera notre avenir et le leur. Il ne doit y avoir ni pause ni obstacle...»*

Ce qui se dissimule derrière les propos de M. Lévy, ce sont effectivement toutes les incertitudes et toutes les interrogations qui surgissent à propos de la poursuite du processus de paix. Personne ne doute que le scénario – et en tout cas le calendrier – risque d'être fortement perturbé par les secousses en URSS. M. Nethanyahou a clairement réaffirmé la condition posée par l'Etat hébreu : *«Sans rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Jérusalem, Israël n'acceptera pas de participer à une conférence de paix coprésidée par l'URSS.»*

Les Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ont ouvertement manifesté leur satisfaction. Une personnalité de Naplouse, M. Sair Kanaan, qualifie la politique menée ces dernières années par M. Gorbatchev de *«catastrophe pour l'URSS et pour les autres»*. Partout, dans la presse de Jérusalem-Est, dans les rues d'Hébron ou de Gaza, on se fait l'écho des mêmes espoirs : l'URSS va retrouver son rôle de grande puissance et neutraliser l'influence américaine au Proche-Orient ; l'émigration des juifs soviétiques va cesser ; les implantations israéliennes ne pourront plus se développer...

HENRI BAINVOL

Sur la place des Héros à Budapest

Jean-Paul II rend hommage à M. Gorbatchev

Le voyage du pape en Hongrie s'est achevé, mardi 20 août, par une célébration sur la place des Héros, à Budapest. Lundi, le pape était à Szombathely, près de la frontière autrichienne, et, devant trente mille jeunes réunis au Nepstadion de Budapest, il a lancé un appel à la *« reconstruction morale et spirituelle »* de la Hongrie. Les événements en Union soviétique ont pesé sur la fin de ce voyage de Jean-Paul II.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

C'est lundi matin, à la nonciature apostolique de Budapest, que Jean-Paul II a appris la chute de M. Gorbatchev.

Jean-Paul II a demandé à ses collaborateurs directs, notamment Mgr Angelo Sodano, secrétaire d'Etat qui l'accompagne en Hongrie, de le tenir constamment informé, et il a donné des instructions pour que Mgr Francesco Colasuonno, représentant du Saint-Siège en Union soviétique, se rende immédiatement à Moscou.

Au cours d'une messe célébrée mardi sur la place historique des Héros au centre de Budapest, devant 250 000 personnes enthousiastes et de nombreux membres du gouvernement, Jean-Paul II a évoqué la situation en URSS : *« La prière se fait plus intense pour demander à Dieu que soient épargnées à ce grand pays de nouvelles tragédies,* a déclaré le pape. *Je souhaite que les efforts accomplis pour redonner la voix et la dignité à une société entière ne soient pas maintenant mis en péril. »*

« Je me souviens avec gratitude, a-t-il ajouté, *des rencontres que j'ai eues avec le président Gorbatchev les deux fois qu'il a voulu me rendre visite. De lui, j'ai apprécié en particulier la volonté sincère qui le guidait et la haute inspiration qui l'animait pour la promotion des droits de l'homme et de sa dignité, et aussi son engagement pour le bien de son pays et de la communauté internationale. Puisse le processus qu'il a inauguré ne pas connaître à présent un déclin. »*

Les deux hommes, qui, chacun dans son registre, ont joué un rôle déterminant dans le retour à la liberté des pays de l'Est, avaient notamment appris à se connaître et à s'apprécier le 1er décembre 1989, au cours d'une rencontre en tête à tête que M. Gorbatchev avait alors qualifiée d' *« extraordinaire »*. C'était la première fois que le chef de l'Eglise catholique rencontrait le numéro un d'une puissance marxiste, athée, qui, depuis soixante-dix ans, s'était distinguée par de féroces répressions antireligieuses.

Cet entretien avait débouché sur un échange de représentants à Moscou et au Vatican (dans l'attente de relations diplomatiques complètes), sur la légalisation de l'Eglise gréco-catholique ukrainienne, supprimée en 1946 par Staline, sur la promesse d'une nouvelle législation religieuse plus libérale en URSS.

En échange, M. Gorbatchev attendait du pape qu'il modère les aspirations à l'indépendance des Républiques soviétiques comme la Lituanie ou l'Ukraine, ou les nationalismes. En juin dernier, en Pologne, à la frontière de la Lituanie et de l'Ukraine, le pape avait en effet mis en garde ces pays contre tout *« nationalisme exacerbé »*.

HENRI TINCQ

S'opposer

Suite de la première page

ON était surpris que dans ce pays où le complot et l'assassinat avaient si souvent présidé à la transmission du pouvoir des changements profonds aient pu s'emorcer sans que les conservateurs tentent un coup d'Etat. Sans doute est-ce l'habileté tactique de Mikhaïl Gorbatchev qui lui a permis de durer tout en le rendant de plus en plus vulnérable.

Les événements du 19 août ne doivent donc point nous étonner. Il y a longtemps déjà que la situation en URSS pouvait déboucher sur plusieurs future (la démocratisation, l'anarchie, la réaction autoritaire) et même d'un avenir combinant une succession de ces trois scénarios. Le coup d'Etat récent n'en représente pas moins un élément nouveau, un élément qui, pour nous, Occidentaux, soulève deux questions :

– Comment se présentent maintenant les évolutions possibles de l'URSS et de la situation internationale ?

– Quelles attitudes les Etats-Unis et les pays de la Communauté doivent-ils adopter face au nouveau pouvoir soviétique ?

A quels scénarios rêvent les putschistes ? Il est assez facile de l'imaginer. Comme ils sont probablement divisés, deux versions coexistent quant à leurs souhaits pour l'Union soviétique. La première est sans doute de faire renaître de ses cendres l'URSS brejnévienne en rétablissant le rôle du parti, en ramenant à l'obéissance les Républiques, en reconstruisant l'économie planifiée. Un scénario illusoire, car il se heurtera à trois difficultés : l'opposition du peuple russe (plus que d'émeutes, le pouvoir a tout à craindre de la résistance passive), l'hostilité des nationalités périphériques (il faudra écraser dans le sang les Républiques baltes et caucasiennes), la désorganisation de l'économie (et, là, les ordres, les pétrouilles ne suffiront pas : réformer l'économie soviétique est peut-être impossible mais le rétablir dans son statu quo ante ne l'est pas moins). Cette variante a donc toute chance de déboucher sur le chaos économique et la crise des échanges extérieurs.

Une seconde variante s'inscrit dans le fol espoir d'une solution à la chilienne : un régime autoritaire imposant et gérant la passage à l'économie de marché. C'est oublier qu'à Santiago le général Pinochet avait le soutien des entrepreneurs et des capitalistes alors qu'à Moscou les apparatchiks ne veulent pas du marché. L'hypothèse n'est donc pas réaliste. D'où cette conjecture : l'échec des conservateurs est hautement probable, car il n'ont aucune réponse aux graves problèmes du pays, mais ces hommes n'en seront que plus dangereux à l'extérieur.

SUR la scène internationale, les projets de la nouvelle équipe pourraient bien revêtir deux formes successives : la forme douce et avouée du respect des engagements internationaux dans le cadre d'une politique étrangère plus nuancée, puis la forme brutale d'une tentative de rétablissement de la puissance de l'Union. Il ne faut pas oublier qu'en Allemagne, sur le territoire de la Communauté, stationnent encore 300 000 soldats soviétiques, et que si la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont été évacuées, tel n'est pas encore le cas de la Pologne. On mesure aujourd'hui à quel point le chancelier Kohl a eu raison d'accélérer le processus de l'unification. Enfin, dernier élément du tableau, l'Europe occidentale, France et Royaume-Uni exceptés, reste bien démunie en cas de chantage nucléaire de Moscou.

Face à cette nouvelle donne, que doivent faire les pays d'Occident, et plus particulièrement ceux de l'Europe de l'Ouest ? Proclamer leur attachement à la démocratie et à l'économie sociale de marché, rappeler leur volonté de favoriser l'éclosion de ces deux institutions en Union soviétique, est indispensable, et paradoxalement l'effet peut en être plus dissolvant aujourd'hui qu'il y a dix ans. Mais cela ne suffit pas. Ni pour une stratégie de long terme ni pour une politique à court terme.

A long terme, l'essentiel est de ne pas oublier que le monde reste plein de périls et que, jusqu'à nouvel ordre, la frontière de l'Europe n'est pas le long de l'Oural mais sur la frontière orientale de la Pologne. D'où le triple nécessité de construire une Communauté forte intégrant la dimension sécuritaire, de maintenir une OTAN vigoureuse, d'englober dans une confédération exaltant l'URSS les autres démocraties européennes. Cette stratégie n'empêche nullement d'accroître le rôle de la CSCE si l'évolution de l'URSS permet un rapprochement.

A court terme, l'objectif ne peut être que double. Protéger l'acquis et contribuer à l'échec de la restauration conservatrice. Protéger l'acquis : en réaffirmant la solidarité avec l'Allemagne pour que son territoire soit évacué dans les délais prévus. En épaulant la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne pour qu'elles affirment leur démocratie et développent leur économie. En gérant avec détermination une crise yougoslave encore plus explosive qu'hier.

Mais il faut aller au-delà de ces actions défensives. Car, en limitant les échanges commerciaux, en réduisant les financements, en gelant toutes les formes d'aide (y compris les livraisons alimentaires), en refusant la crédite que la nouvelle direction sera contrainte de quémander demain, l'Occident peut mener la vie dure aux *conservateurs soviétiques et* accroître les chances de réussite de ceux qui, à l'intérieur des frontières de l'Union, vont travailler à leur chute. Une chute par succession de compromis comme pour le général Jaruzelski ou par jet de l'éponge comme pour les colonels grecs.

JACQUES LESOURNE

LE RENVERSEMENT

Les réactions dans le monde

Bonn : le chancelier Kohl demande à l'URSS de s'en tenir à ses engagements

BONN

de notre correspondant

«Mon Dieu, qu'est-ce qui arrive maintennnt ?» s'interroge, mardi 20 août, le quotidien populaire *Bild Zeitung*, résumant ainsi l'appréhension suscitée en Allemagne par le coup d'État de Moscou. Non que l'on pense sérieusement que la chute de Mikhaïl Gorbatchev puisse remettre en question la réunification, mais on ne peut s'empêcher de penser aux 272 000 hommes de troupe soviétiques encore stationnés dans l'ancienne Allemagne de l'Est.

Le gouvernement et l'opposition se sont immédiatement entendus, lundi, pour cordonner leur attitude, exiger le respect par les Soviétiques de leurs engagements et souhaiter une étroite liaison entre Européens et Américains. Le chanelier e rendu publique une déclaration soigneusement formulée, farme mais prudente. Le gouvernement allemand estime que la situation suscite *«la plus grande inquiétude»*. *«Avec mes interlocuteurs (français, britannique et américain)*, e dit le chancelier, *je suis tombé d'accord sur les points suivants : nous demandons à la direction soviétique de s'en tenir strictement à tous les tnaités et accords Internntionnux ; nous demandons* à *la direction soviétique de respecter les droits de l'homme et des citoyens conformément* nux *engagements pris par l'Union soviétique dans l'acte final de lo CSCE et dans la charte de Paris pour une nouvelle Europe; nous nttendons que la politique de l'équilibre pacifique, particulièrement du désarmement et du contrôle des nrmements, soit poursulvie. Nous soulignons que l'Union soviétique ne peut compter sur de nouvelles oides occidentales que si elle remplit ces préconditions et poursuit la politique de démocratisation et de réformes.»*

S'en tenir aux accords signés

Pour ce qui est du respect des *eogagements* de l'URSS, Bonn entend en priorité bien sûr celui du calendrier prévu (fin 1994) pour le retrait des troupes soviétiques de l'ancienne RDA. Le gouvernement a enregistré avec satisfaction l'affirmation qu'il en serait bien ainsi. Aussi bien l'ambassadeur soviétique à Bonn que le commandement des forces soviétiques stationnées à l'est de l'Allemagne l'ont expressément fait savoir. Reçu par le ministre à la chancellerie, M. Seiters, l'ambassadeur, a remis un message des nouveaux dirigeants. Ceux-ci assurent vouloir s'en tenir aux traités signés, ils y soulignent que les événements en URSS sont une affaire purement intérieure et demandent à Bonn d'y réagir avec retenue.

Le chancelier et plus encore son ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrieh Genscher, ont insisté au cours de leur conférence de presse sur le fait que l'Allemagne s'en tlendrait, elle aussi, strictement aux accords signés. Si les aides dont il a été discuté au sommet des pays industrialisés en présence du président Gorbatchev sont évidemment désormais en suspens, en revanche, les engagements pris antérienrement, notamment pour le financement du retrait des troupes soviétiques, seront respectés. Le ministre des finances, M. Theo Waigel, a souligné qn'il s'agissait d'aecords contractuels qu'il n'y avait aucune raison de remettre en cause.

Le chancelier a rendu un hommage marqué au président Gorbatchev, dont il a toujours été un des plus ardents soutiens. Il a exigé et obtenu des garanties sur son sort. Un second message lui a été transmis dans la journée par l'ambassadeur à ce propos. Le ministre des affaires étrangères a indiqué qu'ordre avait été donné à l'ambassade allemande à Moscou de chercher à prendre contact avec les principaux leaders démocratiques soviétiques, dont Boris Eltsine. Mais on s'est gardé à Bonn de formuler une condamnation définitive des auteurs du coup d'État.

HENRI DE BRESSON

Yougoslavie : silence des Serbes, inquiétude des Croates

Réunie d'urgence, lundi 19 août à Belgrade, afin d'examiner les *«éventuelles conséquences»* des événements survenus en Union soviétique, la présidence collégiale de la Yougoslavie a déclaré *«suivre avec la plus grande attention»* l'évolution de la situation, en précisant que de la stabilité en URSS *«dépend» celle «du monde et spécialement de l'Europe».*

BELGRADE

de notre envoyée spéciale

Le laeonisme du communiqué rendu public à l'issue de la réunion de la présidence était prévisible : la position commune ne pouvait guère aller au-delà de cet engagement à suivre l'évolution de la situation, étant donné les divergences entre représentants serbes et croates.

Une seule des deux Républiques en conflit, celle qui a le plus à perdre au ehangement à Moscou, a réagi lundi au limogeage de M. Gorbatchev : le Conseil d'Etat croate, convoqué par le président de la République, M. Franjo Tudjman, a évoqué *«l'existence d'un réel danger de coordination entre les mêmes éléments yougoslnves et soviétiques»* visant à *«reproduire en Yougoslavie le scénnrio soviétique». «Afin d'amortir les effets négatifs des changements survenus en URSS et de les mettre à profit pour consolider sa position internationale et l'appui de la communauté internationale à sa démocratie et sa souveraineté»*, la Croatie a décidé de renforcer son activité diplomatique.

De leur côté, les autorités serbes sont restées étrangement silencieuses. Mardi matin, l'on attendait toujours une quelconque réaction, officielle ou officieuse, de leur part. A Ljubljana, le ministère des affaires étrangères de la République de Slovénie s'est dit persuadé que *«les événements en Union soviétique affecteront inévitablement les pays d'Europe orientale et centrale aux démocraties émergentes». «La situation en Yougoslavie, l'agressivité des forces dogmatiques et leur souhait permanent d'une restauration du totalitarisme confortent la Slovénie dans sa volonté d'accélérer le processus de dissociation et de recevoir la reconnaissance internationale dès que possible»*, a indiqué le ministère slovène.

L'ancien compagnon de route de Tito, M. Milovan Djilas, évoque, dans le quotidien *Borba*, les *«conséquences négatives»* des événements soviétiques sur la Yougoslavie, *«si tant est que la situation puisse être encore plus négative»*. e *Cela donnera du courage aux durs qui sont très éparpillés mais peuvent se concentrer»*, estime M. Djilas, selon lequel ces *«durs»* sont présents *«partout, et essentiellement dans l'armée»*. Pour l'ancien dauphin du maréchal Tito, les relations à l'intérieur de la Yougoslavie *«vont se tendre encore plus»*. Il creint un regain d'*«unitarisme»* et un *«retour aux méthodes antidémocrates, néo-staliniennes et néo-titistes»*.

Les Yougoslaves ont évidemment en tête une éventnelle prise de pouvoir par l'armée fédérale, laquelle ne peut que se sentir renforcée par les changements en Union soviétique. Encore faudrait-il que l'armée dispose des moyens matériels et humains nécessaires à une prise de contrôle du pays, ce qui n'est peut-être plus le cas. Toujours est-il que ce scénario, redouté par les Croates, ferait sans doute l'affaire des Serbes.

Nouveaux combats

La collusion entre l'armée et les forces serbes qui se battent en Croatie ne fait d'ailleurs plus de doute depuis la publication dans *Borba*, lundi, d'un entretien avec le «ministre de l'intérieur» du pseudo-gouvernement local de Krajina – région de Croatie qui a proclamé son autonomie, – M. Milan Martic.

Selon M. Martic, les forces croates e *profitent»* du cessez-le-feu *«pour se regrouper et se réarmer»*. Et d'ajouter : *«Nous faisons de même, de manière à disposer maintenant d'une artillerie, d'une aviation et de l'armée, qui est de notre côté, à quoi bon le cacher !»*. M. Martic a également annoncé la prochaine prise de contrôle par les insurgés serbes de nouveaux territoires croates, dans le sud de Zagreb et sur la côte adriatique, en mentionnant notamment le port de Zadar.

Malgré le cessez-le-feu entré en vigueur le 7 août, le «front» sur lequel s'affrontent Serbes et Croates progresse vers l'ouest, en direction de Zagreb. Des combats ont eu lieu dans la nuit de lundi à mardi à Pakrac (ouest de la Slavonie) qui duraient encore mardi matin.

Dans un bilan rendu public lundi, le ministère de l'intérieur croate a fait état d'*au moins cinquante-cinq* morts – dix membres de la police et de la garde nationale croate, seize civils, au moins vingt-cinq insurgés serbes et *quatre* soldats de l'armée fédérale – en douze jours, c'est-à-dire depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Chacune des parties accusant l'autre de rompre la trêve, le compromis politique sur lequel les autorités yougoslaves sont censées se mettre d'accord, risque d'être difficile à trouver. Sans doute en aura-t-on encore la preuve à l'occasion de la réunion de la présidence collégiale et des présidents des Républiques, réunion qui, après maintes tergiversations, devait finalement bien avoir lieu à Belgrade, à partir de mardi matin.

MARIE-PIERRE SUBTIL

L'OTAN met Moscou en garde contre «toute atteinte à la poursuite de la démocratisation»

BRUXELLES

de notre correspondant

Les pays membres de l'OTAN se réuniront mercredi 21 août à Bruxelles *pour examiner* ce qu'un communiqué, publié lundi 19 août à l'issue d'*une réunion* des ambassadeurs, qualifie de *«faits très inquiétnnts»*. Ce communiqué met en garde la nouvelle équipe soviétique contre *«toute atteinte à la poursuite de la démocratisation»* et l'invite à se conformer aux *«obligations»* de l'URSS en matièra de droits de l'homme. Le secrétaire général de l'organisation, M. Manfred Wörner, a interrompu ses vacances pour regagner Bruxelles, lundi soir.

Il y a trois semaines, M. Wörner saluait la signature de l'accord sur la réduction des armements stratégiques par les présidents des Etats-Unis et de l'URSS comme un événement qui *«jette les fondements de la stabilité stratégique pour le vingt et unième siècle»*. Cela allait au-delà des propos de circonstances, car, en M. Gorbatchev, l'OTAN espérait tenir un interlocuteur apte à poursuivre le processus de détente dont elle avait pris spectaculairement acte à son sommet de Londres, en invitant, le 6 juillet 1990, le numéro un soviétique à venir s'exprimer devant elle à Bruxelles, pour sceller une *«ère nouvelle»*.

M. Gorbatchev avait accepté l'invitation mais sans donner de date. La perspective de ce voyage était toujours présente dans l'esprit des responsables de l'OTAN, mais le temps mis par le numéro un soviétique à honorer sa promesse était en soi une indication de ses difficultés intérieures. La démission de M. Chevardnadze, dont la visite à l'OTAN en décembre 1989 avait amorcé la coopération entre l'Alliance et Moscou, n'avait fait que renforcer les appréhensions de M. Wörner quant à la suite des événements.

Le souci de l'OTAN était de *«ne pas isoler»* l'URSS de Gorbatchev dans une Europe de l'Est en plein rejet du communisme. Les dirigeants des anciens pays satellites sont venus nombreux ces derniars mois à Bruxelles. Le président de la Tchécoslovaquia, M. Vaclav Havel, y déclarait en mars : *«Nous savons que, pour de nombreuses raisons, nous ne pouvons pas devenir un membre régulier de l'OTAN. Mais, simultanément, nous estimons que l'alliance de pays unis par l'idéal de la liberté et de la démocratie ne devait pas éternellement se fermer aux pays voisins qui tendent vers le même objectif.»* Cela, d'autant plus que, affirmait prémonitoirement M. Havel, *«certains aspects de l'évolution en Union soviétique nous autorisent à demeurer inquiets. Il semble que les forces conservatrices se mobilisent dans le dessein de renverser la roue de l'Histoire et de restaurer – contre la volonté des citoyens et des nations – le système centraliste et autoritaire»*.

Devant d'aussi pressants appels, le choix de l'OTAN n'était pas simple. Il fallait tempérer les ardeurs sans insulter l'avenir. Il fallait surtout ne rien faire ou dire qui puisse être exploité par les durs contre M. Gorbatchev. Dans l'hypothèse du pire, une des questions à trancher par l'OTAN aurait trait au comportement à adopter face aux appels au secours des républiqoes d'Europe centrale et orientale – notamment de la Pologne, où restent stationnés 45 000 soldats soviétiques, – sans parler des Républiques baltes.

En fait, tout empêtrée qu'elle était dans son débat interne sur la future identité européenne de défense, l'OTAN n'a jamais baissé la garde. Elle s'adaptait à la situation nouvelle consacrée par la dissolution de l'organisation militaire du pacte de Varsovie, le 31 mars dernier, mais sans promettre aux membres de substantielles réductions de dépenses pour la défense. Le débat sur la force de *«réaction rapide»*, les divergences entre Paris et Washington à la réunion des ministres des affaires étrangères du 6 juin à Copenhague ont occupé le devant de la scène. Pour leur part, les ministres de la défense, réunis quelques jours plus tôt à Bruxelles, se référaient notamment aux *«incertitudes et périls»* découlant d'une *«évolution politique difficile»* en URSS pour appeler les alliés à *«conserver les moyens d'une dissuasion crédible et d'une défense collective efficace»*.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Stockholm : dix mille réfugiés baltes attendus

STOCKHOLM

de notre correspondante

Comme tous les lundis depuis le mois de mars, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées, le 19 août, sur une place du centre de Stockholm pour manifester leur soutien aux pays baltes voisins. D'abord surprise, la classe politique suédoise a exprimé un soutien unanime aux revendications de souveraineté et d'indépendance des trois Républiques dont plusieurs délégations politiques de haut niveau se trouvaient dans la capitale suédoise pour assister à une conférence sur la paix.

Le premier ministre d'Estonie, M. Edgar Savisaar, qui devait d'ailleurs regagner sa capitale, Tallin, lundi dans l'après-midi, a qualifié la destitution de M. Gorbatchev de *«pur coup d'Etat, œuvre de l'élite technocratique du parti»*. S'adressant directement au gouvernement suédois, dont il espère qu'il ne se comportera pas comme l'avait fait le gouvernement de 1940, en reconnaissant l'incorporation des Etats baltes à l'Union snviétique, M. Savissar a déclaré : *«L'heure n'est plus à l'hésitation et il faut agir vite.»* Rappelant aux Suédois leur prise de position nette lors du coup d'Etat au Chili en 1973, il a ajouté : *«La mennce fosciste est maintenant beaucoup plus proche de nous comme de vous»*.

Dans une première réaction officielle, le premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson, qui a momentanément interrompu sa campagne électoralc, a jugé le coup d'Etat *«profondément inquiétont»*. Il ne constitue cependant pas, à son avis, une *«menace militaire immédiate contre In Suède»* et le niveau d'alerte des forces armées suédoises n'a donc, pour l'instant, pas été relevé. Le ministre des affaires étrangères, M. Sten Andersson, a, de son côté, insisté sur l'importance dn processus CSCE, indiquant que lors de la rencontre, mardi 20 août, à Skagen, au Danemark, des chefs de la diplomatie des pays nordiques, il demanderait la convocation d'une réunion de la CSCE pour étudier la situation en URSS. Le gouvernement suédois a, par ailleurs, proposé de nouveau aux représentants politiques baltes qui le souhaitent de rester à Stockholm pour y poursuivre leur activité politique. L'Office national de l'immigration est, quant à lui, en état d'alerte et s'apprête à aecueillir *«sans problème dnns un premier temps»* quelque dix mille réfugiés baltes.

Le communiqué finlandais

Plus prudent, le gouvernemant finlandais, après une réunion d'urgence en présenec du président, M. Mauno Koivisto, a publié un bref communiqué indiquant que *«la Finlande déplore que la proclamation de l'état d'urgence ait interrompu le processus de démocratisation. Le gouvernement* (...) *espère que le pays voisin retournera le plus rapidement possible à des conditions normales»*. La surveillance des frontières a néanmoins été renforcée. Dans la matinée de lundi, les Soviétiques avaient fermé le poste frontière de Vartius, sur la frontière est de la Finlande, sans donner d'explication.

FRANÇOISE NIETO

Budapest : «Nous serions prêts, cette fois, à riposter à une agression»

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Il a fallu attendre le journal télévisé de lundi soir pour evoir une réaction officielle hougroise à la destitution de M. Gorbatchev. M. Jozsef Antall, premier ministre, qni avait reçu à plusieurs reprises dans la journée son ministre des affaires étrangères, M. Geza Jeszenszky, a indiqué qu'une réunion du conseil de sécurité intérieur avait eu lieu dans la journée et que lui-même avait joint au téléphone les chefs de gouvernement des pays voisins exsnecialistes ainsi que le chancelier Kohl. *«La Hongrie est une République indépendante et souveraine»*, a affirmé le premier ministre, soulignant l'amarrage de son pays à la Communeuté européenne. Après avoir rendu hommage à l'action de M. Gorbatchev dans les pays de l'Est, il s'est félicité dn réeent démantèlement du pacte de Varsovie. Les autres leaders de la coalition au pouvoir et ceux de l'opposition ont exprimé à la télévision des positions fort voisines.

Le départ du dernier soldat soviétique

A Budapest, l'homme de la rue regrette M. Gorbatchev, mais, dans une ville qui garde la trace de la répression des chars soviétiques de 1956, on ne craint pas sérieusement un retour en arrière. Le 30 juin, les cloches avaient sonné dans le pays pour fêter le départ du dernier soldat soviétique. *«Maintenant, nous connaissons la véritable histoire de 1956*, dit une étudiante. *Nous serions prêts cette foi à riposter à une agression.»* e *Les Allemands seraient là pour nous nider»*, ajoute plus crûment un enseignant.

Une animation inhabituelle règne près du Centre culturel soviétique de la rue Semmelweid, pas loin des grands magasins du cinquième arrondissement. Des touristes venus de Russie ou d'Ukraine viennent aux nouvelles. Leurs traues d'été contrastent avec leurs mines affligées. *«C'est un gang qui a renversé Gorbatchev. Un bolchevik, un militaire, un fasciste, combien de démocrates?»* hurle un jeune homme exhibant sa carte de membre du mouvement Russie démocratique. *«Le peuple ne se laissera pas faire. On n'est plus au temps de Staline*, ajoute une voisine. *Tant qu'il restera un député démocrate au Parlement, on gardera l'espoir.»*

A la chambre de commerce soviéto-hongroise, les réactions sont plus réservées. *«La situation était catastrophique. Il fallait que quelque chose change»*; dit nerveusement un jeune cadre soviétique qui fait de l'import-export à Budapest depuis trois ans. Le coup de force pnurtant est gênant : *«On aurait pu faire cela plus proprement»*.

H. T.

□ **POLOGNE : M. Lech Walesa souhaite le maintien de relations amicales avec l'URSS.** – Le président polonais, M. Lech Walesa, a demandé, lundi 19 août, aux Polonais de rester calmes et unis à la suite de l'annonce de la destitution de Mikhaïl Gorbatchev. *«La situation en URSS a une grande importance pour notre région»*, a dit le président polonais. *«Cela peut influencer sur nos relations* (avec l'URSS). *Nous voulons qu'elles soient amicales»*, a-t-il ajouté, précisant que la Pologne continuerait à bâtir une démocratie et nne économie de marché.

Le président a eu un entretien d'une heure avec le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki. Il a également téléphoné à son prédécesseur, le général Wojciech Jaruzelski. Ce dernier a appelé les dirigeants polonais à ne faire aucune déclaration qui puisse être perçue à Moscou comme une ingérence dans les affaires internes de l'URSS. e *La retenue et un point du vue équilibré sont nécessnires dons les déclarations»*, a-t-il dit.

Tous les postes-frontière avec l'Union soviétique sont ouverts, a indiqué l'agence de presse polonaise PAP, qui ajoute que les liaisons aériennes avec l'URSS se poursuivent normalement.

Un porte-parole du ministère de la défense a déclaré qu'aucun mouvement parmi les qnelque 50 000 militaires soviétiques stationnés en Pologne n'avait été signalé. La Pologne était en négociation depuis un an avec l'URSS pour obtenir le retrait de ees troupes. Une unité soviétique de communications devait commencer, mardi, à quitter la Pologne, conformément au calendrier prévu, a indiqué le colonel Stefan Golebiowski, porte-parole du plénipotentialre polonais chargé des négociations. – *(Reuter, AFP.)*

□ **TCHÉCOSLOVAQUIE : renforcement des mesures de sécurité aux frontières avec l'URSS.** – La Tchécoslovaquie a décidé de renforcer les mesnres de sécurité sur ses 90 kilomàtres de frontière avee l'URSS, en réaction à la destitution de Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé, lundi 19 août, le ministre de l'intérieur. *«Je suis persuadé que nous ne sommes pas menacés par un danger immédiat (...), notre position internationale est ferme et notre processus de réformes ne peut être renversé»*, a déclaré le président Vaclav Havel au cours d'une conférence de presse. *«La roue de l'histoire ne peut être inversée, nous sommes convaincus que l'évolution démocratique en URSS est irréversible»*, a-t-il précisé, ajoutant que les Tchécoslovaques devaient être prêts *«en cas d'exode des Ukrainiens»*. – *(AFP, Reuter.)*

□ **BULGARIE : Le président Jelev redoute une guerre civile en Union soviétique.** – Le président bulgare, M. Jeliou Jelev, a déclaré, lundi 19 août, que le renversement de Mikhaïl Gorbatchev constituait un eonp d'Etat militaire risquant de déelencher unc guerre civile en Union soviétique. *«D'après ce que nous savons, nous avons affaire à un coup d'Etat militaire classique opéré par le KGB et l'armée»*, a-t-il dit. *«Cela pourrait ouvrir la voie à des guerres civiles interminables et particulièrement farouches, en comparaison desquelles la situation en Yougoslavie semblera un jeu d'enfants»*, a-t-il ajouté. – *(Reuter.)*

□ **ROUMANIE : appel au calme.** – Le Conseil suprême de la défense, dirigé par le président Ion Iliescu, s'est réuni d'urgence lundi 19 août à Bucarest. Les autorités roumaines se sont déclarées *«préoccupées et inquiètes»* de la situation en Union soviétique, notamment *«de sa possible aggravation pour nos frères moldaves»*. Se gardant de qualifier le coup d'Etat de Moscou, la présidence roumaine, qui avait signé, il y a quelques mois un nnuveau traité d'amitié avec l'URSS, a lancé un appel au calme et à la vigilance. Le Front de salut national (FSN), au pouvoir, et ses alliés ont estimé que *«le peuple roumain était opposé à toute restnuration du toinlitnrisme»* et répété que *«la Roumaine s'était irréversiblement inscrite sur le chemin des transformations démocratiques»*. Le Front de salut national a demandé l'exclusion de la vie politiquc de toutes les forces extrêmistes de droite ou de gauche. Le syndicat d'opposition modérée Fratia e mis en garde les Roumains e *contre les ex-structures communistes qui veulent profiter de la situation économique difficile pour arrêter la roue de l'histoire»*. Le parti d'opposition de l'Alliance civique craint pour sa part que *«la fin du processus démocratique en URSS réactive les tendances de restauration du totalitarisme en Roumanie»*. – *(Corresp.)*

هكذا من الأصل

LE RENVERSE

DE M. MIKHAÏL GORBATCHEV

L'entretien télévisé du président de la République et l'attitude des communistes français

«L'acte qui vient d'être accompli à Moscou pourrait devenir rapidement un acte de guerre froide», déclare M. Mitterrand

Interrogé, lundi 19 août, par quatre journalistes de TF 1, Antenne 2, FR 3 et la Cinq, M. François Mitterrand a notamment déclaré :

«Le coup a réussi dans sa première phase, nous le constatons, puisque Mikhaïl Gorbatchev est écarté du pouvoir et sans doute aujourd'hui sous surveillance de la police, et donc pratiquement arrêté. Il existe des menaces qui pèsent sur les libertés de M. Eltsine. Donc, le coup a réussi. (...)

«C'est un changement à contre-courant. Soagez que cela fait bientôt six ans, en tout cas cinq ans de perestroïka, que les Soviétiques, tous les peuples de l'Union soviétique, et particulièrement les Russes, sont habitués à un début de démocratie. Ils parlent, ils discutent, ils vont dans la rue, ils peuvent s'exprimer dans la presse. (...) Oa ne peut pas revenir en arrière; on peut mettre des crans d'arrêt, mais tout cele saute. Je crois que le changement intervenu brutalement en Unioa soviétique peut s'interrompre, meia je ae pense pas qu'il puisse arrêter le mouvemeat de démocratisation. (...)

Le rôle du traité de l'Union

«Je oe crois absolumeot pas qu'il y eura, qu'il peut y avoir, de mesures de répression, de force, de violence. J'espère que non. (...) Il faut avoir confiance dans le mouvemeat lsueé ea 1985, surtout 1986. Il continuera. On ne pourra pas, comme cela, renverser oo mouvement populaire qui laissait penser il y a peu de temps que sr Mikhaïl Gorbatcbev devait être débordé, ce serait de l'autre côté.»

Interrogé sur les gorantiea, demandées par l'Elysée, sur la liberté et la vie de MM. Gorbatchev et Eltsine, M. Mitterrand a. répondu : «J'ai été alerté spécialement, d'abord sar le sort de M. Gorbatchev, dont oa sait aajourd'hui qu'il est arrêté, et sur celui de M. Eltsine, que l'on disait aa siège des Soviets à Moscou, entouré et cerné per les forces militaires. (...) Il est très important que les dirigeaats soviétiques actuels, s'ils veulent tenir certains de leurs eagagements. (...) nous donnent des garanties sur le sujet. C'est ua sujet que j'ai traité en urgence. C'est un sujet très important puisqa'il s'agit de la vie et de la liberté de ces hautes personnalités qui symbolisent le moovement».

M. Mitterrand a ajouté que «bien enteadu» *il condamne le coup d'Etat et s'est étonné que l'on puisse lui poser cette question. Il a précisé qu'il ne connoissait pas M. Ianaev :* «Je l'ai sans doute rencontré, mais je ne le connais pas.» *Puis il o déclaré :* «On peut penser que les forces dirigeantes et l'armée se trouvent du côté des oouveaux gouvernants, des nouveaux dirigeants. J'ai reçu précisemeat à ce sujet, et à d'autres sujets, la dernière lettre de M. Gorbatchev, dans laquelle il me parle (...) de son dernier entretien avec le président Bush. C'est une lettre qui date d'une huitaine de jours : *«Je n'ai pas caché les difficultés et les dangers existants, surtout à l'étape actuelle des réformes.»* Ce qui veut dire sans doate le traité de l'Uoioa qui devait être signé demain. Il ajoute un peu plus loin : *«Nous avons également évoqué le fait que le passage d'un système vers un autre ne saurait se faire sans grandes difficultés, sans grande crise.»* Or, ao cours du petit déjeuner que j'ai pris avec M. Gorbatchev à Londres très récemment, lors de la réunion des Sept, il m'a dit, répétant un propos qu'il m'avait déjà teau, mais plus grave eacore : *«C'est le moment le plus difficile.»* Donc je ae poovsis pas ignorer. (...)

«D'sutre part, j'ei reçu [uoe] lettre de M. Iaaaev (...) : *«Les réformes seront poursuivies. Notre choix est fait. Nous allons nous en tenir à la démocratie et à la glasnost. Nous nous attocherons à redresser l'économie, notomment l'entreprise privée. Nous poursuivrons la politique visant à garantir les droits civiques et les libertés. Dans le domaine international, tous les accords et enteates restent en vigueur. Pour que cette ligne aboutisse, pour que l'œuvre commencée par Mikhaïl Gorbatchev ne soit pas définitivement discréditée, nous avons besoia de rétablir la stabilité politique dans le pays et de parvenir enfin à un processus de transformation maîtrisé.»* Et la dernière phrase, svant les formules de politesse : *«Je tiens à vous faire savoir que M. Gorbatchev se trouve en parfaite sécurité et que rien ne le menace.»* (...)

«Je ne dis pas que je prends tout cela pour argent comptant. (...) Je vous dis simplement que cela ne doit en rien nous empêcher d'iasister pour que soieat respecté, par la direction actuelle, ua certelo oombre de règles précises. (...)

Le respect des accords d'Helsinki

«La première question à poser c'est : qa'en sera-t-il des réformes démocratiques? Ce a'est pas une ingérence dans la politique intérieure de l'Unioo soviétique, c'est l'application des accords iaternationaux d'Helsinki et de Paris.»

Dans l'hypothèse où la nouvelle direction ne respecterait pos les accords d'Helsinki, «cela voudrait dire, tout naturellement, que toute aide de la Communauté ou des pays occidentaux qui ne serait pas liée à d'autheotiques réformes devrait cesser». *M. Mitterrand a précisé qu'il lui paraît* «prématuré de parler de sanctions». *Si les nouveaux dirigeants* «veulent persévérer, comme M. Gorbatchev l'avait fait et l'a fait, dans un processus de réformes vers la démocratie et un assainissement et un apaisement de la situation internetionale sur plusieurs terrains, notamment sur les plans du désarmement, du retrait des troupes soviétiques des pays d'Europe centrale, d'Allemegne de l'Est, s'ils veulent faire la démonstration qu'ils vont dans ce sens-là, il ne faut pas qu'ils perdent de temps».

Interrogé sur la réaction du monde occidental au cas où les blindés interviendraient comme en Chine sur la place Tiananmen, le chef de l'Etat a déclaré : «J'espère qo'il réagira comme il *doit* le faire, c'est-à-dire avec sévérité. Il n'est pas eoaceevable que oous arrêtions un mouvement que aous avons engagé avec des dirigeants de l'*Uaion* soviétique comme Mikhaïl Gorbatchev. Il o'est pas concevable que nous mettions un terme à cette entreprise. Il s'agit de la paix, il s'agit du progrès et il s'agit de la liberté. Voilà trois grandes causes qui nous engagent, nous Français, à egir comme je me permets de vous l'indiquer.

«Je pense qu'après la réunion des ministres des affaires étrangères qui a lieu mardi matin en Hollande nous devrons examiner l'éventualité d'une réunion de ce Conseil européen. (...) Cela veut exameo approfoodi, démarche coatertée, action immédiate sur les esprits en Uoloo soviétique. Cela vaut bien la peine, si j'ose dire, comme oous l'avions fait, au demeurant, lorsque s'est posé le problème de l'unifieatioo allemande.»

M. Mitterrand pense que si les pays de l'Est «libérés de la tutelle soviétique» *étaient menacés,* «ce serait une agression et ce serait le premier manquement dramatique à ce qui a été décidé l'an dernier à Paris lorsque nous avons signé le traité de Paris, lorsque nous avons décidé, au terme de la conférence sur la CSCE – la coopératioa et la sécurité en Europe, – de signer avec ces pays qui ont le même droit à la représentatioa internationale que nous, Français, que les Soviétiques, que les Russes Chacun de ces pays doit se sentir protégé, et s'il était menacé, alors c'est la société internationale qui devrait intervenir. (...)

«L'acte qui vient d'être accompli à Moscou est un acte qui pourrait devenir rapidement un acte de guerre froide. Je pense que, pour l'instant, il s'egissait surtout d'une opératioo de politique intérieure à l'Union soviétique, mais sa connotatioo, l'inspiration d'hommes doot oous conaaissoos les tendances, les choix dans beaucoup d'autres domaines à l'égard de l'Union, à l'égard des autres Républiques qui four partie de l'Union soviétique, comme hier à l'égard des pays qui se sont dégagés de l'emprise soviétique, je ne peux pas me tromper sur leur orientation.»

M. Mitterrand o *ojouté :* «Il y a un devoir d'ingérence dès lors que ce devoir a été reconnu par les traités internationaux signés aussi bien à Helsinki, il y a longtemps, qu'à Paris, par les Soviétiques eux-mêmes, avec nous. (...)»

La sécurité des Français

Interrogé sur l'éventualité d'un retour à la menace militaire de la part des Soviétiques, M. Mitterrand a déclaré : «Nous n'avons jamais écarté de aotre esprit la possibilité d'un retour de cette menace. Donc nous a'avons jamais dégarai et nous o'avons pas l'inteation de dégernir norre défense, surtout dans son essentiel, c'est-à-dire sa force de dissuasion stratégique et nucléaire. Pourquoi l'Union soviétique deviendrait-elle dangereuse? C'est qu'elle dispose d'une force considérable de carectère auclésire. Les Etats-Unis aussi, la Grande-Bretagne aussi, la France aussi, et nous o'avons absolument pas à altérer le poteatiel militaire que représente notre force de dissuasioa auclésire. C'est ça l'essentiel.

«Pour les conflits frontaux ea Europe qui pourraient dégénérer en une guerre, alors nous disposoos de ce qu'il faut, et aous n'avons pas l'ioteolioa, bieo enteodu, de nous ea démuair. C'est mon premier devoir. Mon premier devoir, c'est d'assurer la sécurité des Français. Et il ne faut pas non plus que les Français s'inquiètent outre mesure. La France est un grand pays, il a des assises solides, il est dirigé. D'une façon géoérale, les Français sont toas orientés vers la paix et la démocratie. Nous pouvons avancer tous du même pas et, de ce fait, regarder l'avenir prochain ou même le présent de ces jours difficiles avec sang-froid. Je ae comprends pas l'effolemeat et l'excitation qui s'emparent de certains milieux dès qu'il s'agit d'intérêts qui a'ont rien à voir avec l'enjeu d'importance moodiale dont nous avons à traiter aujourd'hui.»

A propos des chances de la paix au Proche-Orient, compte tenu de ce changement de direction, M. Mitterrand o *conclu :* «Tout dépend de l'attitude que prendra cette nouvelle direetioa sur ce sujet particulier. S'ils soot sincères, s'ils veulent préserver eo effet toutes les chances de la paix dans le cadre de la politique fixée par M. Gorbatchev, alors il o'y a pas lieu de s'inquiéter. On le saura très vite.»

MM. Fiterman et Herzog expriment des réserves sur la position du PCF

Au terme d'une réunion d'environ deux heures de son bureau politique, lundi après-midi 19 août, la direction du Parti communiste a publié une déclaration indiquant que *«les conditions d'éviction de M. Mikhaïl Gorbatchev de ses responsabilités sont inacceptables»*, mais critiquant implicitement la perestroïka. MM. Charles Fiterman et Philippe Herzog ont exprimé des réserves au cours de la discussion. L'ancien ministre o'a pas, en définitive, approuvé ce texte.

Il n'était pas envisageable, lundi matin, de *«réveiller les dirigeants»* – selon le mot d'un permanent-planton de la place du Colonel-Fabien, siège du PCF à Paris – pour obtenir une réaction officielle de la direotioa communiste eu coup de force de Moscou. S'entourant des formes collégiales, la direction du parti ne s'est réunie en bureau politique que dans l'après-midi. Commeneée après 15 heures, la séance s'est achevée evaot 18 heures. Sur les viagt-trois membres du «BP», quelques-uns sour absents, dont MM. André Lajoiaie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et Jean-Paul Magnon, responsable de l'activité du parti chez les jeunes, tous deux membres du secrétariat du comité central, MM. Antoine Casanova, responsable des intellectuels, et Guy Hermier, opposant refondateur.

Les dirigeants présents prennent connaissance d'ua texte rédigé par l'équipe du secrétaire général, M. Georges Marchais. Première surprise, selon plusieurs sources, cette première mouture ne comporte même pss uoe vague condamnation du renversemeat du numéro uo soviétique. Tour au plus les amis de M. Marchais concèdent-ils que *«l'inquiétude est profonde»* et que *«le PCF la partage»*. Face à la platitude, siaon l'ambiguïté, de cette *«première réaction»*, MM. Philippe Herzog, l'économiste du parti, et Charles Fiterman, l'animateur des refondateurs, font part de leur étoncement. Même M. René Le Guen, responsable de l'activité parmi les techniciens et les cadres, qui *a'est pas* à proprement parler *un prototype* du réformiste échevelé, demande un peu plus de précision.

Les promesses non tenues de la perestroïka

En fin de compte, il sera indiqué que *«les conditions d'éviction de M. Mikhaïl Gorbatchev de ses responsablités sont inacceptables»*. Rejetant les *«mesures de force ou de restriction des libertés»*, tout en soulignant que les *«solutions sont l'affaire des peuples»* d'Union soviétique, la déclaration affirme que *«ce qui se passe en Union soviétique constitue un développement nouveau et critique de la grave crise sociale, économique, politique, institutionnelle que connoît ce pays»*.

L'ambiguïté de certe prise de position officielle disparaît lorsqo'il s'agit d'apprécier la peresroïka. Après avoir rappelé son soutien à cette volonté politique, *«dont les objectifs proclamés étaient de construire un socialisme démocratique, humoniste, moderne»*, la direction du PCF démontre qu'il y a loin de la coupe aux lévres. Certes, *«les mesures prises en faveur du respect des droits de l'homme, de la liberté de la presse, de la création, de culte, de la démocratie politique, de même que le nouveau cours de la diplomatie soviétique, favorable au désarmement et à la coopération internationale, ont constitué autant de faits encourageants»*, mais *«les structures et les comportements hérités du passé, les erreurs commises notamment en matière économique, le mécontement et le découragement suscités par des promesses non tenues, l'exacerbation des nationalismes ont conduit à la situation actuelle d'aggravation de la pénurie, des inégalités sociales, de la corruption, du désarroi, des confrontations socioles et interethniques»*.

Depuis 1985, tout va plus mal. *«Au lieu d'être ratrapé*, poursuit le texte, *le retard en tout domaine que l'Union soviétique avait pris sur les grands pays capitalistes s'est accentué, et les pressions de ces derniers sur son économie et sur sa politique extérieure se sont faites plus pressantes et plus impératives.»* Peut-oo dresser plus clairement le constat d'échec de la perestroïka qui, *«telle qu'elle s'est développée, n'a pas surmonté les obstacles qui se sont dressés sur son chemin»* ? Ce jugemeat o'empêche pas les amis de M. Marchais d'ejouter : *«Cela ne nous conduit pas pour autant à considérer qu'il y aurait d'autre moyen pour réformer le socialisme en Union soviétique que celui de sa démocratisation radicale et de sa modernisation.»*

La direction du PCF invite les militants à se reporter eux analyses du dernier congrès, le vingt-septième, de décembre 1990, qui souligaaient, aotemment, *«l'absence de partis communistes ootroyants, modernes, créoteurs, jouant réellement leur rôle d'avant-garde progressiste du peuple»* dans les pays d'Europe de l'Est. Pour le resle, *«les heures difficiles que connaissent l'Union soviétique et ses peuples*, assure le groupe dirigeant, *ne sauraient nous détourner de notre but : lo lutte pour lo transformotion socioliste de lo France»*.

O. B.

Les opposants aux réductions des dépenses militaires sont confortés

Outre son analyse du coup d'Etat, de ses conséquences et des limites que les Occidentaux peuvent tenter *d'imposer* aux nouveaux dirigeants soviétiques, M. Mitterrand s livré, lundi soir à' la télévision, un autre message, à usage interne cette fois. Il s'agissait, exercice obligé, d'apaiser les craintes de ceux des Français que pourraient inquiéter un retour à· la guerre froide ou les menaces engendrées par le risque du chaos à l'Est.

Chef des armées, M. Mitterrand a donc répété que la France, *malgré* les restrictions budgétaires auxquelles elle se coatraiot, o'a jamais *«dégarni»* sa défense et qu'elle n'a pas l'intention de le faire. Il était naturel que le chef de l'Etat le dise et, sans doute, tactiquement nécessaire au moment où les bouleversements en *Union soviétique* permettent à l'opposition de raviver ses critiques sur la politique de défense de la France. D'autant que le projet de loi de programmation militaire doit être débattu, à la fin de cette année, au Parlement.

Ces critiques émanent essentiellement du RPR et de son chef, M. Jacques Chirac *(lire également en page 22 les réactions en France)*, le président du RPR estime que la France devrait consacrer 4,5 % de son PIB à sa défense, au lieu de 3,37 % actuellement, afin qu'elle soit *dotée d'un outil militaire crédible*. Il est également hostile à l'abandon des missiles stratégiques S-45 qoi devaient remplacer les S-3 du plateau d'Albion, initiative que M. Léotard, *ancien président du Parti républicain* a, en revanche, approuvée. M. Chirac s donc réaffirmé, lundi, qu'il *«faut cesser d'amputer»* les crédits militaires et souligné *«combien il est aventureux de tabler»* sur *«la fin de la guerre froide et les dividendes de la paix»*.

Cette dernière réflexion s'adresse à M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, qui, reprenant un débat ouvert par M. Pierre Mauroy à la fin de 1989, avait souhaité, le 12 juin 1990, que soient *«engrangés les dividendes de la paix»*, afin de dégager des ressources pour les actions sociales du gouvernement. Ce vœu lui avait valu, à l'époque, une riposte de M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la défense, selon lequel *«la paix est le vrai dividende de la défense»*.

Depuis, ce débat a continué de se développer parmi les socialistes. Ainsi M. Fabius, dans une tribune publiée le 25 juillet dernier par *le Figaro*, s'interrogeait-il *notamment* sur l'opportunité de poursuivre le programme Rafale et jugeait inutile de lancer dans l'immédiat un programme de missile air-sol longue portée destiné à cet appareil. Fort irrité, M. Joxe, ministre de la défense, avait déclaré : *«Je pense qu'il n'a pas lu cet article avant de le signer.*

La veille du coup d'Etat de Moscou, M. Joxe avait continué, à demi-mot, cette polémique, en affirmant, devant des militants socialistes chez lesquels la tradition pacifiste reste eocore forteme*at* ancrée : *«Ne croyez pas, quand je parle du budget de la défense, que je suis devenu un maniaque des dépenses militaires, un fanatique des tanks, des sous-marins et des fusées, un obsédé des satellites et des radars. (...) On peut, on doit, on va réduire les dépenses militaires, mais on doit le faire en bon ordre, avec un programme précis, selon un plan qui prévoie, en outre, certaines modernisations nécessaires à la sécurité de la France (...) Je crois qu'il vaut mieux prendre soin de ne pas nous trouver affaiblis sur un continent qui n'est pas un modèle de tranquillité.»*

Ce qui vient de se passer en Uoion soviétique conforte, de ce point de vue, les thèses de ceux qui, tel M. Chirac, face au gouvernement, réclament un effort budgétaire en faveur de la défense. M. Mioerand ou MM. Joxe et Chevénement ne les avaient pas attendus : face aux socialistes, ils ont manifesté une extrême prudence dans les conclusions qu'ils tiraient, en matière militaire, des bouleversements qui se sont produits à l'Est depuis deux ans.

JEAN-YVES LHOMEAU

□ **Une délégation de la commision de la défense de l'Assemblée nationale en voyage en URSS.** – Une délégation de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, conduite par M. Jean-Michel Boucheron (député socialiste d'Ille-et-Vilaine) et comprenant quatre autres députés (MM. Jean-Guy Branger, app. UDF, Charente-Maritime, Jean-François Delahais, PS, Isère, Jean Kiffer, app. RPR, Moselle, et Daniel Reiner, PS, Meurthe-et-Moselle), s'est rendue en URSS, lundi 19 août, malgré l'annonce du reaversement de M. Mikhaïl Gorbatchev. Pendant ce voyage d'une semaine, il était prévu des reoeoatres avec des industriels soviétiqoes de l'armement, des visites de bases militaires et d'entreprises soviétiques.

Valorisez votre diplôme Bac + 2
en intégrant une Grande Ecole de Commerce
Lincoln International Business School
libs
Ecole Supérieure de Commerce
CONCOURS D'ENTREE 20 septembre
Admission parallèle après prépa ou bac + 2
65 rue du Théâtre 75015 Paris - 45 77 11 61

Orthodoxie

par Olivier Biffaud

UNE fois da plus, le Parti communiste va devoir négocier un virage difficile, une de ces courbes qui, de façon aiguë depuis dix ans, laissent régulièrement sur le bas-côté électoral er militant des dizaines de milliers de sympathisants et d'edhérants. En condamnenr sens fioritures le coup d'Etat de Moscou, et non pas, cyniquement, lae *«conditions»* de la destitution da Mikhaïl Gorbarchev, en apportant un soutien clair à l'ancien président de l'Union soviétique, qui n'apparaît nulle part dans la déclaration du bureau politique, *en* soulignant sans barguigner les apports politiques de la parestroïks, su lisu d'en faire une démolition en règle rour an prétsndant la soutenir, M. Gsorges Marchais et son équipe auraiant pu convainere, enfin, selon une expression qu'affsctionne le secrétaire général, qus *«les communistes ont changé»*.

La direction du parri français n'est pas allée – comme en octobre 1964 pour Nikita Khrouchtchev, quand M. Marchais était secrétairs à l'organisation – jusqu'à affirmsr qus le camsrade Gorbatchev avait *été «libéré de ses responsabilités»*, mais la similitude des non-dits est extraordinaire. Encore faut-il rappeler qu'à cette époque, le secrétaire général, Waldeck Rochet, evait, dans un premier temps, réagi vivement à l'éviction de « M. K», avant de s'aligner sur la position normalisatrice du bureau politique. Thoréziens et stalioiens de la direction communiste pouvaient se montrer aeriafaits de le fin d'una axpérience qu'il jugeaient sévèrement.

Aujourd'hui, su contraire, une mejoriré da l'électorar communisra, une proportion importante des élus ar une partie non négligeable da l'eppareil permanent miseient sur le gorbatchéviema, contre le noyau dirigeant qui n'y croyait pas. Même si, employant une métaphore, *il répète volontiers* qus *«le soleil ne se lève pas à l'Est»*, M. Charles Fitermen ne peut ignorer les répercussions du coup de forces des *«putschistes»* ds Moscou, mor utilieé per M. Théo Vial-Massat, député communists, sur le coursnt contestataire dont il esr un des animateurs. Gravement, un autre député oppositionnal, M. Robert Montdargent, se demande si *«le socialisma au pouvoir peut se réformer»*. A-t-il plus de chance quand il n'est pas au pouvoir ?, seront tsntés de lui rétorquer les communistes rénovstsurs et reconstructeura, dont bon nombrs n'sspèrent plus aucun changement venant de l'intérisur du parti.

De toute évidence, les refondsteurs, conduits par troie anciens ministres communistes, vont devoir se déterminer plus rapidement que prévu face à uns direction qui, une fois sncore, a choisi l'orthodoxie normalisatrice.

LE RENVERSEMENT DE M. MIKHAÏL GORBATCHEV

Les interrogations des milieux économiques

Fallait-il aider l'Union soviétique ?

Un soutien occidental massif n'aurait pas suffi à assurer le succès de la politique de réformes

Les uns après les autres, les grands pays industrialisés annoncent leur intention d'interrompre leur aide financière à l'Union soviétique. En fait, depuis deux ans, gouvernements, banquiers et économistes de l'Ouest s'interrogeaient sur le point de savoir s'il était opportun de soutenir ce pays. Malgré des centaines d'écrits, des dizaines de colloques, et plusieurs rencontres au sommet, les Occidentaux n'avaient pu trouver de réponse unanime. Faute de quoi, ils se sont contentés de louvoyer, adoptant çà et là quelques mesures ponctuelles. La suspension des aides annoncée avec fracas portera *sur des montants symboliques*. Mais la rupture des contacts économiques entre les pays industriels et l'URSS obscurcit l'horizon soviétique.

Les Occidentaux auraient-ils dû apporter un soutien financier plus massif à M. Gorbatchev, afin de l'aider à accélérer les réformes économiques, et rendre la perestroïka irréversible ? Aujourd'hui encore, MM. Kohl et Mitterrand répondraient certainement par l'affirmative. A-t-on au contraire bien fait de conditionner tout soutien à de véritables réformes, en se persuadant que financer l'URSS reviendrait à verser de l'eau dans le désert ? MM. Major ou Kaifu en sont vraisemblablement convaincus.

Autant l'indécision est critiquable, autant, dans le cas de l'aide à l'URSS, on pourrait débattre sans fin. Les Occidentaux peuvent se consoler en pensant que leur inaction était peut-être la preuve de leur incapacité à agir sur le cours des événements.

Les pays industrialisés, alarmés par la dégradation rapide de la conjoncture économique soviétique et les difficultés rencontrées par M. Gorbatchev dans la mise en œuvre de la libéralisation, ont donc soutenu Moscou du bout des lèvres. A chaque occasion, ils se sont contentés d'apporter un soutien verbal ou symbolique, évitant tout véritable engagement financier ou même formel.

Ainsi, lors du sommet des pays industrialisés réuni à Houston, en juillet 1990, le thème de l'aide à l'URSS figurait, déjà en bonne place sur l'ordre du jour. Pourtant, les Sept se bornèrent à commander une étude approfondie de l'économie soviétique à quatre organisations internationales. Un an plus tard, à Londres, ils acceptaient de recevoir M. Gorbatchev. Non pas pendant le sommet, mais après sa clôture officielle, au cours d'une réunion spéciale. Malgré leur sympathie pour le président Gorbatchev, les «grands» refusaient encore de considérer le leader soviétique comme l'un des leurs. Ils évitèrent de s'engager dans un véritable plan de soutien. Les Sept accordèrent seulement un statut de « membre associé » au *Fonds monétaire international* et à la Banque mondiale.

Dernière étape, à la fin du mois dernier, M. Bush annonçait l'octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée, *mesure qui n'a pas encore été votée par le Congrès*. Après deux décennies de guerre froide, les Américains acceptaient enfin de reconnaître le pays comme un partenaire économique « normal ».

Des crédits en chute libre

Entre-temps, l'URSS avait été admise à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Mais les Américains avaient tenu à s'entourer de garde-fous et exigé une limitation considérable des possibilités d'emprunt de l'URSS auprès de la nouvelle banque. D'ailleurs, à lire les statuts de la BERD, on peut penser que le retour à un régime dictatorial rendra tout crédit impossible.

A la CEE, l'attitude avait été assez similaire. Quelques crédits avaient été débloqués, mais la Commission avait jugé l'Union soviétique inapte à une intégration au programme « PHARE » d'aide à la transition économique aux pays de l'Est. Au fil des mois, la *différence de traitement entre les pays d'Europe de l'Est*, considérés comme de véritables démocraties nouvelles, et l'URSS, enlisée dans ses conflits politiques, était devenue patente.

Imaginons que, dès 1987, l'année où l'URSS s'est véritablement ouverte aux capitaux étrangers, les pays industrialisés aient opté en faveur d'un soutien massif. La production aurait sans nul doute pu être augmentée dans un certain nombre de secteurs, notamment celui de l'énergie. Un flux commercial plus dense aurait amélioré le marché de l'alimentation et des biens de consommation. Mais comment aurait-on pu lutter contre la désorganisation du système de transports, la corruption des cadres, l'inactivité des ouvriers ? Seules de véritables réformes de structures génèrent de tels résultats : redistribution du pouvoir au sein des entreprises, nouvelle politique salariale, encouragement de la propriété privée. Or le Parti communiste continue à conserver le pouvoir d'*influencer dans un sens différent* l'attitude des collectivités locales et le monde de l'entreprise.

Il y a quelques mois, un diplomate en poste à Moscou remarquait *qu'en dépit de la rumeur courante*, les jeunes cadres ambitieux continuaient, pour la plupart, même si c'était sans conviction, à passer par le parti pour faire carrière. Le directeur d'un kolkhoze racontait pour sa part que, grâce au système des baux de longue durée, il réussissait à faire fonctionner son exploitation comme une entreprise privée. Mais *que, par crainte des représailles*, il dissimulait ses activités auprès des responsables de la région.

Comment, malgré toute l'aide occidentale, les bases d'un nouveau système économique auraient-elles pu être jetées dans de telles conditions ? On pourrait affirmer que l'argent a le pouvoir de changer bien des choses dans un pays en manque de liquidités. Le Fonds monétaire international l'a expérimenté à de nombreuses reprises récemment, parfois avec succès, au Mexique par exemple.

Ce serait pourtant ignorer la réalité de l'URSS, immense puissance stratégique et militaire, et qui est loin, malgré son récent appauvrissement, d'être comparable à un pays en développement.

Le souvenir des emprunts russes

Il est facile d'imposer des réformes à un Etat complètement démuni, ou tenu en main par un *pouvoir peu contesté*. Il est impossible de le faire dans un régime en voie de dérèglement rapide, qui ne maîtrise plus ni sa vie politique, ni sa société, ni son économie. L'exemple iranien prouve qu'une présence économique importante de l'Occident ne peut barrer le cours de l'Histoire. En outre, personne n'a oublié les conséquences désastreuses du financement de l'industrialisation de la Russie au début du siècle. *Soixante-dix ans plus tard*, des associations continuent de réclamer le remboursement des emprunts russes. Aujourd'hui, si Moscou décide de ne plus honorer ses engagements financiers extérieurs, plusieurs grandes banques devront panser leurs plaies, mais l'événement passera à peu près inaperçu des populations. Cela n'est pas sans importance.

Imaginons, à l'inverse, que l'Occident ait décidé d'ignorer les réformes en cours. Les entreprises auraient tout de même été sollicitées par l'Union soviétique, et les banques auraient probablement accru leurs prêts de la même manière. L'augmentation de l'endettement s'est d'ailleurs régulièrement *poursuivie pendant les quatre premières années de* la perestroïka (la dette extérieure a augmenté de 10 % à 20 % par an), avant l'émergence du débat sur l'aide à l'URSS. Les marchés « solvables » *étant plus si nombreux* dans le monde, les entreprises occidentales n'auraient probablement pas tourné le dos à un Etat qui possède d'immenses ressources et qui, jusqu'à l'an dernier, avait toujours réglé ses créanciers rubis sur l'ongle.

La différence entre un soutien du bout des lèvres et une absence totale d'aide réside en fait dans la pénétration des idées occidentales en URSS. Pénétration bénéfique, mais également génératrice de clivages *entre ceux qui ont profité* de la perestroïka et les autres. Les premiers ont pu voyager à l'étranger, travailler avec des entreprises occidentales, bénéficier de programmes de formation, monter des entreprises privées. Certains d'entre eux se sont laissé griser par les travers du capitalisme, d'où le développement d'un immense marché noir sur des bases, il est vrai, déjà solides. L'argent a beaucoup circulé, ces dernières années, en URSS, et une fraction de la population s'est considérablement enrichie, soit légalement, soit illégalement. L'influence occidentale, généralement bonne, parfois mauvaise, a été considérable *dans ce domaine*.

Pour la plus grande partie des Soviétiques, la vie quotidienne est devenue plus dure, et d'autant plus difficile à supporter que l'image de la vie en Occident transparaît dans le pays plus clairement qu'à aucun moment depuis la Révolution. Peut-être ces images avaient-elles été captées au début des années 60 ; à l'époque, l'éclipse avait été plus rapide, et surtout, les différences de niveau de vie de part et d'autre du rideau de fer étaient bien moins criantes. Dans cette immense masse des oubliés de la perestroïka, le nouveau gouvernement pourrait trouver ou soutien important. Il n'est pas étonnant que l'une des premières mesures annoncées par M. Ianaev, lundi 19 août, ait été la diminution du prix des produits de base.

Il ne sert à rien de se lamenter en se disant qu'une aide financière à M. Gorbatchev aurait permis d'éviter le pire. La réforme d'une économie aussi large et structurée ne peut être opérée que de l'intérieur. Cinq années d'images de l'Occident, de débuts balbutiants de l'économie de marché ont posé des jalons dans un pays qui, rappelons-le, n'a pratiquement jamais connu la propriété de la terre et l'économie de marché. Dans les pays d'Europe de l'Est, la rupture a été engagée. Les conditions internes d'une aide efficace sont remplies. Plus que jamais, les pays industrialisés ont aujourd'hui intérêt à concentrer leurs soutiens sur les ex-satellites de l'URSS.

FRANÇOISE LAZARE

Une multitude d'actions ponctuelles

Les Occidentaux n'ont pas, au cours des six années de la perestroïka, mis en place de véritable programme commun d'assistance financière au géant soviétique. Les gouvernements se sont contentés d'accorder des crédits bilatéraux, tandis que les banques ont réalisé de nombreux prêts commerciaux jusqu'en 1990, avant de prendre peur. *L'année 1991 devait marquer* le début de l'intégration de l'URSS aux programmes d'aide des organisations internationales (CEE, Banque mondiale, BERD).

Le total des crédits reçus par l'URSS depuis le début de l'année, recensés par la firme américain Salomon Brothers, est pourtant impressionnant : 18,7 milliards de dollars ont été promis à Moscou en moins d'un an. On n'est pas si loin des 20 à 30 milliards de dollars par an réclamés par les économistes MM. Grigori Iavlinski et Graham Allison. Cependant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que l'aide est en fait limitée. A l'exclusion des 3 milliards de dollars du crédit allemand destiné à *financer le retrait des troupes* soviétiques de l'ancienne RDA, et d'un soutien du Koweït et de l'Arabie saoudite à la balance des paiements, pour 4 milliards de dollars (non encore approuvés définitivement), la majeure partie des financements a pris la forme de crédits à l'exportation.

La France avait octroyé, en octobre dernier, 5 milliards de francs au président Gorbatchev, *en visite à Paris*. Cette somme était destinée, d'une part, à l'achat d'équipements français par l'URSS, et, d'autre part, au remboursement des arriérés de paiement accumulés par des entreprises soviétiques auprès de leurs partenaires français (1,5 milliard de dollars environ). De même, les deux crédits américains – puis 1,5 milliard de dollars – devaient-ils être consacrés à la garantie de crédits pour l'achat de produits agricoles aux Etats-Unis.

En fait, l'assistance technique, qui devait être le cœur du soutien occidental – faute de consensus sur un programme financier d'ensemble, – a été très limitée : la CEE s'était engagée sur un montant de 500 millions d'écus (300 millions de dollars), en plus d'une aide alimentaire de 250 millions d'écus qui devait commencer à arriver sur le territoire soviétique en juillet.

Le groupe des Sept réuni à Londres en juillet avait défini cinq secteurs prioritaires : énergie, transports, distribution, nucléaire, conversion de l'industrie militaire. La Banque mondiale s'apprêtait à mettre sur pied un fonds de 30 millions de dollars. Selon un responsable de l'organisme de Washington, les discussions à ce sujet ont déjà été suspendues. De même, le gouvernement britannique a annoncé le gel de son *know how fund* (50 millions de livres *sterling*), un programme qui a prouvé son efficacité dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, notamment en Pologne.

Les conséquences de la suspension des aides ne seront donc pas dramatiques à court terme. Mais à plus longue échéance, si des relations économiques normales ne sont pas rétablies, l'URSS se trouvera confrontée à deux problèmes graves : trouver de nouveaux canaux de financement de son commerce extérieur, faute duquel de nombreux produits de première nécessité, alimentaires notamment, pourraient manquer au pays ; réussir à moderniser l'appareil de production. L'obsolescence du celui-ci dans la plupart des secteurs est en partie responsable de la chute de 8 % de la production industrielle enregistrée depuis le début de l'année et de l'effondrement de l'extraction pétrolière.

Des effets incertains sur la reprise mondiale

L'expérience de libéralisation menée par les pays de l'Est ne semble pas devoir être remise en cause

La catastrophe que l'on redoutait depuis des mois sans croire qu'elle arriverait jamais, tellement les conséquences en paraissaient lourdes, cette catastrophe vient-elle de se produire ? Le monde vit ce qui vient de se passer à Moscou comme un événement d'une importance considérable. Les signaux émis en période de drame par les économies des grands pays industrialisés sont à peu près tous réunis : hausse du dollar (la monnaie refuge des grandes occasions), baisse brutale des marchés boursiers, renchérissement des prix du pétrole. L'Allemagne, en première ligne, voit sa monnaie s'affaiblir, son marché financier s'effondrer et ses taux d'intérêt à long terme augmenter.

La reprise économique que le monde attendait risque d'en être retardée. Dans un climat déjà morose, les chefs d'entreprise pourraient différer davantage leurs investissements. La progression de ceux-ci n'était pas considérable et, partout en Europe, portait plus sur des gains de productivité que sur la recherche de capacités supplémentaires. Si les événements de Moscou donnent l'impression d'ouvrir une nouvelle période de tensions internationales, si la situation en URSS tarde à se normaliser, des projets d'équipement seront reportés comme durant les mois de la crise du Golfe. Il est possible aussi que les consommateurs hésitent à tirer *sur leur épargne* pour accroître des dépenses de consommation que des gains de pouvoir d'achat en général nettement ralentis ne sont plus suffisants pour stimuler.

La baisse des valeurs boursières provoque, de son côté, des effets d'appauvrissement, dont le krach de 1987 a cependant montré qu'ils étaient presque impossibles à mesurer. Tout compte fait, la reprise économique qui devait commencer à s'amorcer à la fin de l'année pour s'accélérer au printemps 1992 pourrait en être différée. Hypothèse d'autant moins réjouissante que l'Allemagne est dès maintenant sur la voie du ralentissement – sauf dans les domaines de la construction et des services – après le boom de consommation et d'investissement qu'elle vient de connaître. Sa production industrielle pourrait plafonner en fin d'année.

De tels risques apparaissent sérieux. M. Gorbatchev, par son action, ses déclarations, son attitude, faisait maintenant tellement partie de l'univers psychologique des Occidentaux que son « retrait », s'il se confirme, va créer un choc considérable sur les esprits. En soi, son effacement est déjà un facteur de trouble et d'incertitude, à un moment où le monde s'interroge sur les raisons et les possibilités d'une reprise économique que ne justifient vraiment ni les progrès des salaires, ni les profits des entreprises, ni un environnement mondial plus maussade que vraiment déprimé.

Le monde n'est plus en crise depuis dix ans mais n'a pas complètement dépassé la phase basse d'un cycle conjoncturel en train de s'achever. Il la dépassera d'autant *plus difficilement* que la récession, cette fois, n'aura frappé sévèrement que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis connaissant un cycle descendant de durée habituelle (dix mois au lieu de onze en moyenne pour les huit récessions de l'après-guerre) *mais* de bien plus faible ampleur : le PNB américain n'aura reculé que de 1,1 % contre plus de 2 % en *moyenne lors des cycles antérieurs*. L'expérience prouve qu'à de faibles récessions succèdent généralement d'incertaines reprises.

On aurait tort pourtant de penser que le coup d'*Etat* qui vient de se produire va forcément ébranler le monde.

Des raisons d'espérer

Pour *plusieurs raisons*. La première est qu'il n'est peut-être qu'un coup sans lendemain. La seconde est que l'action de M. Gorbatchev, si importante soit-elle sur le plan des libertés et de la démocratie, a été jusqu'à présent un échec retentissant sur le plan économique. A *tel point que les pays occidentaux* se gardaient bien depuis de longs mois d'y investir leurs capitaux. Le retour à un semblant d'ordre intérieur – s'il se produisait – arrangerait donc plutôt les choses. Cela est vrai non pas seulement pour les entrepreneurs étrangers et soviétiques – il y en a tout de même quelques-uns – mais aussi pour les consommateurs, qui, *exaspérés* par le manque de nourriture, les hausses de prix et les queues, n'appréciaient pas du tout les réformes de M. Gorbatchev.

Les troubles causés sur l'économie mondiale seraient d'autant moins profonds si les nouveaux dirigeants, faisant main de fer à l'intérieur, montraient patte de velours à l'extérieur, c'est-à-dire poursuivaient vis-à-vis de l'Occident *l'essentiel des politiques menées par* l'homme de la perestroïka, notamment l'appartenance, ou la volonté d'appartenir, aux grands organismes mondiaux et à leurs règles : FMI, Banque mondiale, OCDE... Les premières déclarations de la nouvelle équipe au pouvoir vont un peu dans ce sens puisqu'il a été dit que les réformes entreprises seraient poursuivies. Hypothèse d'autant plus vraisemblable que les successeurs de M. Gorbatchev, s'ils réussissent à se maintenir au pouvoir, auront bien trop à faire avec les immenses problèmes intérieurs qu'il va leur falloir résoudre pour risquer de se mettre à dos les pays occidentaux pourvoyeurs d'assistance technique et financière, de capitaux et d'investissements.

De ce point de vue, l'expérience de libéralisation économique menée par tous les pays de l'Est ex-communistes ne semble pas pouvoir être remise en cause. Or, c'est sur ce sujet, et sur lui seulement, qu'existeraient, semble-t-il, des risques d'une véritable déstabilisation mondiale, prolongeant les difficultés actuelles, ou plutôt les transférant *des Etats-Unis à l'Europe et à l'Allemagne* en particulier.

En réunifiant l'Allemagne très rapidement et à la surprise de tous, M. Kohl a probablement plus fait *pour la tranquillité du monde* et pour sa prospérité économique que bien des plans de relance. Des plans qui risquent d'apparaître superflus, mesurés à l'aune des immenses *difficultés soviétiques*.

Les économies occidentales vont au cours des années à venir dépendre d'une façon ou d'une autre de la modernisation et des réussites des pays de l'Est anciennement communistes. L'URSS apparaît, elle, *beaucoup plus lointaine*. Non pas politiquement mais économiquement...

ALAIN VERNHOLES

Vent de panique à Francfort

Un véritable vent de panique a saisi la Bourse de Francfort, lundi 19 août, après l'annonce de la chute de M. Mikhail Gorbatchev. L'indice DAX des principales valeurs a accusé un recul de 9,4 %, soit la plus forte baisse en Europe à l'exception de la Bourse de Madrid. Le rendement sur le Bund, les emprunts d'Etat qui servent à financer la réunification, ont également fait un bond à 8,84 % tandis que le deutschemark perdait 6 pfennigs contre le dollar, clôturant à 1,82 DM.

FRANCFORT
correspondance

Les raisons de cette chute spectaculaire, *la plus importante depuis le* mini-krach boursier d'octobre 1989, sont essentiellement d'ordre politique. L'Allemagne est certes, des pays occidentaux, celui qui est le plus lié à l'URSS. Les relations bilatérales ne pèsent cependant que peu. Sur le plan des échanges commerciaux, l'URSS n'arrive ainsi qu'au treizième rang parmi les partenaires de la République fédérale et n'entre que pour 1,6 % dans ses échanges extérieurs, soit à peu près autant que le *Danemark et beaucoup moins que la* Suisse.

Malgré tous les appels au calme, les investisseurs étrangers et institutionnels ont cédé à la peur parce que, avec la menace d'une guerre civile en URSS, l'Allemagne se retrouve à nouveau en première ligne comme aux pires temps de la guerre froide, estimait-on lundi à Francfort.

La présence de 273 000 hommes de troupe soviétiques sur le territoire de l'ancienne RDA, sans compter quelque *180 000 dépendants*, n'arrange rien. Et malgré toutes les assurances de Moscou que les retraits se produiront selon le calendrier prévu, la confiance est ébranlée.

De tous les pays occidentaux, l'Allemagne est également le plus grand pourvoyeur de fonds de l'Union soviétique. Depuis 1989, le gouvernement de Bonn a octroyé près de 60 *milliards de DM d'aide publique* à l'URSS, dont un prêt de 13,5 milliards de DM pour financer le retrait des troupes soviétiques et la construction de nouveaux logements.

Le chancelier Helmut Kohl a clairement précisé, pour sa part, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée à Bonn, lundi, que toute aide économique de l'Allemagne serait assujettie au respect des droits de l'homme en URSS. De son côté, le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, a indigné qu'un transfert de fonds ou de savoir-faire allemand en direction de l'Union soviétique *« ne pourrait pas servir à financer une idéologie autoritaire »*.

« En comparaison avec la crise du Golfe, qui s'est aussitôt fait sentir sur le prix du baril de brut, les conséquences de la chute de M. Gorbatchev pour l'économie mondiale et l'Allemagne sont négligeables », a estimé M. Ernst Moritz Lipp, porte-parole de la Dresdner Bank, deuxième banque commerciale ouest-allemande, qui rentre d'une tournée de trois semaines en URSS. La plupart des crédits privés consentis à des compagnies ouest-allemandes sont en effet garantis par l'Etat fédéral et les banques allemandes sont déjà couvertes à hauteur de 60 % en cas de non-paiement. Pour M. Lipp comme pour la plupart des banquiers allemands, le danger est donc, à court terme, essentiellement politique. On craint en particulier qu'une détérioration de la situation à l'Est ne provoque une marée de réfugiés soviétiques en Allemagne.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

هكذا من الأصل

HAÏL GORBATCHEV

soviétique ?

Vent de panique à Fra

PROFONDEURS DU DESERT
NCE DE LA VIE

LA GRANDE RIVIERE ARTIFICIELLE
LE PLUS GRAND PROJET PACIFIQUE DU MONDE
POSE DE LA 1ère PIERRE: 28-8-1984
INAUGURATION DE LA 1ère PHASE: 28-8-1991

Le [illegible] anniversaire de l'inauguration de la première [illegible] projet d'aqueduc jamais réalisé. L'objectif de LA GRANDE RIVIERE ARTIFICIELLE est de transporter 6.000.000 m³ d'eau douce par jour du désert sub-saharien aux plaines côtières de la Libye. Cette date historique est le résultat de 7 années de travail dur et constant de milliers de personnes. Cette première phase transportera 2.000.000 m³ d'eau douce par jour à travers 2.000 km de canalisations de 4 m de diamètre. Dans un territoire aux faibles ressources hydrique cette grande oeuvre va assurer le développement et la prospérité continue de cette région.

LA GRANDE RIVIERE ARTIFICIELLE

Wunner Advertising 2030

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Des visiteurs au pouvoir d'achat limité

Lourdes désorientée par les pèlerins de l'Est

Depuis le début de la saison, en avril 1991, les sanctuaires de Lourdes, la cité mariale des Hautes-Pyrénées, enregistrent *une forte fréquentation* de nouveaux pèlerins venus des pays de l'Est. Leur présence provoque un début de polémique entre les chapelains et les hôteliers, restaureteurs et commerçants d'objets de piété.

TARBES
de notre correspondant

Près de cinquante mille fidèles *ont* assisté les 14, 15 et 16 août 1991 au pèlerinage natinnnl à Lourdes. Parmi eux un millier de pèlerins des pays de l'Est, venus de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie et même d'URSS, qui, pour la première fois, ont fait leurs dévotions au pied du rocher de la grotte de Massabielle.

Le pèlerinage national représente l'un des temps forts de la vie spirituellc de Lourdes, et des dividendes appréciables dans le secteur touristique pour la région Midi-Pyrénées tout entière. Lourdes est surtnut l'une des principales plates-formes de transit des devises étrangères en France, se plaçant, grâce à ses quatre cents hôtels, au troisième rang, juste derrière Paris et Nice.

Dans un tel contexte, l'arrivée de pèlerins de l'Est trouble les données d'un système cultuel parfaitement équilibré qui vaut à Lourdes, avec ses einq millions de visiteurs *annuels, le titre de premier centre* mondial catholique de pèlerinage. La venue des pèlerins de l'Est (près de trente mille en quatre mois, dont une forte proportinn de Polonais) permet aux ehapelains des snnctuaires de maintenir le bon cap des statistiques. Ils compensent la perte *provoquée pour cause de guerre du* Golfe par les Américains et certains pays européens comme l'Italie qui ont choisi d'autres destinations de prière ou de découvertes œcuméniques.

Régime sandwichs

Là où le bât blesse, c'est que ces nouveaux pèlerins de l'Est, sans être traités d'indésirables, ne suffisent pas à *compenser* la baisse de 25 % de chiffre d'affaires environ constatée par le syndicat de l'hôtellerie lourdaise depuis le début de 1991. Sacrifiant parfois un mois de leur salaire à leur séjour éclair de deux jours à Lourdes et à leur semaine de voyage, les pèlerins de Tchécoslovaquie, de Pologne ou de Hongrie ne peuvent pas se payer le *luxe* d'un hébergement dispendieux. Ces pèlerins de l'Est sont au régime sandwichs et dorment dans leurs cars délavés et poussiéreux sur les aires de parking. Les plus chanceux bénéficient de l'accueil de quelques communautés religieuses ou de la *cité Saint-Pierre du Secours catholique*, sur les hauteurs de Lourdes, où ils n'acquittent qu'un droit journalier de passage de 25 F à 30 F.

Le voyageur de l'Est s'apparente *plus* à l'ascète qu'au vacancier. *«Il cherche des endroits gratuits et demande même des subventions pour venir»*, déclare le Père Joseph Bordes, recteur des sanctuaires, faisant appel à la solidarité et à la générosité des congrégations religieuses.

Les hôteliers se plaignent de cette «concurrence sauvage» et craignent que l'afflux des pèlerins de l'Est agite encore davantage les méthodes de dumping pratiquées par certains *établissements* hôteliers offrant à des groupes des pensions complètes, comme on a pu le voir, entre 95 F et 135 F! Ces prix défient toutes les règles de l'économie de marché à Lourdes. La surcapacité de *certaines usines à touristes»* menace sérieusemeot la petite hôtellerie familiale qui pensait pouvoir trouver dans les nouveaux réservoirs de clientèle venus de l'Est un ballon d'oxygène à ses problèmes de revitalisation.

Mais la divergence s'amplifie *entre* le *recteur des sanctuaires* et le président de l'hôtellerie lourdaise, M. Louis Barzu. Ce dernier n'apprécie pas que l'ou parle de *«manipulation»* des chiffres de fréquentation des pèlerins. L'egence départementnle dn tourisme des Hautes-Pyrénées annonce deux millions et demi de nuitées à Lourdes en 1990. Selon les sanctuaires, les seuls pèlerinages officiels en comptabilisent plus de trois millions alors qu'ils ne représentent qu'un quart des einq millions de visiteurs annoncés depuis trois ans.

Dans l'immédiat la municipalité, les socioprofessionnels, la communauté religieuse, et les chapelains sont invités par l'évêque de Tarbes et Lourdes, Mgr Sahuquet, et le maire, M. Philippe Douste-Blazy, à harmoniser leurs efforts en faveur de ces pèlerins.

JEAN-JACQUES ROLLAT

MÉDECINE

La pénurie d'infirmières

Les «vacances» du service de transplantations cardiaques et pulmonaires de Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondante

Faute d'un nombre suffisant d'infirmières, le service des greffes pulmonaires et cardio-pulmonaires du CHR de Bordeaux est fermé depuis le 1er août et au minimum jusqu'à la fin du mois. *«C'est mathématique*, explique le professeur Louis Couraud, qui dirige le service depuis son ouverture, en 1988. *Il n'y a actuellement que dix infirmières au lieu de vingt et une pour vingt lits de soins intensifs.»* Aux congés habituels de l'été s'ajoutent cinq absences pour maternité, donc *«des absences prévisibles»*.

Selon M. Couraud, deux postes ne sont pas pourvus *«en raison de la pénurie nationale d'infirmières»*. En réalité, le service de transplantations pulmoneires fonctionne, selon soo responsable, *«par hoquets»* depuis le mois de mars. Dès qu'une greffe a été effectuée, il est impossible d'en réaliser une autre pendant un délai d'une dizaine de jours. Les soins à donner à l'opéré mobilisent en effet la totalité du personnel disponible. Actuellement, vingt-quatre patients, atteints de cardiopathie congénitale, de fibrose pulmonaire ou de mucoviscidose attendent une greffe. Parmi eux, une fillette de cinq ans et plusieurs adolescents.

«Je retarde d'ourres inscriptions sur la liste, en attendant de savoir si nous pourrons rouvrir en septembre», précise le professeur Couraud. La «mise entre parenthèses» du programme de greffes pulmonaires et cardio-pulmonaires et sa «médiatisation» ont provoqué une réonion de la direction du groupe hospitalier lundi 19 août. Une solution provisoire est trouvée pour redémarrer le programme de greffes le 1er septembre.

On mobllisera des infirmières dans *«des services moins sollicités»* du CHR. *«Si d'aventure un organe était disponible notamment pour le cas de la petite fille de cinq ans, nous rouvririons exceptionnellement en août»*, précise le directeur général adjoint du CHR, M. Heriaud.

La concurrence des cliniques

Nul ne conteste, cependant, que le problème est plus profond et tient aux *«déséquilibres du morché de l'emploi»* et aux *«difficultés nationales de recrutement du personnel infirmier»*. Les infirmières acceptent, en effet, de moins en moins les astreintes d'un métier difficilement compatible evec le vie privée et dont les compensations salariales sont infimes. Le service des greffes pulmonaires, où les infirmières doivent travailler en 3x8 pour veiller les opérés, est touché de plein fouet. Au cours des derniers mois, une partie du personnel a même demandé sa mutation dans d'autres services. *«Des établissements privés locaux offrent des avantages financiers plus importants*, remarque le professeur Couraud, *et les hôpitaux n'ont pas mis en œuvre d'autres moyens de séduction en leur pouvoir, en matière de logement par exemple.»*

Le CHR de Bordeaux fait des tentatives d'aménagement du temps de travail ou d'attribution de bourses d'études aux élèves infirmières qui s'engagent à travailler ensuite sur place. Mais, de l'aveu même de la direction, ces tentatives *«encore à l'état embryonnaire»* ne portent pas de *fruits suffisants*.

GINETTE DE MATHA

HISTOIRE

Il y a cinquante ans

Drancy, antichambre d'Auschwitz

Les bâtiments sont toujours là. Trois barres de quatre étages, disposées en U, discrètes au milieu des tours modernes de Drancy (Seine-Saint-Denis). *On a* simplement mis un peu de rose aux volets, pour faire passer la rudesse du béton armé. L'ensemble, qui appartient maintenant à l'office HLM du département, s'appelle cité de la Muette. La cour est devenue le *square de la Liberté*. Les dames qui y cherchent de l'ombre pour laura conversationa savent ca qui a'est passé là. Mais la date du 20 août 1941 ne leur rappelle rien de particulier.

Ce jour-là, à l'aube, des policiers français, encadrés per des Allamands, bloquant tous laa accès du onzième errondissement da Paris, métro compris. La dauxième granda rafla da juifs, après celle du 14 mai, a *commencé. Les arrestations ont* lieu sur la voie publique, ou au domicile, grâce au fichier de la préfactura da polica. Lae hommes – seuls visés – sont poussés dans des autobus, puis dirigés vers Drancy, dans la banlieua ouvriare, au nord-est de Paris.

Les trois immeubles, destinés à des habitations à bon marché, y servaient jusque-là de prison pour les communistes, puis les *prisonniers de guerre, ils ont été* spécialement aménagés en camp – double rangée de barbelés et miradors – pour recevoir les juifs arrêtés au cours de cette journée et des suivantes. Le 25 août, après l'extension des recherches à d'autres arrondissements, ils *seront plus de quatre mille, dont* mille cinq cents juifs français, à se serrer à Drancy. Parmi eux, quarante avocats, ont été arrêtés sur ordre spécial des Allemands.

Le camp, dirigé et administré par les autorités françaises sous le contrôle de la Gestapo, est alors un véritable lieu de vengeance. Par le supplice d'una famine organisée d'abord, pendant l'automne, alors qu'a Paris s'ouvre la sinistre exposition «Le Juif et la France». Epuisés, les détenus subissent, debout dans la cour, les interminables séancea d'eppal imposées par les gendarmes français chargés de la garde. Plusieurs dizaines d'hammaa mourront ainsi de faim et d'épuisement. D'autres *périront contre un poteau d'exécution*. Pendent le mois de décembre, une cinquantaine de juifs, choisis arbitrairement à Drancy, sont fusillés au Mont-Valérien. Le 27 mars 1942, au petit matin, cinq cent soixante-quatre hommes quittent le camp. Ils sont rejoints par cinq cent *cinquante-huit* autres détenus du camp allemand de Compiègne, puis acheminés par voie ferrée vers Auschwitz. Vingt seulement rentreront.

Ce *premier convoi* marque un tournant dana l'histoire de Drancy. Le camp de représailles, *réservoir d'otages, devient camp* de déportation, principal point de rassemblement français des juifs avant leur départ vers les camps de la mort, essentiellement Auschwitz.

Dix mille enfants

Les autorités de Vichy, soucieuses de remplir les wagons plombés des Allemands, ne se *contentent plus de faire interner* les seuls hommes. A partir de juillet 1942, Drancy reçoit indifféremment hommas, fammas, enfants et vieillards arrêtés au gré daa raflas, dnnt la plua connue reste celle du Vel'd'Hiv' (*le Monde* du 18 juillet 1990). *Jusqu'à huit* milla parsonnas sont entassées dans un camp aux conditions de vie de plus en plus inhumaines – le poète Max Jacob y mourra, parmi d'autres, d'épuisement, en 1944 – et qui ne vit plus qu'au rythme effréné des arrivées et des départs massifs.

En un en, quaranta convols partent pour Auschwitz, event qu'an juillat 1943 la Gastapo prenne la direction du camp par *la main de fer* d'Alois Brünner. Réfugié en Syrie sous le nom de Georg Fischer, celui-ci est l'un des tout derniers criminels de guerre nazis encore vivants et en liberté. Sous son autorité, vingt autres convois sont envoyés à Auschwitz. Le dernier quitta Drancy le 17 *août 1944, peu* avant la libération de Paris.

Trois jours plus tard, le camp ferme sas portes, un autre 20 août. Au total, soixante-douza *mille* juifs y auront transité, dont soixante-quatra mille cinq cents déportés vers Auschwitz. Parmi eux, dix mille enfants.

JÉROME FENOGLIO

A lire : «1941, les Juifs en France», da Serga Klarsfeld. Publié par l'association Les fils et filles das déportéa Juifs da Franca, 32, rua La Boétie, 75008 Paris.

EN BREF

□ **Un directeor de enInnie de vacances écroué pour attentats à la pudeur.** – Firmin Alonso, trente-trois ans, instituteur à Annonay (Ardèche) et directeur d'nne colonie dc vacances à Neauphle-le-Vieux (Yvelines) gérée par l'association Les Fauvettes, avait pris des photographies à caractère pornographique d'une pensionnaire âgée de douze ans, originaire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) et s'était livré à des attouchements. Une quarantaine d'autres photos à caractère pornographique concernant des mineures de moins de quinze ans ont été découvertes au domicile de l'instituteur par les policiers du service des mineurs de Versailles *alertés par deux monitrices*. Inculpé d'attentats à la pudeur sur une mineure, Firmin Alonso a été écroué le 17 août à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy.

o **Un homme battu à mort dans le Val-d'Oise.** – Le cadavre d'un homme d'une trentaine d'années, dont le signalement pourrait correspondre à celui d'un ressortissant roumain recherché par Interpol pour plusieurs cambriolages en Suisse, n été découvert, dimanche 18 août, par un agent d'entretien de la SNCF, le long d'une voie ferrée fermée pour travaux à la hauteur de Goussainville (Val-d'Oise). La victime a été battue à mort, vraisemblablement par plusieurs personnes. Une autopsie a été ordonnée. Selon les premiers éléments de l'enquête, confiée au SRPJ de Versailles, l'homme aurait été victime d'un règlement de comptes entre petits truands.

□ **Evasion par substitution à la prison de Nice.** – Un prisonnier, en détention préventive pour vol à main armée, a réussi à s'évader, vendredi 16 août, de la maison d'arrêt de Nice en se substituant à son frère venu lui rendre visite au parloir. Les gardiens de la maison d'arrêt de Nice ne se sont rendu compte que lundi matin 19 août de la substitution, à leur prise de service. *Le détenu, originaire* d'Afrique du Nord, a pu se faire remplacer en raison de la ressemblance avec son frère. La police judiciaire de Nice a été saisie pour tenter de retrouver le fuyard. Son frère sera, quant à lui, poursuivi pour connivence et substitution de prisonnier.

o **Arrestation d'un des auteurs du hold-up chez Chaumet.** – L'un des *deux auteurs présumés du hold-up* commis le 4 août 1990 à la bijouterie Chaumet, place Vendôme, à Paris (*le Monde* du 7 août 1990), a été arrêté jeudi 15 août par les hommes de la brigade de répression du banditisme. Malik Bugnet, trente-deux ans, a été reconnu par un policier qui avait tenté de l'arrêter il y n un an, et interpellé. Tous les bijoux volés – treize pièces d'une valeur de 13 millions de francs, – *trop connus pour* pouvoir être revendus, ont été retrouvés dans le coffre de la voiture de Bugnet, qui a été inculpé et écroué au cours du week-end.

o **Arrestation de la mère d'un nouveau-né découvert mort à Neuilly-sur-Seine.** – La mère d'un nouveau-né, découvert mort, samedi 17 eoût, devant un immeuble de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), a été inculpée d'infanticide et écrnuée, lundi 19 août. La mère est une employée de maison qui ne jouirait pas de toutes ses facultés mentales.

o **L'ouragan «Bob» a fait quatre morts.** – L'ouragan «Bob, qui frappait les côtes atlantiques des Etats-Unis depuis samedi 17 août, est redevenu une tempête. La vitesse de ses vents, passée de 185 kilomètres-heure à 112 kilomètres-heure lundi 19 août, devrait diminuer au fur et à mesnre de sa progression vers le Canada. Le bilan était lundi de quatre morts et d'une vingtaine de blessés. Les dégâts matériels semblent peu importants, même si 1,5 million d'abonnés ont été privés d'électricité, et douze mille personnes évacuées dans l'état du Maine. En Chine du sud, le passage d'un typhon baptisé «Fred» a fait sept morts et quatre cent vingt mille sinistrés dans les provinces de Hainan et de Canton.

o **Un incendie a détruit 500 hectares dans les Bouches-du-Rhône.** – L'important incendie, qui a débuté lundi 19 août, dans un secteur boisé, près de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), et a ravagé environ 500 hectares, n'était pas encore totalement maîtrisé mardi 20 août au matin. Parties d'Aurons, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Marseille, les flammes s'étaient rapidement dirigées vers le sud, touchant quelques habitations et menaçant le château et le parc zoologique de La Barben. Une dizaine de pompiers, sur le millier engagés, ont été légèrement blessés et un véhicule a été détruit.

o **Huit morts dans un accident de la route en Haute-Saône.** – Huit Tunisiens ont trouvé la mort au cours d'nn accident de la route, mardi 20 avril *au matin, sur la RN 57* entre Saulx et Luxeuil (Haute-Saône). Alors qu'il effectuait un dépassement, leur break est entré en violente collision frontale avec un poids lourd qui roulait en sens inverse. Les huit passagers de la voiture, les parents et les six enfants de la famille Chikaoui, d'après les premiers éléments de l'enquête, sont morts sur le coup.

o **Collision mortelle en Suisse entre une voiture et un autocar transportant des handicapés.** – Une collision entre *un autocar* transportant des handicapés venant de France et un autre véhicule a fait deux morts et des blessés, lundi 19 août, au Bouveret (Suisse), près de la frontière française. Le conducteur du car a heurté le bord de la route, et son véhicule e percuté une voiture qui circulait en sens inverse. Le conducteur et la passagère de l'automobile, domiciliés à Villeneuve (sud-ouest de la Suisse), sont décédés. Le conducteur du car et un de ses passagers ont été blessés. – *(AFP.)*

L'enquête sur la mort de l'ancien premier ministre du chah

La piste des assassins de Chapour Bakhtiar s'arrête en Suisse le 15 août

Deux des trois assassins présumés de Chapour Bakhtiar, Mohamad Azadi et Ali Vakili Rad, nvaient laissé derrière eux beaeunp d'indices après la découverte du eorps de l'ancien premier ministre *da Chah, jeudi 8 août*. Mais une fois repérés en Suisse, ils semblent s'être évanouis dans la nature tout comme le troisième suspect Faydoum Boyer Ahmadi, qui avait, lui, séjourné pendant une semaine dans un appartement du treizième errondissement de Paris. La police helvétique n perdn la traee d'Ali Vakili Rad, alies Musa Koçer, mercredi 14 dans la matinée, et eelle de Mohamad Azadi, elias Ali Knya, jeudi 15 août à 10 h 40.

Le chef de la sûreté suisse, M. Urs Rechsteiner, a déclaré, lundi 19 août, qu'une souricière mise en place par la police de Genève pour intercepter l'un des assassins présumés a échoué en raison de révélations prématurées à la presse. *«Si quelqu'un n'avait voulu scier l'opération, il ne s'y serait pas pris autrement»*, s noté le chef de la sûreté à propos de la diffusion par TF1 au journal de 20 heures, vendredi 16 août, d'images montrant l'Hôtel de l'Etoile, où les policiers attendeient le retonr de Mohamad Azadi, qui y avait laissé ses affaires. Selon M. Rechsteiner, les policiers français qni ont vu l'émission ont été *«aussi écœurés que nous»*. M. Rechsteiner ignore toutefois qui a divulgué cette souricière aux journalistes et si quelqu'un y evait intérêt.

C'est dans ces conditions que la polémique sur le déroulement de l'enquête se développe en France. *«Je trouve inadmissible et scandaleux qu'on ait osé prétendre à une négligence active de la police et du gouvernement. C'est extrêmement grave»*, a déclaré, lundi 19 août à l'AFP, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, qui avait été reçu auparavant par Mme Edith Cresson. Mis en cause par M. Robert Pandraud, ancien ministre de la sécurité du gouvernement Chirac (*le Monde* du 20 août), le ministre de l'intérieur a indiqné que *«les services de police et particulièrement les services de la brigade criminelle sous l'autorité de Jean-Pierre Sanguy ont depuis le début de cette affaire apporté toute la diligence nécessaire. Il est bien évident toutefois que je ne peux donner les informations que dans les limites de la légalité*, n précisé le ministre. *Un juge d'instruction est chargé de cette affaire. Ce n'est pas à moi de violer le secret de l'instruction»*.

M. Marchand a insisté sur le rôle des CRS chargés de la sécurité de l'ancien premier ministre iranien. *«Dans le cadre de consignes extrêmement précises établies depuis 1989 en accord avec M. Bakhtiar, qui voulait conserver un espace de liberté, les CRS ne devaient pas pénétrer dans le domicile. Ils avaient par contre le devoir de faire ce qu'ils ont parfaitement fait, c'est-à-dire demander l'identité de ceux qui rendaient visite à M. Bakhtiar et de n'autoriser ceux-ci à pénétrer dans le domicile qu'avec son accord et celui de son secrétaire.»*

M. Marchand a rappelé que *«la sécurité personnelle de M. Bakhtiar était assurée par un inspecteur des renseignements généraux qui n'était autre que son fils»*. Il a souligné que le cahier rempli par les CRS sur lequel ils devaient mentionner l'identité des visiteurs *«o permis d'agir immédiatement»* quand le crime a été découvert. *«Dès 15 heures, le 8 août, un avis de recherche étoit loncé et le contrôle aux frontières renforcé»* et le lendemain les photos des suspects *«étaient imprimées à quatre-vingt-dix mille exemploires puis transmises à tous les gouvernements du groupe de Trévi»*.

e Dans cette affaire qui se présente de façon assez exceptionnelle, è concln M. Merchand, une dizaine de jours après le crime on sait que deux suspects sont allés en Suisse, un commissaire et deux inspecteurs s'y sont également rendus. Quant au troisième suspect, nous avons en France des dizaines et des dizaines d'inspecteurs qui travaillent.»

Dans une interview publiée par *le Figaro* dn 20 août, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur de 1977 à 1981, a déclaré qu'il ne croyait pas *«à la thèse d'un délai volontairement laissé aux assassins pour filer ou étouffer l'affaire»* et qu'il penchait plntôt pour *«un certain relâchement»* des mesures de sécurité autour de l'ancien premier ministre du chah.

هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Des plans tirés sur Mars

La vie serait possible sur la planète rouge, à condition d'y mettre le prix et d'attendre quelques milliers d'années. Deux chercheurs de la NASA l'affirment dans la revue Nature

DEPUIS la découverte de Mars par Galilée en 1610, depuis, surtout, la « vision » de l'Italien Giovanni Schiaparelli, qui affirmait en 1882 que les « canaux » martiens se transformaient au cours des saisons, la planète rouge n'a cessé de narguer les scientifiques. Et les missions spatiales Mariner et Viking, qui fournirent dans les années 60 et 70 des données sans précédent sur l'atmosphère martienne, n'ont fait qu'accroître leur perplexité.

Voici en effet une planète dont l'atmosphère contenait autrefois, comme celle de la Terre, d'importantes quantités d'azote et de vapeur d'eau, et qui se retrouve aujourd'hui constituée à plus de 95 % de gaz carbonique.

Effet de serre

Une planète où l'eau liquide fut sans doute présente en abondance pendant le premier milliard d'années de son existence, dont la température était donc suffisamment élevée pour prévenir une glaciation générale, et où règne aujourd'hui un désert glacial (en moyenne – 60° C). Une planète, en somme, où toutes les conditions physico-chimiques semblent avoir été réunies dans un lointain passé pour favoriser l'émergence de la vie, et qui ne paraît plus aujourd'hui qu'un astre désespérément mort.

De temps à autre, les chercheurs tentent de rebâtir le rêve. Christopher McKay et Owen Toon, spécialistes d'exploration planétaire au centre de recherche Ames de la NASA (Californie), et James Kasting (département de géosciences de l'université de Pennsylvanie), viennent ainsi de se pencher avec le plus grand sérieux sur l'art et la manière... de faire pousser des fleurs sur la planète Mars. Le projet a de quoi séduire et paraît sans doute vraisemblable, puisque la revue *Nature*, d'ordinaire peu sujette à la fantaisie, lui consacre la couverture d'un récent numéro (daté du 8 août).

Qu'est-il arrivé sur la planète rouge après sa formation, il y a de cela 4,5 à 4 milliards d'années ? Très vite, sans doute, les histoires de la Terre et de Mars ont divergé. Tandis que la première entretenait un effet de serre suffisant pour que la vie s'y épanouisse, la seconde, plus légère et plus éloignée du Soleil, laissait progressivement son atmosphère lui échapper. La pression y est aujourd'hui d'environ 6 millibars, loin, très loin de nos 1 310 millibars terrestres.

Quelques bars de plus et Mars pourrait donc renaître à la vie, affirment Christopher McKay et Owen Toon. Scientifiquement, leur scénario semble imparable : pour que le processus s'inverse, il suffirait de réchauffer la surface martienne d'une vingtaine de degrés. En libérant les gaz vitaux emprisonnés dans les roches et les calottes polaires, ce réchauffement entraînerait à son tour l'enrichissement progressif de l'atmosphère martienne. L'effet de serre ainsi créé contribuerait ensuite de lui-même à élever la température au sol et à libérer l'eau retenue dans les glaces, jusqu'à reconstituer, *« dans un laps de temps compris entre 100 et 100 000 ans »*.

BALABER-GAMMA-LIAISON

Une planète qui ne paraît plus aujourd'hui qu'un astre désespérément mort (mission Viking 1975)

Et de suggérer une solution infiniment plus réaliste : pour ranimer l'atmosphère martienne, il suffirait d'y larguer massivement certaines substances susceptibles de favoriser un effet de serre. Par exemple des chlorofluorocarbones (CFC), ces gaz de synthèse devenus tristement célèbres pour détruire, sur Terre, la couche d'ozone atmosphérique qui nous protège du rayonnement ultraviolet émis par le Soleil.

On objectera, à juste titre, que notre connaissance de la géologie martienne ne permet pas de certifier que l'eau et l'azote sont encore assez abondants pour permettre aux plantes d'y prendre racine. On soulignera, avec raison, que la proposition des chercheurs américains arrive un an après que soixante-dix pays ont convenu, lors de la conférence de Londres sur la protection de la couche d'ozone (*le Monde* daté 1er-2 juillet 1990), d'éliminer complètement d'ici à l'an 2000 la production et la consommation de CFC.

Mais, après tout, qu'importe ? *« Tout ce qui s'est fait dans le monde s'est fait au nom d'espérances exagérées »*, disait Jules Verne. La recherche moderne parviendra parfois encore à le rejoindre, et c'est là l'essentiel.

CATHERINE VINCENT

Eradiquer la dracunculose

Plus connue sous le nom commun du parasite qui la provoque – ver de Guinée ou filaire de Médine – la dracunculose est, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'unique affection parasitaire pour laquelle on peut envisager une prochaine éradication. Sans qu'on puisse avec précision fixer cette échéance, plusieurs éléments chiffrés indiquent que de notables progrès ont été obtenus dans la lutte contre ce parasite : aujourd'hui on estime à moins de trois millions le nombre total des cas alors qu'il devait y en avoir entre cinq et dix millions au milieu des années 80.

Dracunculus medinensis est un ver rond, de grande taille, pouvant atteindre un mètre qui, lors de son cycle pathogène, migre au sein du tissu conjonctif humain pour ensuite émerger à travers la peau – notamment au niveau des articulations ou de la plante des pieds – provoquant à cet endroit de douloureux ulcères. L'élimination du ver entraîne une période d'inactivité de plusieurs semaines qui atteint plusieurs mois lorsque, comme c'est très fréquemment le cas, le malade est conjointement infecté par plusieurs parasites.

L'Inde et le Pakistan

Cette affection spectaculaire est due à l'absorption de *Cyclops*, mollusque de très petite taille vecteur du parasite, présent dans certaines eaux de boisson. La lutte contre la dracunculose consiste à promouvoir la consommation d'eau saine et à bloquer la transmission parasitaire en prévenant le contact entre les ulcères des malades et les eaux qui serviront à la boisson. Des opérations ponctuelles de lutte chimique contre les mollusques peuvent également être mises en œuvre.

La dracunculose frappe, pour l'essentiel, les populations rurales et pastorales. Elle sévit en Afrique dans une région qui englobe principalement la Mauritanie, le Sénégal, le Ghana, la Côte-d'Ivoire, le Nigeria, le nord du Cameroun, le Tchad, le Soudan et le Mali. *« Grâce à des programmes d'éradication remarquablement conduits, l'Inde et le Pakistan, les deux seuls pays du continent eurasiatique encore touchés par la dracunculose sont en voie d'éradiquer cette endémie »*, estimaient l'an dernier les spécialistes de l'OMS.

De fait, les derniers chiffres rendus publics par l'Inde témoignent de cette évolution positive, les cas notifiés passant de plus de 23 000 en 1986 à moins de 5 000 l'an dernier. Au Pakistan (160 cas l'an dernier) on est dans la phase finale de l'éradication de la maladie. En Afrique, les progrès sont surtout sensibles au Nigeria et au Ghana où, après une flambée parasitaire en 1988 et 1989, les chiffres de l'an dernier, bien qu'élevés (respectivement 394 000 et 117 000 cas) permettent de nourrir de sérieuses espérances.

Les fonds humanitaires de lutte contre la dracunculose sont, en Afrique, associés à ceux de l'US Aid au Ghana et en Ouganda. Pour sa part, l'UNICEF investit en Côte-d'Ivoire, en Ethiopie, en Mauritanie, au Bénin et au Burkina-Faso.

Evoquée il y a deux ans à Lagos par M. Jimmy Carter, l'éradication de la dracunculose sera-t-elle une réalité en 1995 comme le prévoyait l'ancien président des États-Unis qui lançait alors, dans le cadre de l'organisation humanitaire Club 2000, une collecte de fonds destinés à la lutte contre cette affection ? Rien n'est moins sûr.

JEAN-YVES NAU

POINT DE VUE

Trafics d'argent et greffes d'organes

par les professeurs Jean Escat et Didier Houssin

LA transplantation d'organes a une utilité bien établie, mais les greffons sont rares et des malades attendent longtemps, parfois au risque d'en mourir, la transplantation dont ils ont besoin. Une rumeur, récemment rendue publique par voie de presse, dit que des trafics d'argent auraient intervenus, en France, dans l'attribution de certains de ces greffons (*le Monde* du 4 juillet). Cette accusation pose un grave problème, il doit être résolu.

Au-delà de son efficacité thérapeutique et de ses aspects techniques, la transplantation a une dimension bien particulière qui symbolise le progrès de notre civilisation. Le don d'organe est, en effet, un acte exceptionnel de générosité et de solidarité, et qu'il doive intervenir dans la tragédie d'une mort brutale le grandit encore. La France a inscrit cette générosité et cette solidarité dans sa loi ; c'est un acquis formidable de notre morale collective. Mais ce progrès ne va pas de soi, il fut et demeure le fruit de difficiles efforts, les forces de l'individualisme le menacent ; attention : il reste fragile.

Une transplantation est soumise à de multiples contraintes : elle mobilise plusieurs équipes de chirurgiens, d'anesthésistes-réanimateurs, d'infirmières, de biologistes, etc. ; ils doivent être prêts à chaque instant, de jour comme de nuit, souvent en plus de leur travail de routine et au détriment de leur vie privée, à se rendre disponibles pour de très longues heures; ils doivent agir vite, car la qualité du greffon ne souffre aucun retard ; parfois, les organes doivent être transportés puis greffés à des centaines, voire des milliers de kilomètres du prélèvement.

L'organisation institutionnelle actuelle est incapable de garantir que toutes ces conditions soient toujours remplies et que toutes les étapes qui mènent de l'annonce d'une mort cérébrale à la transplantation aient toujours franchies ; les « bonnes raisons » d'interrompre leur acheminement, au prix de la perte d'un greffon et d'une chance pour un malade ne manquent pas. Pour que la transplantation ait lieu malgré tous les obstacles, il faut que les acteurs soient animés d'enthousiasme et d'ardeur, désintéressés, prêts à des fatigues démesurées. Ces qualités relèvent comme un « supplément d'âme » qui ne peut naître et perdurer que dans un climat irréprochable. Le dimension morale de la transplantation est nécessaire à sa réalisation.

Or, dans le climat de méfiance que crée la rumeur de malversation, la générosité publique risque de s'altérer et le nécessaire élan moral des transplanteurs de se briser. Le nombre des transplantations pourrait alors diminuer et les délais d'attente s'allonger.

Pour que la transplantation continue à sauver les vies qu'elle peut sauver, il faut que la confiance revienne. Si rien ne fonde les rumeurs, qu'on le proclame et que les soupçons soient levés ! S'il y a eu des actions répréhensibles, que des sanctions soient prises, avec rigueur et sans passe-droit, conformément à la loi, à la réglementation et à la déontologie médicale ! C'est aux responsables politico-administratifs compétents du ministère de la santé, comme l'a demandé France-Transplant, ou du ministère des finances, d'enquêter et d'instruire pour que la lumière soit bientôt faite.

La transplantation a besoin de la vérité.

► **Le docteur Jean Escat est professeur de chirurgie digestive au CHU de Rangueil (Toulouse). Le docteur Didier Houssin est professeur de chirurgie digestive au CHU de Cochin Port-Royal (Paris).**

SCIENCES • MEDECINE

Des trous pour protéger l'avant-port de Dieppe

Dans le courant de cet été et au début de l'automne, neuf caissons à trous vont prolonger de 225 mètres la digue ouest du port de Dieppe pour mieux protéger l'avant-port des houles venant du large

LA forme 7 dans le port du Havre a de bien étranges locataires. Avant la guerre, c'est elle qui recevait le *Normandie* lorsque le paquebot avait besoin de passer en cale sèche. Avec ses 313,75 mètres de long, le *Normandie* remplissait toute la forme et son étrave fine et élancée débordait le bout de la cale sèche et dominait de ses quelque 31 mètres les rares personnes admises à contempler ce spectacle inoubliable. Actuellement, rien n'émerge au-dessus des rebords de la *forme*. A l'un de ses bouts, un petit cargo a l'air un peu ridicule de se faire réparer au fond d'un si grand volume. A l'autre bout – après un espace vide – deux « boîtes », bizarres avec leurs parois de béton armé et vibré percées de grands trous circulaires de 90 centimètres de diamètre, sont en construction. Sept autres « boîtes », terminées celles-là, *flottent* un peu plus *loin* dans un bassin du port.

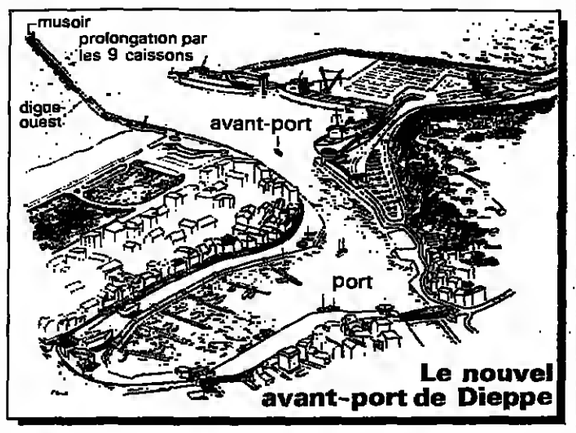
Au total, ce sont donc neuf caissons qu'a *construits ou* que *finit* de construire le CITRA et qui, à la fin d'octobre, devraient prolonger de 225 mètres la digue ouest du port de Dieppe. Telles qu'elles sont actuellement, les deux digues, en effet, protègent mal l'avant-port de Dieppe des houles venues du large, de l'ouest le plus souvent : certains jours, ces houles y ont 3 ou 4 mètres de haut et *empêchent* tout ferry d'accoster. Il est donc impossible d'augmenter le trafic Dieppe-Newhaven étant donné les dimensions relativement modestes du port proprement dit. D'où l'idée de cette prolongation de la digue ouest, celle qui peut avoir un effet d'atténuation de la houle.

Chaque caisson a une longueur et une largeur de 25 mètres et une hauteur de 16 mètres. Chacune des parois tournées vers l'extérieur de la prolongation de la digue est, comme nous l'avons dit plus haut, percée de grands trous ronds. Les parois faisant face au large comportent 9 rangées de 16 trous ; celles regardant vers le port, 8 rangées de 16 trous, soit 272 trous pour chaque caisson (1).

Ce n'est pas pour faire de jolis effets de lumière que tous ces trous ont été ménagés dans les parois de béton gris. Il s'agit d'un procédé d'amortissement de la houle imaginé par l'ingénieur Gérard Jarlan et utilisé, notamment, pour plusieurs des plates-formes de béton de la mer du Nord. Bien entendu, la mise au point du procédé a nécessité de nombreux calculs aussi bien par des modèles mathématiques que par des expériences dans un bassin d'essai de la SOGREAH. Mais l'efficacité des *trous peut facilement être* comprise. La houle « déferle » sur la paroi à trous. L'énergie de celle-ci est en partie réfléchie par cette paroi et en partie « avalée » par les trous puis dissipée par les tourbillons qui se forment dans la chambre intérieure du caisson avant que l'eau qui est entrée par les trous ressorte par les mêmes trous.

En fait, chaque caisson n'est pas une grande boîte vide. It est divisé en 8 compartiments par des cloisons internes : une cloison pleine dans le sens de la longueur, trois cloisons où s'ouvrent 21 grandes baies de 2 mètres sur 3 dans le sens de la largeur. Ce qui facilite et brise tout à la fois la circulation de l'eau et donc favorise la formation des tourbillons dissipateurs de l'énergie de la houle.

Chaque caisson est fait de 6 000 tonnes de béton et de 290 tonnes de ferraille. Les parois faisant face au large sont épaisses de 90 centimètres et celles regardant vers le port 85 centimètres. Le fond (ou radier) est épais de 75 centimètres.



Le nouvel avant-port de Dieppe

Une plate-forme composite

La mise en place des neuf caissons nécessite d'importants travaux pour aménager, entre 5 ou 6 mètres et 8,50 mètres au-dessous du 0 des cotes marines (le 0 est le niveau de la *marée la plus basse connue sur* ce bout de côte), une sorte de plate-forme plane et résistante qui constituera le soubassement de la nouvelle digue. Cette plate-forme est aménagée sur le fond de sable et de galets aplani par dragage et flanquée de deux fossés longitudinaux. Sur elle, on posera d'abord un tapis de tissu synthétique où sont fixées des fascines de roseaux, puis deux couches de cailloux (les premiers de moins de 1 à 80 millimètres de diamètre, les seconds de 20 à 80 millimètres de diamètre) d'une épaisseur totale de 60 centimètres et dont le sommet, bien plat, sera situé à 3,75 mètres au-dessous du 0 des cotes marines.

Lorsque des prévisions météorologiques spécialement établies pour l'opération donneront la quasi-certitude de trois jours de temps calme, la société de remorquage des Abeilles amènera les caissons un par un en flottaison. Positionnés avec la plus grande précision pendant une marée haute, ils seront coulés à marée basse grâce à l'eau qu'y laisseront entrer quatre vannes. Inutile de dire que, pendant le remorquage entre Le Havre et Dieppe et pendant les opérations de mise en place, *les rangées inférieures de trous* seront bouchées par de solides obturateurs qui seront enlevés lorsque les caissons reposeront sur leur plate-forme support.

Pour assurer la stabilité de la nouvelle digue, on coulera dans les neuf caissons, après leur pose, 31 000 tonnes de béton de lest. Dans le même temps seront déversés au pied des caissons (dans les fossés) des enrochements de calcaire en blocs de 100 à 250 kilos puis de 3 à 5 tonnes (2), qui empêcheront les vagues d'affouiller la base de l'ouvrage.

Entre deux caissons consécutifs sera laissé un espace de 0 à 10 centimètres dans le bas duquel seront déversés des sables et des graviers.

Viendront enfin les travaux de finition : coulage d'une dalle de couverture percée de trous permettant à l'eau *apportée par la houle* d'entrer et surtout de sortir ; coulage enfin, sur chaque caisson, de trois parapets et d'un mur déflecteur qui feront de la nouvelle digue une promenade accessible aux amateurs de paysages marins.

Si tout se passe bien, et surtout si les conditions météorologiques sont favorables, la mise en place de la nouvelle digue par les sociétés Dragumar et Tinel devrait être faite en deux mois et achevée à la fin du mois d'octobre. Le coût de l'ouvrage était estimé en 1989 à 85 millions de francs ; participent à son financement plusieurs ministères, le département de la Seine-Maritime, la région de Haute-Normandie, la ville et la chambre de commerce de Dieppe, etc. La maîtrise d'ouvrage est assurée par le ministère des transports et la maîtrise d'œuvre par la direction départementale de l'équipement.

YVONNE REBEYROL

(1) Le caisson du musoir, c'est-à-dire celui qui constituera la nouvelle extrémité de la digue, a 32 trous supplémentaires situés sur sa face qui est tournée vers le large ; à l'autre bout, le premier caisson en a 16 sur sa face qui regarde l'extrémité de l'ancienne digue ; hors ces extrémités, les caissons « normaux », ceux qui sont posés à la suite les uns des autres, ont des faces pleines sur leurs côtés qui font face au caisson suivant ou précédent. Au total, les *225 mètres de la nouvelle* digue *seront* percés de 2 496 trous.

(2) Les enrochements de l'extrémité du musoir seront entièrement constitués de blocs de 3 à 5 tonnes.

Echoué

Le premier des neuf caissons destinés au prolongement de la digue ouest du port de Dieppe est échoué en bordure de plage depuis le 11 août. Il est devenu une curiosité pour les touristes. Alors que le caisson était remorqué par une « ebaille » de haute mer depuis le port du Havre, où il a été construit par la société CITRA, la dispositif d'ancrage s'est brisé par un vent de force 8 à 10 nœuds. Le bloc de béton alvéolé s'est mis alors à dériver. Les responsables du chantier maritime ont ainsi préféré l'échouer. Ils attendent maintenant les marées de « morte eau », prévues fin août, pour effectuer sa mise en place.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Thaïlande : le sida via la prostitution

Sur 55 millions d'habitants, la Thaïlande pourrait compter 6,7 millions de séropositifs dons une dizaine d'années. Comment lutter contre le fléau ?

BANGKOK
de notre correspondant

« *Il ne faut pas prendre ces projections à la légère. Elles sont le fruit d'études sérieuses* », insiste Jean Barry, un Canadien professeur de psychologie à l'université Cbulalongkorn, en nous recevant dans les locaux de la première « clinique anonyme » de tests du virus HIV. Aménagée par la Croix-Rouge thaïlandaise dans le centre de Bangkok, face au campus universitaire, cette elinique s'est ouverte début août sous la direction du docteur Praphan Phanppak, directeur du département d'immunologie de la célèbre université. Le test habituel, avec résultats dans un délaï de trois jours, coûte 80 baths, soit un peu moins de 20 F. Le test avec résultats dans les deux heures qui suivent coûte 200 baths.

Le docteur Praphan explique : « *Nous devons compter déjà entre deux cent mille et trois cent mille séropositifs. L'expérience montre que ce chiffre double tous les douze mois. Qu'on se retrouve* avec *1,5 million de séropositifs en 1995 est tout à foit plousible.* » « *Mais,* poursuit-il, *l'essentiel n'est plus de savoir s'il y* o *déjà deux cent mille* ou *cinq cent mille séropositifs en Thaïlande. L'essentiel est que toutes les couches de la société, toutes les catégories de gens sont menacées, hétérosexuels, femmes, nouveaunés... Il n'y* n *plus de groupes spécifiques* ò *risque.* » Et d'ajouter : « *La réponse est l'éducation. L'explosion, celle des victimes, ne s'est pas encore produite. Il y* o *encore des gens qui meurent du sido sans le savoir.* »

La fille du roi

Une fois par mois sont publiés les derniers chiffres connus, donc *minimalistes, mais* que la presse reprend désormais assez régulièremeot. Une chaîne de télévision a récemment diffusé un entretien entre M. Mechai et un malade. Il y a deux ans, alertant ainsi pour la première fois le grand publié, la fille du roi était intervenue, sur le petit écran, pour mettre en garde contre les dangers du sida. Depuis, la Thaïlande a commencé à sortir, mais bien tardivement, d'une dangereuse torpeur. « *La prise de conscience s'effectue, notamment au niveau gouvernemental, mais c'est une autre chose de changer radicalement les habitudes* », résume le docteur Praphan. Entre-temps, le virus s'est répandu de manière alarmante.

Les enquêtes les plus récentes en font foi. Dans certains districts du Nord, la région apparemment la plus touchée, sans doute en raison de la diffusion de la drogue, le taux de séropositivité chez les jeunes conscrits atteint parfois jusqu'à 17 % ou 18 %. Sur les 32 417 porteurs du virus officiellement recensés fin juillet, une bonne moitié sont des drogués. Les homosexuels ne représentent que 0,6 % du total. Fait nouveau, le groupe des hétérosexuels, hommes et femmes, forme 36 % du total. Le nombre connu des nouveau-nés infectés a progressé de la façon suivante : 3 en 1988, 36 en 1989, 216 en t990 et 94 pendant les six premiers mois de 199 t. Dans la seule province de Chiang-Mai, le nombre rapporté des porteurs avait *augmenté* de 70 % au 10 juillet par rapport à l'année dernière.

La drogue et le tourisme ont sans doute été, au départ, les principaux vecteurs du virus, mais ce stade est maintenant largement dépassé. La prostitution liée au tourisme occidental et japonais ne représente que 10 % d'un commerce auquel s'adonnent, selon les évaluations les plus sérieuses, environ un million de personnes, dont une centaine de milliers d'enfants. La clientéle étrangère est, en outre, généralement avertie des risques, très réels, qu'elle prend. Changer les habitudes fortement ancrées des Thaïlandais eux-mêmes – fréquentation régulière des maisons closes, des *love hotels*, des maisons de passe – est devenn la préoccupation majeure de ceux qui tentent d'enrayer l'épidémie.

« Docteur Condom »

La Croix-Rouge thaïlandaise vient de réaliser une enquête auprès de 2 801 personnes (1 126 hommes el 1 675 femmes ; 899 citadins et 1 902 ruraux) âgées de quinze à qnarante-neuf ans. 17,2 % des hommes mariés ou en ménage (contre 2 % des femmes dans une situation identique) ont rapporté avoir des relations sexuelles avec d'autres partenaires. Sur ce pourcentage, 77,2 % « paient » ou « sont payés » ; 34,2 % ont eu plus de cinq partenaires dans les douze mois écoulés et 7,3 % plus de vingt parteuaires. 33,1 % des hommes qui *paient* (on reçoivent de l'argent) à l'occasion de relations sexuelles disent ne pas utiliser de préservatifs (52,4 % ont déclaré avoir renoncé à leur usage). 18,3 % des hommes et 0,7 % des femmes ont déclaré ne pas avoir encore d'expérience sexuelle.

« *Nous calculons que moins de lo moitié des hommes* ont *recours aux préservatifs* », estime le docteur Praphan. Pourtant, d'énormes efforts ont été entrepris pour distribuer et vanter l'utilité des préservatifs, y compris dans les maisons closes et les bars. M. Mechai avait lui-même, il y a deux ans, mené campagne dans les bars, ce qui lui a valu le surnom de « *Docteur Condom* ».

Mais, dans un pays où la prostitution est pourtant illégale depuis plus de trente ans, la tradition des maisons closes est fermement établie, même dans les bourgs les plus reculés, où la passe coûte l'équivalent de 15 F à 25 F. Tout le monde ferme les yeux, y compris la police locale, parce qu'elle y trouve, *sans* doute, son compte. Le commerce dn sexe est particulièrement répandu *sur* les *frontières*. Dans le Sud, fuyant les tabous de l'islam dane leur propre pays, les Malais *vont* passer leurs week-ends dans les *luna-parks* que sont devenues Hat-Yai ou Song-Khla. Dans le Nord, aux abords du Triangle d'or, l'un des grands centres producteurs de drogne, notamment du côté birman de la frontière, il existe un important trafic de jeunes prostituées que la police thaïlandaise s'est efforcée, surtout récemment, de démanteler.

Légaliser la prostitution ?

Une bonne partie des prostituées viennent des régioos les plus déshéritées du Nord et du Nord-Est, qui n'ont pas encore bénéficié de la forte expansion économique dn pays. Elles « descendent » donc sur la grande métropole de Bangkok (plus de buit millions d'habitants), *où une minorité consistante d'entre* elles échouent dans des bars, des massages-parloirs ou, même, des *maisons closes*. Certaines ont été vendues par leurs parents, mais c'est l'exeeption. La plupart envoient régulièrement de l'argent à leurs familles. Au bout de quelques années, elles regagnent leurs villages et fondent un foyer. Mais, ces derniers temps, quelques-unes reviennent malades et meurent d'une pneumonie ou d'une autre grave affection. Elles avouent rarement avoir le sida.

Que faire ? « *Instruire, éduquer, apprendre aux gens les précautions qu'il faut prendre et pourquoi Il faut le faire. Ici, c'est la seule attitude réaliste. Arrêter la prostitution ? Ce n'est pas réaliste. Le problème, c'est que les gens n'y croient pas encore, sauf dans les couches sociales les plus instruites. Ils n'entendent pas encore parler de morts mais seulement de séropositifs* », estime le docteur Praphan, avant d'ajouter : « *Les gens ont cru pendant longtemps que c'était une maladie d'étrangers. Ils commencent seulement à se rendre compte que ce n'est plus le cas. Il faut éduquer les prostituées : elles savent souvent, dans les bars et les salons de massage, qu'il faut utiliser les préservatifs. Mais elles n'osent pas renvoyer un client qui refuse d'en porter un. Et, pour beaucoup trop d'hommes encore, il n'y* o *pas de plaisir avec un préservatif.* »

Pour le docteur Praphan, il faut également recourir à « *une approche légale intégrée* ». « *D'abord,* dit-il, *le lobby touristique n'est plus* un *problème : il peut comprendre que son intérêt à long terme est de nous aider. Ensuite, il nous faut la collaboration de tous les services : santé, police, etc., ce qui* o *déjò été fait dans certaines provinces avec succès. En outre, on pourrait, par exemple, légaliser la prostitution. Prendre des mesures punitives n'est pas satisfaisant sur le plan déontologique et ne sert à rien. La prostitution est interdite, et regardez ce qui se passe...* » M. Mechai semble du même avis et s'est élevé avec énergie, début août, contre un projet de loi qui stipulerait que tout malade du sida devrait demeurer à la disposition des autorités à tout moment. « *Une telle disposition,* a-t-il commenté, *viole les droits individuels et ressemble à l'une des lois hitlériennes.* »

Enfin, les organismes en charge de la lutte contre le sida demandent davantage de moyens et, surtout, un minimum de gaspillage. « *A quoi cela sert-il qu'une prostituée puisse produire devant son client un certificat comme quoi elle n'était toujours pas contaminée l'avant-veille ?* » déclare le docteur Praphan quand on lui rapporte les affirmations de patrons de bar selon lesquels « *toutes leurs filles, régulièrement contrôlées, sont propres* ». Une jeune prostitnée, séropositive et jeune mère, a sa propre réponse à la question : « *Comme je sais que je suis condamnée, non seulement je continue, mais je prends autant de clients que je peux afin de mettre de l'argent de côté pour l'éducation de mon enfant.* »

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE SA
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F
Télifax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Régie Presse SA.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	468 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	t 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
_____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
111 MON 03

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi Philippe Herreman Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

CULTURE

CINÉMA

La précision du cœur

Avec une splendide économie de moyens Satyajit Ray révèle la faillite d'une génération

LES BRANCHES DE L'ARBRE
de Satyajit Ray

L'arbre est un banian, l'emblème des brahmanes. Son nom est Ananda, vieillard riche en fortune et en respect de ses concitoyens. Il a quatre branches, quatre fils : l'aîné est un patron prospère et bonhomme, le second est devenu «idiot» depuis un accident, le troisième est un affairiste play-boy, le quatrième a quitté son emploi respectable pour se faire comédien. L'arbre a aussi ses racines, un grand-père gâteux, fantôme sauvage dans la grande maison si policée. Le jour de ses soixante-dix ans, Ananda est victime d'une attaque cardiaque. Toute sa famille accourt à son chevet.

Les Branches de l'arbre est l'histoire de cette veille. Un quasi-huis clos en famille, qui est également une métaphore sociale, et une fable morale. Metteur en scène, Satyajit Ray est aussi, comme pour tous ses films, l'auteur de la musique, et c'est en fait la même chose. Il y a beaucoup de la science du compositeur dans la façon dont il filme en plans longs – qui ne sont pas des plans-séquences, – organisant les masses et les rimes suivant une ligne narrative et la brisant, laissant affleurer un trouble, un mystère parfois, dans la plus quotidienne des situations.

Le cinéaste bengali a le même âge que son personnage central et, ce n'est pas un secret, il n'est pas en meilleure santé. Le dispositif apparemment simple du film – quelques personnages dans un intérieur – est aussi le fruit des limites physiques de son auteur. Il en allait déjà ainsi, mais avec une moindre réussite, dans son précédent film, *Ganashatru*.

Les membres d'une famille discutant entre salon et cuisine, voilà qui fleure le Sitcom, et le format en 1/33 du film (celui des écrans télé) ne fait qu'augmenter le risque d'un tel voisinage. Risque balayé avec une aisance magistrale, celle d'un virtuose du langage cinématographique. Sur l'écran de Ray tout bouge et respire, tout est nuance et profondeur.

La position et l'évolution (physiques mais aussi morales et intellectuelles) des personnages, la position et les déplacements de la caméra paraissent réglés comme une chorégraphie, en cercles concentriques. Au centre, immobile sur son lit (très peu montré mais omniprésent dans les esprits et les conversations), se trouve le père malade, incarnation de principes moraux. Autour sont les quatre frères, chacun bougeant sur son rythme propre. En retrait et pourtant essentiel, le chœur est composé par les épouses du premier et du troisième frère, et par le fils de l'aîné, tandis que le grand-père sénile joue les éléments perturbateurs dans cette mise en place si parfaite.

Sans la délicatesse et la complexité des comédiens, tous irréprochables, cette construction pouvait devenir schématique. Mais l'incarnation par Soumitra Chatterjee (dont c'est le quatorzième rôle chez Satyajit Ray) du frère frappé d'imbécillité est en elle-même une splendeur. Tour à tour prostré ou vociférant, chantonnant le *Concerto pour violon* de Beethoven ou éructant des prophéties trop véridiques, il exhale une douceur et une violence bouleversantes.

Soubresauts des révélations

Coïncidence – mais en est-ce vraiment une ? – quelques mois seulement séparent la sortie des *Branches de l'arbre* de celle d'un autre très beau film d'un grand cinéaste de la même génération, *Rhapsodie en août*, d'Akira Kurosawa. Si les moyens narratifs diffèrent, le sujet est semblable dans ces deux œuvres, qui pourraient être le testament de leur auteur respectif. Deux «grands-pères» du cinéma moderne constatent la même faillite morale des adultes, leurs propres enfants.

Mais alors que Kurosawa se concentrait sur les grands-parents et les petits-enfants, Ray s'attache à la génération intermédiaire, laisse se dévoiler les trahisons de l'idéal moral incarné par leur père, jusqu'à l'étouffement.

Tel l'électrocardiogramme installé près du lit du malade, le père alité, le cadet «fou» et l'enfant enregistrent les soubresauts de ces révélations. Souveraine et modeste, la caméra de Satyajit Ray à son tour semble instrument de précision, détectant ces séismes d'un petit groupe qui sont aussi ceux d'une époque, et c'est d'une très poignante beauté.

JEAN-MICHEL FRODON

► **Sortie nationale le 21 août.**

ARTS

Morale et dégénérescence

Chicago présente l'exposition nazie de Munich (1937) sur « l'art dégénéré » au moment où la censure provoque des polémiques aux États-Unis

CHICAGO
correspondance

« Nous sommes actuellement dans une exposition qui contient seulement une fraction de ce qui a été acheté avec les économies durement gagnées du peuple allemand et présenté comme art par un grand nombre de musées à travers toute l'Allemagne. Tout autour de vous, vous voyez les monstrueuses progénitures de l'aliénation mentale, de l'impudence, de l'ineptie et de l'absolue dégénérescence. » Du haut de leurs murs, des œuvres de Kandinsky, Klee, Chagall, Ernst, Kokoschka, Nolde, Beckmann, contemplent Adolphe Ziegler, président de la commission des arts visuels du IIIe Reich, qui inaugura l'exposition «Entartete Kunst» – art dégénéré ou décadent – à Munich, le 19 juillet 1937.

Le nazisme est en pleine ascension. En même temps qu'il s'attache à éliminer certaines catégories d'hommes, le national-socialisme a dans son collimateur les formes d'expression artistique qu'il considère comme indigne d'exister. Pour Hitler, l'art aussi doit avoir sa solution finale.

Au hit-parade de la dégénérescence : les expressionnistes, les futuristes, Dada, les constructivistes et la Nouvelle Objectivité. 650 pièces représentant ces divers courants et venant de 32 musées seront rassemblées en un désordre chaotique méticuleusement orchestré dans neuf salles de l'Institut d'archéologie de Munich (avant la fin de l'année 1937, 16 000 œuvres seront retirées des musées allemands).

D.R.
Détail du mur Dada

Une exposition est aujourd'hui présentée sous le même titre par l'Art Institute de Chicago. Ce n'est pas une tentative de reconstitution de la manifestation originelle. L'entreprise n'était pas réalisable : plus de la moitié des tableaux ou des sculptures ont été détruites ou perdues. L'opération relève plus de la réhabilitation collective d'œuvres considérées par Emil Nolde comme diffamées.

Mais avant de les voir, le public est invité à découvrir l'étendue, la puissance d'une censure qui toucha tous les créateurs, qu'ils soient cinéastes, écrivains, poètes ou compositeurs (il y a eu un « Entartete Musik », en 1938). Films mutilés, livres brûlés, musiques interdites sont donc présentés aux visiteurs.

Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des rouages et des conséquences de la propagande hitlérienne que l'on découvre l'«art enragé». Si l'ordre des salles et les regroupements thématiques ont été respectés dans la mesure du possible, les œuvres sont exposées dans un cadre neutre, avec une bonne lumière ; la signification de chacune d'entre elles n'est ni détournée, ni modifiée artificiellement.

Ici le foisonnement de couleurs – symptôme pour les nazis de la décomposition des esprits – apparaît comme la manifestation d'une créativité renouvelée. En fait de « dégénérescence », jamais l'invention ne fut plus débordante, plus riche, que pendant cette brève période. Et la plupart des artistes qui figurent ici sont aujourd'hui considérés comme des précurseurs, voire des classiques. Mais on mesure, à parcourir ces salles, à quel point est incertaine la façon dont l'art est perçu, ressenti. En observant la maquette de l'exposition de Munich qui s'étend sur plusieurs mètres de long, on est frappé par la puissance d'une mise en scène habile et, par voie de conséquence, de la fragilité des œuvres, de la facilité avec laquelle elles peuvent être détournées.

Le public, largement conditionné, découvrait alors des tableaux agglutinés les uns à côté des autres, superposés sur plusieurs niveaux, parfois placés très haut – voire au-dessus des portes – ou à quelques centimètres du sol – souvent sans leur cadre et toujours mal éclairés. Titres erronés et attributions incorrectes (notamment à des artistes juifs, fort peu représentés) étaient également de mise.

Le «mur dada», ou du moins ce qui fut présenté comme tel, eut ainsi droit à une attention toute particulière. Sur toute sa superficie fut reproduite de manière très simplifiée, le tableau de Kandinsky *la Tache noire*. L'injonction *« Prenez le dada au sérieux, ça ne vaut pas la peine »*, tirée de l'affiche de la première exposition du mouvement, courait en haut du mur. Sur la reproduction du tableau de Kandinsky étaient fixées trois œuvres de Kurt Schwitters et de Paul Klee, deux pages de couverture de la revue *der Dada* ainsi que des citations concernant Schwitters.

« Nature vue par un esprit malade »

Qu'importe si Kandinsky et Klee n'avaient eu que fort peu de relations avec le mouvement dada. Une mascarade complétée par de larges inscriptions : *« Payé par les taxes des travailleurs allemands »*, *« Nature vue par un esprit malade »*, *« Fureur devient méthode »*, *« Fermier allemand, vue juive »*. Entre deux séries de tableaux, et en guise de fil conducteur, les «verdicts» d'Hitler ou de Goebbels étaient offerts aux visiteurs.

L'exposition vient à point nommé pour le public américain. Plusieurs controverses et procès pour obscénité ont, ces derniers mois, fait la une de l'actualité muséale et mobilisé l'opinion publique. Après la rétrospective de Robert Mapplethorpe à Cincinnatti écourtée, l'exposition consacrée à la Conquête de l'Ouest vue par la peinture américaine provoque une vive polémique entre un sénateur républicain et la direction du National Museum of American Art de Washington.

Une seconde affaire a éclaté dans le même établissement. La directrice du musée a demandé que soit retirée de l'exposition consacrée au photographe Edward Muybridge une œuvre de Sol Lewitt, sous prétexte qu'elle donnait de la femme une image dégradante. L'œuvre incriminée consiste en une boîte noire munie de fentes au travers desquelles le spectateur peut voir avancer un nu féminin.

PIERRE-YVES GRAVIER

► **Art Institute de Chicago, jusqu'au 8 septembre.**

Palmarès du Festival de Locarno

Le jury du 44e Festival international du film de Locarno, qui s'est tenu du 7 au 17 août, a décerné le Léopard d'or, doté de 30 000 francs suisses (120 000 francs français), au film américain *Johnny Suede*, de Tom DiCillo – la vie d'un quartier pauvre de New-York – et le Léopard d'argent, de 15 000 francs suisses (60 000 francs français) à *Oblako-Rai* (Nuage-Paradis), du réalisateur soviétique Nikolaï Dostal, également récompensé par le jury œcuménique. Le troisième prix, un Léopard de bronze – 3 000 francs suisses (12 000 francs français) – a été remis au réalisateur canadien Darrell Wasik pour son film *H* (comme héroïne), qui a également obtenu le Premier Prix du jury des jeunes. D'autres Léopards de bronze ont été attribués à *Cheb*, de Rachid Bouchareb, et au *Collier perdu de la colombe*, du Tunisien Nacer Kemir. La production suisse *Anna Goeldin-Letzte Hexe*, de Gertrud Pinkus, a obtenu une mention du jury œcuménique. Le jury international de la presse spécialisée a, pour sa part attribué son Premier Prix à la seconde production américaine présentée à Locarno, *Poison*, de Todd Haynes.

□ **Un prix suisse pour le cinéma.** – Un prix du cinéma doté de 260 000 francs suisses (environ 1 million de francs français) doit être décerné à partir de 1992 par l'Office fédéral de la culture suisse, en marge du Festival international de Locarno. Plusieurs prix seront attribués, au siège de la Cinémathèque de Lausanne, à un long métrage de fiction, à un documentaire, à un film d'animation et à des personnalités du cinéma helvétique.

□ **Ecran géant pour courts-métrages.** – Une sélection de courts-métrages signés d'auteurs prestigieux sera projetée gratuitement, mardi 20 août à partir de 22 heures, sur un écran géant installé à Paris en face de l'église Saint-Eustache. Cette «Nuit du court-métrage» est organisée par Europe 2.

THÉATRE

La saison 1991-1992

Théâtre de la Ville

C'est la danse qui ouvre la saison au Théâtre de la Ville, avec, pour le Festival d'Automne, du 10 au 21 septembre, Merce Cunningham, du 24 au 28, Lucinda Childs. Puis du 1er au 5 octobre, Mathilde Monnier (*Face Nord*), du 8 au 12, Michele Anne de Mey (*Châteaux en Espagne*), les 15 et 16, Jan Fabre (*Sweet Temptations*), les 18 et 19, Catherine Diverrès (*l'Arbitre des élégances*, dans une nouvelle version), les 22 et 26, Odile Duboc (*Contre jour*). Du 3 au 7 décembre, Dominique Bagouet (*So schnell*), du 10 au 14, Trisha Brown (*Foray Forêt*, *Set and Reset*, et une création). Du 12 au 14, à 18 heures, Carolyn Carlson (*Neva*). Les 17 et 18, Anne Teresa de Keersmaeker (*Achterland*), les 20 et 21, Angelin Preljocaj (*Noce et Un trait d'union*), du 26 au 31, le Lyon Opéra Ballet (*Romeo et Juliette*). Un autre *Romeo et Juliette*, celui de Jean-Claude Gallotta, du 7 au 25 janvier. Du 28 janvier au 1er février, Wim Vandekeybus (*Toujours les mêmes mensonges*). Les 30 et 31 janvier, à 18 heures, une *Carmen* par Karine Saporta, qui reviendra du 19 au 26 mai, avec *la Princesse de Milan*. Du 3 au 7 mars, Claude Brumachon (*le Palais des vents*), du 17 au 19 mars, à 18 heures, Jean Gaudin (*les Autruches*). Du 6 au 10 mai, Nikolaïs et Murray Louis. Du 12 au 16 mai, Jan Lauwers (*Invictos*), du 2 au 13 juin, Mats Ek avec deux programmes. Du 16 au 20 juin, François Verret (*Association Ib*). Enfin, du 23 juin au 4 juillet, Pina Bausch.

Entre-temps, le Théâtre de la Ville, en coproduction avec la Maison des cultures du monde, aura présenté du 1er au 13 octobre, au Cirque d'hiver, les marionnettes sur eau du Vietnam et accueilli place du Châtelet, du 6 au 13 novembre, *le Haut-de-forme*, d'Eduardo de Filippo, par Jacques Nichet. En coproduction avec le TNP, du 5 au 29 février, *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès par Bruno Boeglin. Du 25 mars au 17 avril, *le Théâtre ambulant Chopalovitch*, de Lioubomir Simovitch, par Jean-Paul Wenzel. Au Théâtre Paris-Villette, *le Silence de Molière*, de Giovanni Macchia, par Jacques Nichet.

Du 10 au 21 mars, les créatures de Philippe Genty seront place du Châtelet, et du 22 avril au 4 mai, ce sera au tour des Catalans burlesques, El Tricicle.

Le Théâtre de la Ville poursuit la tradition des programmes musicaux de 18 heures, et participe au Festival de Jazz de Paris les 30 et 31 octobre.

►**Renseignements, 16, quai de Gesvres, 75180 Paris Cedex 04. Tél. : 48-87-54-42.**

Théâtre national de Chaillot

Pour ouvrir la saison 1991/1992 à Chaillot, Jérôme Savary met en scène une comédie musicale, *Marilyn de Montreuil*, du 12 octobre au 11 janvier, et pendant ce temps coproduit et présente au Théâtre de Gennevilliers, du 19 novembre au 22 décembre, *Peines d'amour perdues* par Andrzej Seweryn, et du 4 octobre au 22 mars, *Opéra équestre*, le nouveau spectacle de Bartabas, au Fort d'Aubervilliers. Pendant que *Marilyn de Montreuil* s'en va à Marseille, Chaillot reçoit, du 30 janvier au 21 mars, l'un des meilleurs spectacles de Marcel Maréchal, avec Pierre Arditi, *Maître Puntila et son valet Matti*, de Brecht. Puis Jérôme Savary reprend avec des acteurs français sa mise en scène italienne de *la Nuit des rois* de Shakespeare.

La salle Gémier reçoit du 25 septembre au 2 novembre *Morituri*, « music-hall tragique » de et par Geneviève de Kermabon. Du 20 novembre au 31 décembre, *Y a pas que les chiens qui s'aiment*, avec Marie Trintignant et François Cluzet. Du 10 janvier au 22 février, *Carton plein*, de Serge Valletti, par Gabriel Monnet. Du 11 janvier au 22 février, *le Baron perché* d'après Italo Calvino, par Daniel Soulier. Du 18 mars au 25 avril, *Andromaque* de Racine, par Marc Zammit. Et du 20 mai au 7 juillet, *Ubu Roi*, de Jarry, par Topor.

D'autre part, Laurent Pelly présentera dans la Galerie du foyer, du 4 au 31 décembre, *Un cœur sous une soutane*, d'après Rimbaud. La tradition des apéritifs-concerts continue – à 19 h 30, les jours de représentation dans la salle Jean-Vilar, où l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine donnera plusieurs concerts.

► ***Renseignements et abonnements : Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris.***

Théâtre des Amandiers à Nanterre

Jean-Pierre Vincent offre une «saison Musset», avec *Fantasio* et *les Caprices de Marianne* du 15 octobre au 20 décembre dans la grande salle, où, du 7 janvier au 2 février, Alain Françon présente sa conception de *Britannicus* avec Nada Strancar et Laurent Grevill. Puis du 17 mars au 17 avril, ce sera *Un homme pressé*, de Bernard Chartreux, d'après *le Livre de Job*, dans une mise en scène de Jean-Pierre Vincent, et enfin, du 12 au 24 mai, *le Petit Bois*, d'Eugène Durif. Dans la salle polyvalente, on pourra voir *l'Empire*, de Michel Deutsch, et *Ion*, d'après Platon, en coproduction avec le Théâtre de Lyon, dans la mise en scène de Michèle Foucher. Du 21 janvier au 16 février, *John et Mary*, de et par Pascal Rambert. Du 24 mars au 24 avril, *Rumeur à Wall Street*, d'après *Bartleby*, de Melville, adaptation de Bernard Chatellier, mise en scène de Bérangère Bonvoisin. Puis *H*, spectacle musical de Georges Aperghis, du 19 mai au 14 juin.

► **Renseignements : Théâtre des Amandiers, service des relations avec le public, 7, avenue Pablo-Picasso, 92022 Nanterre.**

MUSIQUES

Peter Stein et Pierre Boulez au prochain Festival de Salzbourg

L'été prochain marquera une ère nouvelle pour le Festival de Salzbourg, avec l'arrivée à la direction artistique de Gérard Mortier (remplacé à la tête de la Monnaie de Bruxelles par Bernard Foccroule). Ce changement de cap se signalera par le retour de Pierre Boulez, *« principal compositeur invité »* du Festival autrichien pour 1992 (six concerts de musique française, dont *Répons*, avec l'Ensemble inter Contemporain) et par l'arrivée *d'un directeur du théâtre en la* personne de Peter Stein. Le dramaturge allemand ouvrira les festivités le 26 juillet avec une nouvelle mise en scène de *Jules César de Shakespeare*. *La Noce*, du Polonais Stanislaw Wyspianski, donnée pour la première fois en langue allemande, a été confiée à Andrej Wajda.

Vrai festin, côté opéras, à partir du 27 juillet, avec six nouvelles productions : une *Clémence de Titus* de Mozart (Herrmann/Muti), une *Femme sans ombre* (Götz Friedrich/Solti) et une *Salomé* de Richard Strauss (Bondy/Dohnanyi), *De la maison des morts* de Janacek (Grüber/Abbado) et, en coproduction avec l'Opéra Bastille, la reprise du *Saint François d'Assise* de Messiaen dans une mise en scène de Peter Sellars, direction Esa-Pekka Salonen à la tête de l'Orchestre de Los Angeles (également coproducteur). Pour les autres spectacles, la fosse sera occupée par la Philharmonique de Vienne, sauf pour une *Finta Giardiniera* de Mozert qu'exécutera l'Orchestre du Mozarteum sous la direction de Sylvain Cambreling. *Les Noces de Figaro*, dans la mise en scène de Michael Hampe, direction Haitink, compléteront le programme lyrique mozartien. On dénombre, dans les distributions, pas moins de trente-trois chanteurs invités qui n'avaient jamais mis les pieds à Salzbourg, dont deux dans le *Tancrède* de Rossini, dirigé en version de concert par Pinchas Steinberg.

Avalanche de chefs prestigieux et de grands orchestres pour une longue série de concerts symphoniques : Dohnanyi et Cleveland, Rattle et Birmingham, Boulez ou Salonen avec Los Angeles, Muti, Solti, Abbado, Heitink avec Vienne, Temirkenov et Jansons avec Leningrad, Abbado encore, avec la Philharmonie de Berlin, et toujours Boulez, pour un ultime concert le 30 août avec la Philharmonia de Vienne. Sans oublier les traditionnels récitals de lieder, les concerts de musique sacrée, de musique chambre, les sérénades et les matinées au Mozarteum...

Le prix des abonnements (six spectacles panachant opéras et concerts) varie entre 7750 F et 1600 F selon les catégories, entre 2200 et 500 pour la série « classiques du vingtième siècle ». L'achat d'un abonnement pour 1992 donne un certain nombre de privilèges, dont la possibilité d'être servi en priorité pour les abonnements de 1993. La date limite de commande des abonnements est fixée au 2 décembre 1991, celle des billets en vente libre au 7 janvier 1992. Toutes les réservations doivent être effectuées par écrit à l'adresse suivante : Kartenbüro der Salzburger Festspiele, A-5010 Salzburg, Postfach 140. Télécopie : 662/84-66-82, télex : 662/63-38-80.

A. R.

SPECTACLES

CINÉMAS

Programmes du mercredi 21 au mardi 27 août

Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.

Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » *du mercredi (daté jeudi)*.

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Aspects du cinéma français : années soixante : Virginie (1962), de Jean Boyer, 16 h ; Rock and Movie : Monterey Pop (1969, v.o.), de D.-A. Pennebaker, 19 h ; Jubilee (1978, v.o. s.t.f.), de Derek Jarman, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : la Machine (1877), de Paul Vecchiali, 18 h ; l'Hypothèse du tableau volé (1978), de Raul Ruiz, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

Paris la nuit : Détournements : Musés Grévin (1958) de Jacques Demy, la Nuit Isntasoqus (1941) de Marcel L'Herbier, 14 h 30 ; Nuits noires : les Cambriolages (1988) d'Henri de Turenne, Judex (1863) de Georges Franju, 16 h 30 ; Nuits blanches (v.o.) : Actualités mondiales (1940), le Dernier Métro (1880) de François Truffaut, 18 h 30 ; Nuits noires : Cock Robin chante El Norte (1887) de Peter Sinclair, Nsige (1881) de Juliet Berto et Jean-Henri Roger, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

AKIRA (Jap., v.o.) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ALICE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; UGC Normandie, 6e (45-63-16-16).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LA BANOE A PICSOU (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.l. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-28-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; v.l. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 16e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CHEB (Fr.-Alg.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHEROKEE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; République Cinémas, 11e (48-05-51-33).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (48-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE CRI OU PAPILLON (Brit.-Fr.-tchèque, v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Républic Cinémas, 11e (48-06-51-33) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.l. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.l. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-83-50) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Grand Pavois, 15e (46-54-46-85).

LE DOSSIER RACHEL (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 6e (45-63-18-18) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-56-88) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (48-36-10-96).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 6e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

LE FER ET LA SOIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 16e (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCAROE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES FRÈRES KRAYS (*) (Brit., v.o.) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

GHOST (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.l. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

IMPROMPTU (Brit., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (48-33-10-82).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (46-87-18-09) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LENINGRAO COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LISTEN UP THE LIVES OF QUINCY JONES (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

LUNE FROIDE (*) (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA MANIÈRE FORTE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 6e (43-37-57-47).

MISERY (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NAVY SEALS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.l. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE DÉCALOGUE 2. TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., dim. 12 h.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 40.

EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Grand Pavois, 16e (45-54-46-85) mer. 19 h, mar. 18 h 45, sam. 17 h, dim. 13 h 15.

EMMANUELLE (**) (Fr., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-64-72-71) mar. 22 h 30.

LES FEEBLES (*) (néo-zélandais, v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 18 h, sam., dim. 13 h 45, mar. 18 h 15.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 13 h 30.

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-28-18-09) mer., jeu., ven., sam., dim. 14 h.

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) (son SR version longue) mer. 21 h, jeu., ven., lun., mer. 13 h 45.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam., mer. 17 h.

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. 18 h.

HORS LA VIE (Fr.-It.-Bel.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. 14 h.

INDIA SONG (Fr.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., mar. 19 h 10, dim. 19 h 50.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., mar. à 12 h.

LIFEBOAT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-18-09) mer. 12 h, ven. 17 h 50, lun., mar. 16 h.

MACBETH (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., sam., lun. 17 h 45, jeu. 18 h 30.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 18 h 45, sam. 0 h 30.

MILLER'S CROSSING (*) (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 21 h, ven. 19 h.

MOON 44 (All., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 15, jeu. 16 h 45, ven. 18 h 45, sam. 22 h 30, dim. 15 h, mar. 20 h 30.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) mer., ven., sam., lun. 22 h, dim. 20 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 18 h, jeu., ven., mar. 13 h 45, sam. 11 h 45, 0 h 30, dim. 11 h 45.

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 13 h 45, sam., dim. 11 h 45.

LE SECRET DE SARAH TOMSELAINE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 55.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 22 h 10, mar. 17 h 45.

SID & NANCY (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 50.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.l.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 18 h 10.

LES TORTUES NINJA (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-81-68) mer., ven., sam., dim., lun. 15 h.

LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., ven., dim., mar. 13 h 30.

UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., ven. 20 h 15, jeu. 17 h 45, lun., mar. 14 h.

VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 17 h 20.

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 45.

VOYAGE SUR JUPITER (Can.) : Cinaxe, 18e (42-09-34-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mar., ds 10 h à 21 h 40 toutes les 10 minutes.

LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ARIANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DARK VICTORY (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

GLORIA (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).

LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY ALLEN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

PROPRIÉTÉ INTERDITE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

QUAI DES ORFÈVRES (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SPARTACUS (A., v.o.) : Paramount Opéra, 9nd-route : 21 h.

LES FILMS NOUVEAUX

ATLANTIS. Film française de Luc Besson : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES BRANCHES DE L'ARBRE. Film franco-indien de Satyajit Ray, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

LA CHAIR. Film italien de Marco Ferreri, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-26-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-26-02) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FOOLS OF FORTUNE. Film britannique de Pat O'Connor, v.o. ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

FRANKENHOOKER. (*) Film américain de Michael Lehmann, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR. Film américain de Michael Lehmann, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 16e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MARTHA ET MOI. Film allemand de Jiri Weiss, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-58-82-82) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

PASSPORT. Film franco-soviéto-israélien de Gueorgui Danelia : Forum Horizon, 1er (46-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NEW JACK CITY (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE PREMIER EMPEREUR (Can.-Chin.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA REINE BLANCHE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA RELÈVE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

RETOUR AU LAGON BLEU (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.l. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

REVENGE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ROBINSON & CIE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

THE TWO JAKES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Georgs V, 8e (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-76-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-58-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN DIEU REBELLE (Fr.-All.-Suis.-Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

URANUS (Fr.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LA VALSE DES PIGEONS (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA VIE DES MORTS (Fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

LES VIES DE LOULOU (**) (Esp., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

WARLOCK (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Mistral, 14e (45-39-52-43).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 19 h.

LES ANGES DE LA NUIT (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., jeu., lun., mar. 15 h 30, ven. 17 h 30, sam. 22 h 15.

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucernaire, 8e (45-44-67-34) mer., jeu., ven., lun., mar. 14 h.

LE BALLON ROUGE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, ven. 13 h 30.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 21 h 15 (TU : 35 F).

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 14 h.

LA BÊTE HUMAINE (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) mer. 12 h 05.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 6e (43-54-72-71) mer., lun. 20 h, dim. 20 h 10, sam. 15 h, jeu., ven. 16 h.

LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 17 h 10.

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu., ven., sam., dim. 16 h.

CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., ven., avec.

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., dim., avec.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 21 AOUT

« Du parc des Buttes-Chaumont au parc de La Villette par l'ancienne voie du chemin de fer de ceinture », 14 heures, place Armand-Carrel, devant la mairie (Maison de La Villette).

« L'Hôtel-Dieu et la médecine autrefois », 14 h 30, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

« Cours et ruelles de la montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine, sortie côté pair (Mme Cazes).

« Le thé en l'hôtel Rambouillet ou la vie raffinée des femmes du Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le nouveau parc de Belleville, un quartier en pleine mutation », 15 heures, sortie métro Pyrénées, côté impair rue des Pyrénées.

« Un quartier historique : le quartier de l'Odéon », 15 heures, sortie métro Odéon, devant la statue de Danton (Monuments historiques).

« Le Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).

« Saint-Eustache et son quartier », 15 heures, métro Louvre.

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais nord », 17 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

∴

Tous les mardis, mercredis et jeudis (sauf fêtes), à 14 heures et à 15 heures, visite guidée de la manufacture des Gobelins (42, avenue des Gobelins), par des conférenciers de la Caisse nationale des monuments historiques.

CONFÉRENCE

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : « L'expérience des mourants : qu'en conclure ? » Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

Le Monde EDITIONS

PLANTU

REPROCHE-ORIENT

De la guerre du Kippour à la guerre du Golfe

Le Monde EDITIONS

EN VENTE EN LIBRAIRIE

CARNET DU Monde

Naissances

– La petite

Juliette

est arrivée sur terre le 14 août 1991.

Premier domicile connn chez
Florence TOUCHANT
et
Bernard LECOMTE.

108, rue Vieille-du-Temple,
75003 Paris.

– Inès et François MERCEREAU,
Olivia, David et Suzanne,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Luc,

à Vaison-la-Romaine, le 17 août 1991.

47, rue des Tournelles,
75003 Paris.

Décès

– Mme Régine Alba,
son épouse,
M. David Alba,
son fils,
Mme Rose Alba,
sa tante,
Mme Ester Borenstein
et ses enfants,
sa belle-sœur et ses neveux,
Sa famille,
Et ses nombreux amis,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Richard ALBA,

survenu le 12 août 1991.

Les obsèques religieuses ont eu lieu au cimetière parisien de Bagneux.

– M. et Mme Alain Andries,
son père et sa belle-mère,
M. et Mme Henk Meyer,
son beau-père et sa mère,
Marine Andries,
sa sœur,
M. et Mme Jacques Parat,
Mme Pierre Tricard,
ses arrière-grands-parents,
Mme Gaston Andries,
Mme Claude de Hennezel,
ses grands-mères,
Mme Robert Mosnier
et ses enfants,
sa tante et ses cousins,
M. Eric de Hennezel,
son oncle,
Sa famille
Et ses amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Arnaud ANDRIES,

survenu le 14 août 1991, dans sa vingtième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 22 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, chapelle Haute, boulevard Jean-Mermoz, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'Orangerie,
avenue de la Jonchère,
78170 La Celle-Saint-Cloud.
9, allée des Orchidées,
92220 Bagneux.

– Mme Paul Aube,
M. Thierry Aube,
M. et Mme François Aube
et leur fille Sandra,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 17 août 1991, dans sa quatre-vingtième année, de

M. Paul AUBE,
président d'honneur
de l'Union de journaux
et journalistes d'entreprise de France,
ancien directeur
des publications de l'UAP,
officier de réserve honoraire,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix du combattant 1939-1945.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 août, à 11 heures, en l'église de Lussant (Charente-Maritime), suivie de l'inhumation au cimetière du village.

– Jacqueline BATHIER,
professeur honoraire,

nous a quittés le 10 août 1991, après des années de lutte courageuse contre la maladie.

Ses obsèques ont été célébrées le 12 août, à Mons (Puy-de-Dôme).

Ceux qui l'ont connue auront une pensée pour elle.

30, boulevard Joseph-Girod,
63000 Clermont-Ferrand.

– M. et Mme Jacques Rossiaud,
M. et Mme Gérard Costes,
Et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Albert CORDIER,
née Maria Foucault,

leur mère et grand-mère,

survenu le 16 août 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

– Mme Catherine Deschiens,
son épouse,

Mme Sophie Deschiens,
sa fille,

Mme Edmond Deschiens,
Mme Emile Duval,
Mme Joseph Lepley
et ses enfants,
M. et Mme Dominique Duval
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Alain Saoul-Duval,
ses belles-mères, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

Les descendants de Victor Deschiens,

Les familles Dagron et Romand,
ses cousins,

Mme Ouria Belkadi,
sa fidèle servante,

ont la douleur de faire part du décès de

Georges, André, Louis, Victor DESCHIENS
conseiller honoraire
du commerce extérieur de la France,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
officier du Mérite agricole,
commandeur du Mérite sportif,
médaille de vermeil
de la Ville de Paris,

survenu en son domicile, le 17 août 1991, dans sa quatre-vingt-unième année.

Le service religieux sera célébré le mercredi 21 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Passy.

Ni fleurs ni couronnes, des dons pourront être adressés à l'association Enfance et Partage, CCP 16 76456 R Paris,

63, rue Chauveau,
92200 Neuilly.

– André Fage
Et le conseil d'administratioo du Musée français de la photographie,
font part du décès, le 17 août 1991, de leur président fondateur,

Jean FAGE,
officier des Arts et Lettres,
officier des Palmes académiques,
officier de la Jeunesse et des Sports.

Cérémonie religieuse, en l'église de Bièvres (Essonne), le mardi 20 août 1991, à 16 heures.

– M. Louis Faton,
son époux,
Mme Mireille Faton et M. Jean-Pierre Bayle,
M. et Mme Olivier et Pierrette Fabre-Faton,
M. et Mme Philippe et Jeanne Boyancé-Fnton,
ses enfants,
Werl, Tessiab, Charles, Jules et Balthazar,
ses petits-enfants,
Le docteur et Mme Claude et Françoise Monod,
M. et Mme Jean-Pierre Guillot,
ses sœurs et leurs époux,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Andrée FATON,
née Hirschy
directeur général adjoint
de la société SFBD-Archéologia,
directeur de la publication des revues
Archéologia
et des *Dossiers de l'archéologie*,

survenu le 18 août 1991.

Ses obsèques auront lieu à Dijon le mercredi 21 août, à 15 heures, en l'église réformée, 14, boulevard de Brosses.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire le mercredi 18 septembre, à 11 heures, à Paris, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, 75016.

Née le 15 décembre 1928, à Valentigney (Doubs). Après une admissibillité à l'École normale supérieure de Fontenay et des études de médecine et de psychologie, elle avait occupé divers postes dans l'enseignement. En 1972, elle prennit en main *Archéologia* dont elle a fait la première revue mondiale d'archéologie. En 1974, elle créait en outre les *Dossiers de l'archéologie* puis diverses publications de presse. En 1989, elle éditait l'ouvrage encyclopédique *le Temps de la préhistoire*.

Porte-parole de l'archéologie française, nouant des liens étroits avec les archéologies étrangères, elle a grandement œuvré pour la mise en valeur et la protection du patrimoine. Elle est intervenue partout où une campagne de sauvegarde était nécessaire, elle a contribué largement au recrutement des fouilleurs bénévoles et a fait connaître par des monographies approfondies et attractives les grandes recherches et réalisations des régions françaises et des pays étrangers. Ses récentes campagnes de sensibilisation auprès des pouvoirs publics pour la sauvegarde du patrimoine archéologique de l'Irak et du Liban ont eu le plus grand écho.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

– Le conseil d'administration,
Et le personnel de la Société française de biologie et de diététique-Archéologia,
Les rédactions des revues *Archéologie-l'Objet d'art*, *Dossier de l'art*, *Canoë-Kayak* et *Sport et vie*,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Andrée FATON,
née Hirschy,
directeur général adjoint
de la société SFBD-Archéologia,
directeur de la publication des revues
Archéologia
et des *Dossiers de l'archéologie*,

survenu le 18 août 1991, dans sa soixante-troisième année.

Ses obsèques auront lieu à Dijon le mercredi 21 août, à 15 heures, en l'église réformée, 14, boulevard de Brosses.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire le mercredi 18 septembre, à 11 heures, à Paris, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, 75016.

– Mme Gilette Jourdan-Barbier,
son épouse,
Bernard, Alain, Christian Jourdan,
ses frères, et leurs familles,
Christian et Hélène Zimmermann,
ses cousins,
Toute la famille,
Et ses amis,
ont le chagrin d'annoncer le décès de

Raymond JOURDAN,
comédien,

à l'âge de soixante ans, le 17 août, à Paris.

Le levée du corps aura lieu jeudi 22 août, à 10 heures, à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin, 12, rue Méchain, Paris-14e.

Les obsèques auront lieu le même jour, à 15 heures, au cimetière de Catenoy (Oise).

29, rue de la Chapelle,
75018 Paris.

[Né à Lyon en 1930, Raymond Jourdan entre dans l'équipe de Roger Planchon à sa fondation. Son jeu subtil et complexe, parfois inquiétant, intéresse les metteurs en scène, il fait partie des valeurs sûres du théâtre. Bien qu'il ait tourné plusieurs films, c'est sur scène que son talent trouve sa mesure. Il joue notamment avec Jorge Lavelli (*Jeux de massacre*, de Ionesco, *l'Homosexuel*, de Copi), Patrice Chéreau (*les Paravents*, de Genet), Claude Régy (*la Trilogie du revoir*, de Botho Strauss), Alain François (*les Voisins*, de Vinaver, *Une lune pour les déshérités*, de O'Neill), Joël Jouanneau (*le Bourrichon*). Son dernier rôle a été celui de Flaubert dans *Madame Bovary, je t'embrasse partout.*]

– Mme Pierre Julitte,
son épouse,
M. Jean-Pierre Julitte,
M. et Mme Alain Julitte,
ses enfants,
M. et Mme Jean-Luc Py,
Mlle Anne Julitte,
Mlle Marianne Julitte,
Mlle Florence Julitte,
ses petits-enfants,
Mme Andrée Chupin,
sa belle-sœur,
Et toute la famille,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Pierre JULITTE,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,
ingénieur général honoraire
du génie rural,

survenu le 15 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mardi 20 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Neuilly-sur-Seine.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

25, rue d'Orléans,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Le Seigneur a appelé dans sa lumière

Michel LION

à l'âge de soixante-huit ans, le 14 août 1991.

De la part de,
Marie-Thérèse Lion, son épouse,
Jean-François Lion et Marie-France Lion,
Céline et Isabelle,
Pierre et Ghislaine Kaiser,
Thomas, Alexis et Mathias,
Jean-Jacques et Bernadette Sereni,
Clément, Létizia et Clothide,
Gérard et Brigitte Bert,
Arnaud et Aline,
Thierry et Anne Lion,
Alexandre, Maxime, Mathilde et Corentin,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale à Loix-en-Ré.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, les Pinsons,
78170 La Celle-Saint-Cloud,
et 11, rue des Minées,
17111 Loix-en-Ré.

– Le 18 août 1991

Pierre-Dominique LUCCIONI,

nous a quittés à l'âge de soixante-dix-huit ans.

De la part de
Mme Luccioni,
née Lejeune,
son épouse,
Xavier Luccioni,
Le docteur Mariuccia Luccioni-Mabeka,
Maître Mabeka,
Dominique Luccioni,
ses enfants,
Orlando Luccioni,
Cyril, Xavier, Léaticia Mabeka,
Idrissa et Frédérique Guiro
ses petits-enfants,
Et Catherine,
Les familles et amis, Simoni, Barq, Massiani, Magnavacca, Michelin, Pesme-Zeys, Keil, Guiro.

La cérémonie sera célébrée à Piedicorte, suivie de l'inhumation dans la sépulture familiale.

Carcicaoli,
20251 Piedicorte.
25, villa Curial,
75019 Paris.
BP 9586 Kinshasa-1,
Zaïre.
6, rue du Général-Guilhem,
75011 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Hejer MAZOUZ,

survenu le 11 août 1991.

De la part de
M. Essaied Mazouz,
son époux,
Sarah et Zeineb,
ses filles,
M. et Mme Abdelmalek Ben Achour,
ses parents,
M. Aziz Ben Achour,
son frère.

L'inhumation a eu lieu à Tunis, le 12 août.

13, rue Zine Ben Achour,
La Marsa, Tunisie.
23, rue 6480 Romana,
2000 Le Bardo, Tunisie.

– Lyon. Charnay.

La messe de funérailles et l'inhumation de

Stanislas MORTAMET,
Alexis MORTAMET,
Caroline ROBERT,

ont eu lieu vendredi 16 août 1991, à Saint-Christophe-en-Oisans.

– Le secrétaire perpétuel,
Le bureau
Et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres,
ont le regret de faire part du décès de

M. Charles PIETRI,
directeur de l'École française de Rome,
membre correspondant de l'Académie,
membre de la Pontificia Accademia Romana di Archeologia,
du Deutsches Archaeologisches Institut,
de la Società Romana di Storia Patria,
de l'Istituto degli Studi Romani,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Arts et Lettres,
Cavaliere-Ufficiale de l'ordre de la République italienne.

(*Le Monde* du 8 et du 13 août.)

– Mme Jean Robert,
son épouse,
Yves, Hugues, Christine, Didier et Corinne,
ses enfants,
Le colonel Marcel Robert,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie ROBERT,
ancien préfet,
conseiller maître à la Cour des comptes
honoraire,

survenu le 18 août 1991.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 20 août, en l'église de Monteignet-Gannat (Allier), à 10 h 30, où le deuil s'est réuni.

150, rue Saint-Maur,
75011 Paris.

[Né le 16 mars 1924 à Strasbourg, Jean-Marie Robert était ancien élève de l'ENA (promotion Félix-Eboué). Après avoir occupé diverses fonctions au Maroc, il avait été successivement préfet du Gers, du Var et de Maine-et-Loire, avant d'être nommé conseiller maître à la Cour des comptes en 1982.]

– Mme Arlette Saltel,
son épouse,
M. Alain Saltel et Mme Anita Fulero-Saltel,
ses enfants,
Oriana et Aurélien,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SALTEL,

survenu le 19 août 1991, à l'âge de soixante-trois ans.

La levée du corps aura lieu le jeudi 22 août, à 10 h 30, à l'hôpital Saint-Joseph, 5, rue Pierre-Larousse, à Paris-14e.

L'inhumation se fera au cimetière du Montparnasse, dans la sépulture de famille.

29, avenue de la Porte-Brancion,
75015 Paris.

– Le professeur et Mme Charles Haas,
ses enfants,
Pierre et Philippe Haas,
ses petits-enfants,
M. et Mme Philippe Lepage,
M. et Mme Marc Levilion,
ses beaux-enfants et toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Lucienne SCHEID-LEVILION,
avocat honoraire
à la cour d'appel de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre de Léopold Ier
de Belgique,

survenu le 16 août 1991, dans sa quatre-vingtième année, à la Maison des avocats de Castelnau-Magnoac.

Les obsèques auront lieu le mercredi 21 août, à 10 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Une messe sera célébrée à son intention, ultérieurement, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Raynouard,
75016 Paris.

– M. Antoine Schmitz,
Jacques et Françoise Schmitz,
Hélène et Etienne Lionnet,
Jean et Yasmine Schmitz,
François et Patricia Schmitz,
son époux, ses enfants, leurs conjoints et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Antoine SCHMITZ,
née Louise-Hélène Baillaud,

dans sa soixante-dix-huitième année, le dimanche 18 août 1991, à Palmas (Aveyron).

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Palmas, ce mardi 20 août, à 10 heures.

– Mme Paul Selosse,
Ses enfants
Et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul SELOSSE,
Ingénieur général
des télécommunications
retraité,
ancien élève de l'École polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1945,

le 10 août 1991.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 12 août.

Le Crelin-en-Brech,
56400 Auray.

– M. et Mme Pierre Jacolin,
ses enfants,
Christine Choppy,
Joëlle et Sylvain Lagrue,
Etienne et Emilie Jacolin,
Valentine et Francis Louis,
Henri et Lucile Jacolin,
ses petits-enfants,
Arinne, Claire, Florence, Valérie, Olivier, Léontine, Sarah, Gaetan,
ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Tamara TINATINE JACOLIN

survenu au Val-Morin dans sa quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation aura lieu à Draveil au cimetière Sénart le jeudi 22 août à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Cannes. Aïn-el-Kabou (Liban).

Serge et Antoine Tmd,
ses fils,
M. et Mme Pierre Revelli,
ses parents,
Mme Hélène Graboy-Grobesco,
sa sœur,
et ses enfants,
M. et Mme Maurice Gerbier,
son beau-frère, sa sœur,
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Nina TRAD,
née Revelli

survenu le 16 août 1991, à Cannes, à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu lundi 19 août, en la chapelle de la chambre funéraire.

Remerciements

– Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous ceux qui se sont associés à leur douleur dans ces tristes moments,

Catherine et René de Piociotto remercient tous leurs amis de leur soutien au moment du décès de

Mme Sophie de PICCIOTTO.

– La famille
Et les amis,
très touchés par les marques de sympathie témoignées lors des obsèques de

Mme Henriette TAVIANI,

remercient très sincèrement toutes les personnalités, et les très nombreuses personnes qui se sont associées à leur peine par leur présence, messages, envois de fleurs et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

COMMUNICATION

La parution du magazine de « Libération » prévue début 1992

La direction de *Libération* a fixé à janvier ou février 1992 la parution de son supplément magazine de fin de semaine. Des rumeurs au sein de la rédaction évoquaient une éventuelle publication en septembre. Mais la direction a tranché pour le début de l'année prochaine, afin de peaufiner le concept de ce magazine et régler d'ici là divers problèmes, comme l'impression en couleurs ou l'augmentation de capital du journal (*le Monde* du 26 juin).

Un numéro « zéro » d'une soixantaine de pages a été réalisé et peut être consulté par la rédaction. Il comprend de grandes enquêtes abondamment illustrées de photos. Un autre numéro « zéro » sera plus largement distribué fin septembre. La maquette a été confiée à l'agence Editorial, qui avait déjà « retouché » la maquette de *Libération*, il y a deux ans. L'agence de Robert Maggiori planche à nouveau sur la mise en pages du quotidien, et la rédaction espère que le magazine donnera le coup de pouce à cette nouvelle maquette sans cesse ajournée. La cellule de base du magazine comprend MM. Gérard Dupuy (rédacteur en chef), Jean-Paul Géné, Gérard Lefort et Jean-Claude Loiseau (adjoints) et devrait s'appuyer sur l'équipe de *Libération*.

ECHECS

Les quarts de finale du championnat du monde

Anand rejoint Karpov

Méritée. C'est le moins que l'on puisse dire de la première victoire d'Anand sur Karpov, obtenue, lundi 19 août, dans la sixième partie des leurs quarts de finale du Tournoi des candidats au championnat du monde d'échecs. Le jeune Indien et l'ancien champion du monde jouaient deux parties ajournées. Dans celle de la cinquième ronde, Anand ne concrétisa pas l'avantage du pion passé qu'il avait mais « torture » Karpov jusqu'au quatre-vingt-quatorzième coup avant de conclure par la nullité. Dans celle de la sixième où il avait les Noirs et tou jours un pion passé de plus, il força son rival à l'abandon au soixante-dizième coup. Grâce à cette victoire, Anand est revenu à égalité (3-3) face à Karpov alors qu'il restait deux parties à jouer.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

« VOUS AIMEZ LA POÉSIE
LA POÉSIE VOUS AIME »

Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter
Si vous partagez la même passion
Venez nous rejoindre, nous vous attendons

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE/MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weczerka, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

ÉCONOMIE

Le gouvernement algérien prépare des hausses de prix sur les produits de grande consommation

Le ministre algérien délégué au budget, M. Mourad Medelci, a déclaré samedi 17 août que l'augmentation des prix des produits de grande consommation, jusque là soutenus par l'Etat, est une nécessité économique incontournable. Le projet gouvernemental de loi de finances complémentaire prévoit ces augmentations. *« Ce qu'il faut surtout dire, c'est que nous n'avons pas le choix »*, a ajouté M. Medelci, avant de souligner que tout sera fait pour rendre ces augmentations *« supportables »*.

Le Fonds de compensation, destiné à soutenir le prix des produits de large consommation, accuse déjà un déficit de 35 milliards de dinars, soit 10,5 milliards de francs. Etablissant une *« relation entre l'économie et les finances publiques internes et les finances externes »*, M. Medelci a affirmé que si ces prix s'augmentaient pas, *« nous risquons de ne plus pouvoir accéder au moindre crédit à l'extérieur »*. – *(AFP.)*

□ **Reprise des aides de la France au Liban.** – La France a décidé de débloquer plusieurs crédits en faveur du Liban, notamment une aide exceptionnelle de 45 millions de francs accordée il y a deux ans, qui avaient été gelée *« à la suite de différents événements »*, a indiqué lundi 19 août l'ambassadeur de France au Liban, M. Daniel Husson. L'ambassadeur a aussi évoqué, sans plus de précisions, *« les perspectives offertes peut-être par un nouveau protocole financier »*. La reprise des aides françaises intervient alors qu'une normalisation est en cours entre les deux pays avec le règlement attendu de l'affaire du général Michel Aoun. Une mission d'experts français devrait se rendre au Liban pour participer au plan global de réfection du réseau de distribution de l'électricité. – *(AFP.)*

Augmentation des ventes de détail

L'économie britannique semble sortir d'un an de très sévère récession

Les ventes de détail ont augmenté de 0,3 % en Grande-Bretagne en juillet, selon les chiffres provisoires de l'Office central des statistiques, confirmant la lente reprise de l'économie outre-Manche. Les analystes avaient prévu une baisse légère. Pour juin, les chiffres révisés font état d'une hausse sensible de 1,5 %. C'est la première fois depuis un an que les ventes de détail augmentent pendant deux mois consécutifs. L'office des statistiques a d'autre part indiqué que le PNB britannique avait décru de 0,9 % au deuxième trimestre. Sur une année, la chute aura été de 3,5 %, ce qui traduit la durée (une année) et surtout la sévérité de la récession qu'ont traversée les Britanniques.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 19 et mardi 20 août 1991 :

DES ARRÊTÉS

– Du 8 août 1991 relatif à l'appellation d'origine vin délimité de qualité *« sauvignon de Saint-Bris »*.

– Du 12 août 1991 régissant le traitement informalisé des commissariats aux ventes.

DES DÉCRETS

– N° 91-786 du 14 août 1991 pris pour l'application de l'article 24 de la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques.

– N° 91-787 du 19 août 1991 pris pour l'application de l'article 4 *bis* de la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance et de la loi n° 89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux.

(Publicité)

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

VILLE DE GRENOBLE
11, Boulevard Jean-Pain
38021 Grenoble cedex

MODE DE PASSATION : APPEL D'OFFRES RESTREINT

OBJET DU MARCHÉ : MISSION DE CONSEIL EN ORGANISATION.

1) Modernisation des services municipaux dans l'optique de préparer la structure aux enjeux des prochaines années.

2) Prise en compte pour cette démarche des contraintes générales de gestion de la ville.

3) La démarche devra être accompagnée d'une action de communication interne.

LIEU D'EXÉCUTION : VILLE DE GRENOBLE (Services).

DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ EN LOTS : NON

DÉLAI D'EXÉCUTION : 18 MOIS à 24 MOIS

JUSTIFICATIONS DEMANDÉES AUX CANDIDATS ET AUTRES RENSEIGNEMENTS :

- Déclaration visée à l'article n° 251-2 du code des Marchés Publics.
- Références sérieuses en matière d'organisation et plus particulièrement d'organisation publique.
- Capacité à mener à bien la mission dans les délais impartis.
- Capacité à exécuter le mission en collaboration avec le service secrétariat général aux relations humaines.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES :
Le 2 SEPTEMBRE 1991.
Les candidatures devront être adressées à :

BUREAU DES APPELS D'OFFRES – Hôtel de Ville 6e étage
11, boulevard Jean-Pain 38021 Grenoble cedex

DATE D'ENVOI DE L'AVIS A LA PUBLICATION :
Le 12 AOUT 1991

ADRESSE DU SERVICE OU L'ON PEUT DEMANDER DES RENSEIGNEMENTS :

Ville de Grenoble, 11, boulevard Jean-Pain 38021 Grenoble cedex :
- Secrétariat général aux relations humaines, poste 4021
- Direction générale des services techniques, poste 3596.

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Cab. de Me Jean-Marie GAZEL, avocat à la cour, ancien avoué, 7, rue Manuel, 13100 AIX-EN-PROVENCE. Tél. : 42-38-20-21. Vente aux ench. publ. sur liquid. judic. et sur surenchère au Trib. de gde inst. d'AIX-EN-PROVENCE, 40, boulevard Carnot, le LUNDI 9 SEPTEMBRE 1991, à 9 heures.
CENTRE DE VACANCES au CŒUR du QUEYRAS
comprenant vaste bâtiment de 3 étages sur rez-de-chaussée et sous-sol avec annexes (réfectoire et remise), cad. sect. AD n° 402 lieudit « La Rua », pour une contenance de 8 a 72 ca, sis au hameau de VILLE-VIEILLE.
Commune de CHÂTEAU-VILLE-VIEILLE (Hautes-Alpes)
LIBRE DE TOUTE OCCUPATION - MISE A PRIX : 1 100 000 F
Frais de poursuites de vente payables en sus. – Signé : J.-M. GAZEL.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 19 août ⬇

Chute contrôlée

Atmosphère de crise lundi à Wall Street. Cependant, la Bourse new-yorkaise a su garder son sang froid. En chute libre, au point un court instant de perdre 131,71 points (– 4,43 %), l'indice Dow Jones devait ensuite regagner près de la moitié du terrain perdu pour finalement s'inscrire à la cote 2 888,03, soit à 69,99 points (– 2,36 %) au-dessous de son niveau précédent. Sur 2 086 valeurs traitées, 236 seulement ont monté alors que 1 555 baissaient et que 295 reproduisaient leurs cours de la veille.

« Réaction émotionnelle », insistaient les professionnels, qui assuraient que les investisseurs avaient pris du temps pour mettre leurs idées en place. Les premières cotations furent longtemps retardées en raison de l'afflux des ventes et les demandes d'achats presque insignifiantes en raison du regain d'attrait pour les obligations à court terme, mais aussi pour le dollar. *Mais progressivement*, le marché devait retrouver un rythme plus normal. La première grande peur passée, les opérateurs ont pensé que la raffermissement du billet vert allait donner une marge de manœuvre plus grande à la Réserve fédérale pour assouplir ses conditions de crédit *et renforcer une reprise économique toujours très atypique.*

VALEURS	Cours du 16 août	Cours du 19 août
Alcoa	67 1/2	66 1/8
ATT	38 1/8	38 1/8
Boeing	46 1/4	45 3/8
Chase Manhattan Bank	21	19 3/4
Du Pont de Nemours	47 1/2	46 7/8
Eastman Kodak	43	41 3/8
Exxon	57 1/2	57 5/8
Ford	30 7/8	29 7/8
General Electric	72	70 3/8
General Motors	37 1/2	36 5/8
Goodyear	35 3/4	34 1/8
IBM	96 1/2	95
ITT	58 5/8	57 1/4
Mobil Oil	88 1/8	85 3/8
Pfizer	64 1/2	63
Schlumberger	67 1/2	66 1/8
Texaco	67 7/8	62
UAL Corp. ex-Allegis	138 1/8	133 1/4
Union Carbide	21 3/8	20 1/4
United Tech.	45 7/8	43 7/8
Westinghouse	22 1/2	22 1/2
Xerox Corp.	66	62 1/4

LONDRES, 19 août ⬇

Marché agité

Après s'être dépréciées de 5 % à l'annonce du remplacement de M. Mikhail Gorbatchev, enregistrent ainsi la plus forte chute depuis le krach boursier d'octobre 1987, les valeurs ont atténué leurs pertes lundi au Stock Exchange, soutenues par des achats spéculatifs et une chute moins forte que prévu de Wall Street. A la clôture, l'indice Footsie cédait 80,5 points (3,1 %), à 2 540,6 dans un marché où le volume des échanges s'est élevé à 598,6 millions de titres contre 506,2 millions vendredi.

Le chute initiale avait été accentuée par des prises de *bénéfices en réaction aux forts* gains de la semaine dernière, où trois records de clôture successifs avaient été enregistrés. Les opérateurs ont ensuite profité de l'aubaine pour acheter à bas prix une fois le risque d'une dépression à Wall Street écarté.

VALEURS	Cours du 19 août	Cours du 20 août
Allied	1 000	1 040
Bridgestone	970	975
Canon	1 420	1 380
Fuji Bank	2 500	2 550
Honda Motors	1 300	1 330
Matsushita Electric	1 470	1 520
Mitsubishi Heavy	826	862
Sony Corp.	5 400	5 550
Toyota Motors	1 480	1 510

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Suspension de la cotation de la Société centrale d'investissements.** – La cotation des actions de la Société centrale d'investissements (SCI) a été suspendue lundi *19 août sur le marché au comptant* de la Bourse de Paris. Selon un avis de la Société des Bourses françaises, celle-ci a décidé la suspension après avoir été *« informée d'un projet d'opération financière »* sur la SCI. Voici une semaine, le même organisme annonçait que M. Raul Gardini, ancien président de Ferruzzi, avait acquis un peu moins de 15 % des actions de la Société centrale d'investissements, une société présidée par M. Jean-Marc Vernes, qui en détient également 15 %. A la même date, M. Vernes indiquait que les deux hommes avaient l'intention de prendre *« le contrôle majoritaire »* de la SCI, un holding disposant d'une trésorerie de quelque 6 milliards de francs depuis la cession de la compagnie d'assurances Victoire au groupe Suez.

□ **La Lyonnaise des eaux détient 64,24 % de la Compagnie parisienne de chauffage urbain.** – Ufiner, holding du pôle énergie et chaleur de la Lyonnaise des eaux, a acquis sur le marché, entre le 19 juillet et le 9 août, 211 888 actions de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU), ce qui porte désormais à 64,24 % sa participation, selon un avis de la Société des Bourses françaises. En reprenant la CPCU, qui assure les besoins de la capitale en chauffage, la Lyonnaise se retrouve à la tête du plus grand réseau de chaleur de France. Pour ce faire, elle a repris les 26 % qu'EDF détenait dans la CPCU. A l'inverse, EDF a repris à Ufiner 6 % de la société Tiru (traitement des ordures ménagères), portant ainsi de 45 à 51 % sa participation dans cette entreprise.

□ **VEV : chiffre d'affaires en baisse de 17 % au premier semestre 1991.** – *Le groupe textile VEV*, qui vient d'être repris par M. Pierre Barberis et un pool bancaire, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 2,4 milliards de francs au premier semestre 1991, contre 2,9 milliards au premier semestre 1990, soit une baisse de 17 %, selon un avis paru lundi 19 août au *Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO).*

□ **Hoechst prend le contrôle des laboratoires espagnols Veterin.** – Le groupe allemand Hoechst a pris le contrôle des Laboratoires espagnols Veterin S.A., spécialisés dans la fabrication de produits vétérinaires et qui appartenaient à la société Doctor Aadrau du groupe Roche. L'opération s'est faite via sa filiale Hoechst Iberica. La direction de Hoechst espère que cette prise de contrôle permettra d'améliorer sa compétitivité sur le marché espagnol des produits vétérinaires. Les produits commercialisés sous la marque Veterin, principalement des antiinfectieux, sont vendus en Espagne depuis plus de trente ans. Le chiffre d'affaires de Veterin a été en 1990 de 750 millions de pesetas (environ 42 millions de francs).

□ **Hanson : bénéfice record mais stable.** – Le conglomérat britannique Hanson, détenteur d'une participation de 2,8 % dans ICI depuis mai dernier, annonce, pour le troisième trimestre de son exercice à fin octobre, une hausse de 3 % seulement de son bénéfice, dont le montant s'atteint que 379 millions de livres (environ 3,79 milliards de francs) contre 369 millions un an plus tôt. Ce chiffre est conforme aux prévisions les plus optimistes des analystes (entre 340 et 380 millions de livres). Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1990-1991, le bénéfice imposable a aussi progressé de 3 % pour s'élever au montant record de 967 millions de livres contre 939 millions. Hanson, dont les activités vont des cigarettes aux grues de travaux publics en passant par les jacuzzis et les pastilles d'huile de foie de morue, fait face à l'année la plus difficile de son existence, et certains analystes pensent que, pour la première fois depuis vingt-huit ans, les bénéfices n'augmenteront pas pour l'exercice complet. Pour le président de Hanson, lord Hanson, ces difficultés, liées à la récession, *« continueront à être ressenties plus longtemps que beaucoup ne le pensaient, probablement pour encore douze mois »*. La récession elle-même *« a touché son nadir »*, et Hanson a des *« perspectives excitantes »* dès que l'économie mondiale se réveillera, a-t-il ajouté.

PARIS, Paris 20 août ⬆

Ressaisissement

Au lendemain du « lundi rouge » marqué par la destitution de Mikhaïl Gorbatchev *et qui* a provoqué une chute des marchés financiers internationaux, la tendance générale était au ressaisissement. A Tokyo, Francfort, Londres ou Paris, les indices boursiers redevenaient positifs. Dès l'ouverture, l'indice CAC 40 débutait la séance sur une hausse de 1,48 %. La progression était telle ensuite que la barre des 2 % était franchie en début d'après midi. Peu avant l'ouverture de Wall Street, l'avance culminait alors à 2,36 %. A titre de comparaison, vingt-quatre heures auparavant la chute dépassait les 8,2 % pour ensuite terminer à 7,29 %. Le marché était actif en nombre de valeurs, vivement sollicitées lundi, se reprenaient. *Les quinze plus fortes hausses oscillaient entre 14 % et 6 %.* Parmi celles-ci figuraient SEB, Nouvelles Galeries, Eurotunnel et Metra. Du côté des baisses, la plus importante, Métaleurop, se limitait à 9 %. Un niveau certes important, mais réduit comparé aux décalage de 17,5 % ou de 15 % enregistré la veille. Les intervenants qualifiaient cette reprise de *« technique »* après la réaction *« épidermique »* du 19 août. Toutefois, le marché demeurait nerveux dans l'attente de nouvelles soviétiques. Tout comme la hausse des prix de 0,4 % en juillet, le stabilité de la production industrielle française en juin a été reléguée au second plan. Selon les statistiques de l'INSEE, la production a été stable en juin par rapport à mai, la hausse de 1,6 % de la production manufacturière ayant été compensée par des replis de 3,2 % dans l'énergie et de 3,25 % dans les industries agro-alimentaires. Enfin, au lendemain d'une poussée des cours de l'or, le métal fin s'est inscrit en léger recul à Paris où l'once s'est établie à 367,51 dollars contre 360,29 dollars lundi en fin de journée.

TOKYO, 20 août ⬆

Redressement

Surprise mardi à la Bourse de Tokyo. Après avoir encore un peu baissé durant la première partie de la séance, le marché s'est en effet redressé et, à la clôture, l'indice Nikkei enregistrait une avance de 230,30 points (+ 1,07 %) pour s'établir à la cote 21 687,06. Un instant même, le thermomètre du Kabuto-Cho avait grimpé de 1,9 %.

Pas de nouvelles, bonnes nouvelles. Telle était la réaction des professionnels devant la situation en URSS, *« Nous sommes dans le brouillard. Personne ne sait ce qui va se passer. Si c'est la guerre civile, nous aurons une nouvelle vague de ventes »*, assurait l'un d'entre eux. En attendant, les achats avaient repris dès les premiers échanges. Les arbitragistes, en particulier, ont été très actifs, qui ont voulu profité des importants écarts de rendements. Bien qu'en diminution, l'activité est restée assez importante avec 330 millions de titres échangés contre 361,20 millions la veille.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours		VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	
Alcatel Cable	3480	3341	a	Immob. Hôtellière	840	816	
Arnault Associés	290	287		Intérim. Composer	142	....	
B.A.C.	116 50	128	d	I.P.B.M.	80	75 80	a
Bque Vernes	800	800		Loca Investis.	245 10	245 10	
Bolron (Ly)	350	350		Locamic	70 80	70	
Boisset (Lyon)	225	216	e	Manix Comm.	114	109 40	e
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	863	837		Mofex	147	146	
Calberson	380	380		Pobl.Filipacchi	405	388 80	e
Cardif	889	870		Rezel	710	710	
C.E.G.E.P.	145	....		Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	296 40	....	
C.F.P.I.	220 20	270		S.H.M.	170	171	
C.N.I.M.	906	900		Select Invest (Ly)	99	....	
Codexur	250	250		Sedbo	380	370	
Conforama	1000	721	e	S.M.T. Goupil	130	....	
Creaks	179	....		Sopra	270	....	
Dauphin	410	393 80	n	TF1	336	322 60	e
Delmas	1500	1500		Thermador H. (Ly)	264	265	
Demachy Worms Cie	499	406 80	e	Unilog	195	195	
Devanlay	797	796		Viel et Cie	88 20	88	
Devilla	320	319		Y. St-Laurent Groupe	774	743	n
Dollfus	136	135					
Editions Balland	206	205					
Europ. Propulsion	251	258					
Finacor	122	122					
Frankipierre	130	128 10					
GFF (group.fon.f.)	174	169					
Grand Livre	368 60	370					
Gravographe	196	196					
Groupe Origny	682	690					
Guinot	950	950					
I.C.C.	202	204					
Idianova	122	122					

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ **LE MONDE**

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 19 août 1991
Nombre de contrats : 143 435

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	104,44	104,52	104,28
Précédent	105,38	105,52	105,50

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
105	0,30	1,07	0,82	1,42

CAC 40 A TERME

Volume : 12 672 (MATIF)

COURS	Août	Septembre	Octobre
Dernier	1 692	1 703,5	1 718,5
Précédent	1 827	1 840,5	1 849,5

CHANGES

Dollar : 6,09 F ⬇

Le dollar cédait du terrain mardi 20 août par rapport aux plus hauts niveaux atteints la veille après l'annonce de la destitution du président Gorbatchev. Cependant, le cours de la devise américaine restait élevé, atteignant 6,09 francs contre 6,1725 francs la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT	19 août	20 août
Dollar (en DM)	1,8220	1,7955
TOKYO	19 août	20 août
Dollar (en yens)	138,48	137,78

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (20 août) : 9 5/16-9 7/16 %
New-York (19 août) : 5 1/4 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 28-12-90)*

	14 août	19 août
Valeurs françaises	116,80	109
Valeurs étrangères	119,30	115,70

(SBF, *base 100 : 31-12-81*)
Indice général CAC 475 455,84
(SBF, *base 1 000 : 31-12-87*)
Indice CAC 40 1 828,31 1 687,54

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	16 août	19 août
Industrielles	2 968,02	2 898,03

LONDRES *(indice « Financial Times »)*

	16 août	19 août
100 valeurs	2 621	2 540,50
30 valeurs	2 041,90	1 975,90
Mines d'or	179,40	184,40
Fonds d'Etat	85,55	85,59

FRANCFORT

	16 août	19 août
Dax	1 653,33	1 497,93

TOKYO

	19 août	20 août
Nikkei Dow Jones	21 456,76	21 687,06
Indice général	1 663,94	1 686,27

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	6,1480	6,1510	+ 202	+ 212	+ 390	+ 410	+ 1150	+ 1210
$ can.	5,3807	5,3857	+ 35	+ 53	+ 73	+ 97	+ 231	+ 318
Yen (100)	4,4648	4,4702	+ 80	+ 89	+ 160	+ 177	+ 568	+ 616
DM	3,3981	3,3937	+ 3	+ 18	+ 8	+ 28	+ 4	+ 54
Florin	3,0096	3,0118	+ 3	+ 11	+ 7	+ 21	+ 9	+ 49
FB (100)	16,4782	16,4906	+ 16	+ 69	+ 34	+ 130	+ 56	+ 342
FS	3,9613	3,9658	+ 48	+ 60	+ 103	+ 123	+ 334	+ 390
L (1 000)	4,5587	4,5663	– 86	– 65	– 168	– 134	– 522	– 465
£	10,0348	10,0427	– 139	– 111	– 230	– 185	– 583	– 376

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 5/8	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4
Yen	7 5/16	7 7/16	7 5/16	7 3/8	7 3/8	7 7/16	6 15/16	7 3/16
DM	8 5/8	8 7/8	9	9 1/8	9 1/8	9 1/4	9 3/8	9 1/2
Florin	8 3/4	9 1/4	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 5/16	9 7/16
FB (100)	8 11/16	9 1/16	9 1/16	9 5/16	9 3/16	9 7/16	9 5/16	9 9/16
FS	7 3/4	8	7 13/16	7 15/16	7 13/16	7 15/16	7 11/16	7 13/16
£ (1 000)	10 7/8	11 7/8	11 1/4	11 5/8	11 3/8	11 3/4	11 3/4	12 1/8
£	10 3/4	11	10 7/8	11	10 7/8	11	10 9/16	10 11/16
Franc	9 5/16	9 1/16	9 3/8	9 1/2	9 7/16	9 9/16	9 9/16	9 11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse
BOURSE
36.15 LEMONDE

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 AOUT

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3961	C.N.E 3%	3950	3999	3999	+ 0 23
895	B.N.P. T.P.	831	831	830	- 0 12
840	Cr.Lyon. T.P.	820	815	820	....
1260	Renault T.P.	1250	1260	1260	+ 0 80
1510	Rhone Poul. T.P.	1500	1500	1500	....
1041	Saint Gobain T.P.	1053	1050	1050	- 0 28
1015	Thomson T.P.	899	890	840	- 6 56
745	ACCOR	698	707	700	+ 0 28
865	Air Liquide	664	667	679	+ 2 26
579	Alcatel-Alsthom	541	546	555	+ 2 59
1620	Als.Superm.	1619	1580	1594	- 1 54
390	A.L.S.P.I.	345	365 50	362	+ 4 82
2210	Arjom. Prioux	2160	2105	2150	- 0 48
485	AGF Sté Centrale	454 50	447 70	464 80	+ 2 20
1000	Aux. Entrepr.	990	989	1015	+ 2 67
200	Avenir H. Média	196 20	198	204	+ 4 61
940	Axa (ex Cie Midi)	896	890	912	+ 2 93
236	Axa Midi Ass.	266	265	264 30	- 0 64
175	Bafip	158 10	158 10	160	+ 1 20
125	Bail-Equipem.	110	116	110	....
790	Bail Investiss.	760	756	755	- 0 66
500	Bancaire	475	481 80	481	+ 1 26
690	Bazar H.-V.	680	685	685	+ 0 76
575	Beghin-Say	546	553	565	+ 3 46
1690	Berger (M)	1010	1015	1017	+ 0 99
345	Bertrand Faure	335	339	339	+ 1 19
685	Bic	665	674	679	+ 2 11
910	B.I.P.	915	915	816	....
335	BIS	293	289	302	+ 3 07
236	B N P (CI)	245	248	248	+ 1 22
845	Bolloré Tech.	779	780	780	+ 0 13
2280	Bongrain	2120	2145	2300	+ 8 49
910	Bon-Marché	744	765	780	+ 4 84
560	Bouygues	502	515	519	+ 2 38
110	BP France	103 50	104	106 50	+ 5 29
900	B S N	850	859	880	+ 3 53
1080	Canal Plus	990	1010	1013	+ 2 32
340	Cap Gem.S	319	325	334 90	+ 4 96
1870	Carrefour	1920	1970	1982	+ 2 76
131	Casino	122 20	128	128 10	+ 2 19
86	Casino ADP	93	82 10	84	+ 2 44
1270	Castorama D.L.	1230	1250	1260	+ 2 44
143	C.C.F.	149	160	153 60	+ 2 09
63	CCMC Ly	59 50	54	54 55	- 8 32
290	C.D.M.E.	258	246	260	+ 0 78
245	C.E.G.I.D.	219	212	220	+ 0 46
235	Cerus (Ny)	211	210	211 50	+ 0 24
405	C.E.P. Comm.	410	425	420 60	+ 2 56
121	Cetel	114 20	115	115 30	+ 1 14
750	Cetelem	685	700	705	+ 2 93
350	CF Ind.	307	301	320	+ 4 23
280	CGI Info.	278	279	278 70	+ 0 98
1000	C G I P	939	980	980	+ 4 37
660	CGP	614	600	590	- 3 91
735	Chargeurs S A	748	728	789	+ 6 48
490	C I C A (M)	475	475	475	....
305	Ciments franc.	290	290	286 50	- 1 21
....	Clarins	770	777	800	+ 2 50
435	Club Méditer.	416	402	405 50	- 2 43
152	CMB Packag.	135	134	140 20	+ 3 86
93	Codetel	89 85	89	85	- 2 17

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
540	Colas	485	495	499	+ 2 88
210	Cpt. Entrep.	197	200	198	+ 0 51
1140	Compt Mod.	1090	1110	1120	+ 2 75
132	Comptoir S.A.	115 50	110	111	- 4 23
240	CPR (Paris Réo.)	229	225	230	+ 0 44
1130	Créd. Foncier	999	1016	1040	+ 4 10
600	Cr Lyon.(CI)	455	455	451	+ 1 32
1180	Crédit Nat.	1089	1095	1130	+ 5 71
310	CSEE	135	138 10	143 50	+ 6 30
2000	Damart	1920	1930	1935	+ 0 78
450	Dassault Aviation	392	395	390	- 0 51
197	Dassault Electr.	182	180	182	....
1320	De Dietrich	1220	1225	1284	+ 5 25
148	Dév.R.N.-C.(L)	122	121	124	+ 1 64
255	Dév.R.Sud-Est	216 50	210 50	216	- 0 41
390	D.M.C.	280	290	289	+ 3 10
365	Docks France	358	363	370	+ 2 93
2370	Eaux (Gle)	2315	2328	2330	+ 0 65
730	E.B.F.	745	745	703	- 5 54
370	Ecco	305	305	330	+ 6 20
390	Elf Aquitaine	344 10	356	353 70	+ 2 79
215	Eap-Elf (Certif)	209	212	212	+ 1 44
335	Essilor	285	290 50	302	+ 5 96
187	Essil.Int.(DP)	151	145	151	....
570	Esso	534	542	540	+ 1 12
1580	Eurafrance	1390	1395	1411	+ 1 61
790	Eurocom	739	739	755	+ 2 17
121	Eurodisneyland	124	127	123 10	+ 2 50
4310	Euromarché	4302	4300	4300	- 0 05
1060	Europe 1	975	1007	1000	+ 2 56
45	Eurotunnel	42 40	44	44 85	+ 5 78
1370	Exor	1215	1225	1230	+ 1 23
1330	Facom	1275	1278	1280	+ 0 39
115	Femotel	116 20	118 10	118 50	+ 0 26
236	Fives Lille	182 50	182	195	+ 1 30
2110	Fromager. Bel	2150	2152	2190	+ 1 86
1560	Gal.Lafayette	1470	1470	1470	....
1960	G.A.N.	1800	1829	1820	+ 1 11
485	Gascogne (B)	455	450	455	....
1340	Gaz et Eaux	1235	1241	1309	+ 5 99
730	Géophysique	670	678	712	+ 6 27
555	Gerland Ly.	501	519	518	+ 2 39
560	Groupe Cité	482	500	500	+ 2 73
480	GTM-Entrep.	378	398	398	+ 5 29
1180	Guyenne-Gas.	1215	1225	1236	+ 1 55
180	Hachette	153	165	157	+ 2 81
455	Havas	468 50	470	477	+ 1 81
1340	Hutchinson	1250	1225	1280	+ 2 40
....	Ima	305	518	318	+ 4 26
280	Imétal	250	252	256	+ 2 40
173	Immob. Phénix	180	180	180 10	+ 0 06
79	Ingénico	70 50	69 50	73	+ 2 55
4300	Inst. Mérieux	3730	3730	3670	- 1 81
460	Interbail	455 10	455	456	+ 0 20
955	Intertechnique	844	844	860	+ 1 90
710	J. Lefebvre	840	865	858	+ 2 50
840	Klepierre	810	615	820	+ 1 64
730	Labinal	716	775	715	....

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
340	Lafarge	313 20	317 20	329	+ 5 04
335	Labon	326	325	322	- 1 23
3530	Legrand	3353	3430	3412	+ 1 76
1860	Legrand (DP)	1667	1700	1700	+ 1 99
565	Legris Industries	482	478	488	+ 1 24
710	Locindus	706	710	718	+ 1 70
4180	L.V.M.H.	4085	4110	4162	+ 1 89
530	Lyon. Eaux/Dumez	508	512	510	+ 0 39
138	Magnetons Ly.	117	116 50	122	+ 4 27
300	Mar. Wendel	272 80	281	280	+ 2 64
198	Metra	174 30	176	185	+ 6 14
465	Merlin-Gerin	446	451	480	+ 7 62
98	Metaleurop	90 25	76 50	81 50	- 9 58
76	Métrologie In.	64	65 50	63	- 1 56
101	Michelin	106 50	107	108 50	+ 2 82
61	Midl. Bt Sa*.	73	73	73	....
210	Min. Salaq (Mt)	228	225	225	- 1 32
95	MMB	82	84 50	85 50	+ 4 27
150	Moulinex	144	149 40	149	+ 2 47
1150	Navig. Mixte	1120	1110	1110	- 0 89
117	Nord-Est	100	97	103	+ 3 00
255	Nordon (Ny)	240	235	240	....
....	Nouv Galeries	468	480	514	+ 8 83
220	Olipar	184 50	184 50	185	+ 6 69
595	Oréal	568	583	588	+ 5 34
415	Paribas	381	386	386 50	+ 1 44
184	Pechiney Int.	143	145	148 50	+ 2 46
335	Pechiney (CIP)	284	290 10	299	+ 5 28
445	Penhoet	440	424	417 10	- 6 20
1180	Pernod Ricard	1175	1183	1198	+ 1 96
590	Peugeot	570	578	588	+ 3 18
270	Pinault	243	244	245	+ 0 82
400	Plastic-Omn.	393	391	411	+ 4 58
420	Polliet	357	360	366	+ 2 52
430	Primagaz	429	435	450	+ 4 50
770	Printemps	770	780	816	+ 5 97
2220	Promodès	2040	2080	2165	+ 6 12
475	Radiotechn.	430	435	469	+ 8 07
4180	Redoute (La)	3896	4100	4120	+ 5 75
225	Rémy et Associés	210	210	215	+ 2 39
355	R. Poulenc CIP	375	385	376	+ 0 27
345	Rocher Financ.	325	325	326	+ 0 21
75	Rochefortaise	64 50	65	66	+ 2 33
1680	Roussel Uclaf	1660	1699	1670	+ 0 82
3170	R. Impér.Ly*	3130	2990	2990	- 4 47
180	Sade (Ny)	180	178 10	180 80	+ 0 44
1870	Sagem	1600	1800	1646	+ 2 88
490	Saint Gobain	418 50	423	427 70	+ 2 20
1400	Saint Louis	1332	1361	1350	+ 1 35
1530	Salomon Ly.	1465	1470	1481	+ 1 09
350	Salvepar (Ny)	340	340	340	....
865	Sanofi	851	875	863	+ 1 41
1850	S A T	1620	1775	1635	+ 0 93
245	Saul. Chât.	228	228 50	228 50	+ 0 22
1380	Saupiquet (Nt)	1100	1210	1235	+ 12 2
680	Schneider	634	645	648	+ 2 21
28	SCOA	24 70	25 50	25 75	+ 4 25
....	Scor s.a.	800	800	800	..

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1600	S.E.B.	1515	1500	1503	+ 1 43
420	Sefimeg	415	414	411	- 0 96
410	Sextant A.	394	395	400	+ 1 52
570	S.F.I.M.	952	1017	1010	+ 8 08
240	S.G.E.	206	210	226	+ 9 71
465	Simco	454	450	454	....
650	Sk. Rossignol	622	626	639	+ 2 73
475	Sligos	433	436	426 10	- 1 59
435	Société Géné.	411 80	418 10	418 60	+ 1 17
101	Sodexco(B)	108	105	108	....
150	Sodero(Ny)	149 50	146	145 50	- 2 68
720	Sodexho	674	695	715	+ 6 08
82	Sogenal(Ny)	69	68	69	...
365	Sogerap	340	340	342	+ 0 58
1390	Sommer-Allib.	1370	1378	1416	+ 5 36
1380	Source Perrier	1324	1340	1340	+ 1 21
690	Sovac	648	650	640	- 1 23
395	SPEP	344 50	350	360	+ 4 50
405	Spie-Batignol.	414	429	427	+ 3 14
850	Strafor	918	807	825	+ 0 86
330	Suez	304	310 50	315 50	+ 3 82
880	Synthélabo	816	821	827	+ 1 35
125	Thomson CSF	132	135	135 30	+ 2 50
650	Total	800	814	832	+ 4 00
132	- (certif)	122	123 50	128	+ 2 28
250	Toffact Fin	229 60	225	231	+ 0 52
515	U.A.P.	497 50	510	504	+ 1 23
270	U F B Locab.	269	265	275	+ 2 23
795	U I C	747	780	780	+ 4 42
480	U I F	470	470	470	....
875	U I S	641	648	645	+ 0 62
645	Unibail	629	620	615	- 2 23
515	Valéo	477	481	492 50	+ 2 25
215	Vallourec	277	282	290	+ 4 69
340	Via Banque	321	325	321 50	+ 0 16
....	Worms et Cie	360	348	352	- 2 22
1230	Zodiac	993	1030	1017	+ 2 42
1190	Elf Gabon	1116	1120	1140	+ 2 15
138	Amax	120 10	125	129	+ 7 41
....	Amer. Barrick	150	146 50	146	- 2 67
140	Amer. Express	150	153 20	155 80	+ 2 87
235	A.T.T.	234	234 10	231 50	- 1 07
230	Anglo Amer.C.	206 80	214 30	214	+ 4 09
480	Amgold	428 20	430	430	+ 0 19
275	Banco Santander	270	270	270	....
815	B.A.S.F.	762	768	766	+ 1 86
845	Bayer	835	880	875	+ 4 79
78	Buffelsfont.	78 40	77 85	76	- 2 05
119	Chase Manh.	112 10	120 50	120 70	+ 7 67
167	De Beers	183	162 70	181 70	- 0 80
2140	Deutsche Bank	2020	2035	2054	+ 1 68
1160	Dresdner Bank	1051	1080	1100	+ 4 86
82	Driefontein	76 85	77 45	75 20	- 2 15
280	Du Pont-Nem.	280	284	282	+ 0 71
246	Eastman Kodak	250	256	252 70	+ 1 08
21	East Rand	23 75	23 50	22 05	- 7 16
58	Echo Bay	55 10	58 85	55 30	+ 0 36
265	Electrolux	221	244 50	240 50	+ 6 62

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
167	Ericsson	162	155	163	+ 0 82
355	Exxon Corp	355	357 50	358	+ 0 28
205	Ford Motor	187 40	181 10	181 10	+ 8 15
53	Freegold	49 75	49 40	47 50	- 4 52
27	Gencor	26 30	24 50	24 80	- 5 70
440	Gén. Elect.	430	432 70	431 20	+ 0 28
250	Gén. Motors	207	219 30	215 60	+ 4 15
400	Gén. Belgique	375	371	365	- 2 67
79	Gd. Metropol.	79 50	80	80 50	+ 1 26
98	Guinness	92 50	96 10	94 80	+ 2 27
21	Hanson PLC	20 50	20 50	21	+ 2 44
37	Harmony Gold	37 65	37 50	35 70	- 4 93
330	Hewlett Packard	286	...	..	....
48	Hitachi	42	46 25	46 50	+ 10 7
825	Hoechst	730	759	755	+ 3 42
104	Homestake	100	98 70	100 40	+ 0 65
128	I.C.I.	128	129 50	129 50	+ 1 41
610	I.B.M.	585	591	594	+ 1 54
345	I.T.T.	345	354	354	+ 2 61
195	Ito Yokado	168	184 10	183 60	+ 9 40
74	Matsushita	65 50	68	68 05	+ 3 89
19 50	Maxwell	18 80	18 80	18 50	
205	Mc Donald's	189 80	190	191	+ 0 63
725	Merck	733	754	751	+ 2 46
565	Minnesota M.	520	523	514	- 1 15
....	Mitsubishi	48 50	51 80	51 80	+ 6 58
405	Mobil corp.	410	...	...	...
325	Morgan J.P.	307	316	312	+ 1 63
33500	Nestlé	21000	32000	32600	+ 5 16
167	Norsk Hydro	193	155	155	- 4 32
125	OFSI	114	117	114 20	+ 0 18
1820	Pétrofina	1783	1805	1895	+ 8 28
390	Philip Morris	426	429	428	+ 0 47
99	Philips	99	99 50	102	+ 3 03
82	Placer Dome	50	79 80	74	- 7 50
...	Procter Gamble	482 50	480	480	- 0 52
270	Quilmès	224	225	225	+ 0 45
30	Randfontein	28	27 50	26 90	- 3 93
245	Rhone Poul. Rorer	270	276	280	+ 5 70
480	Royal Dutch	465 50	477	479	+ 2 50
57	R T Z	56 50	57 35	57 50	+ 1 77
1 76	Saat. & Saatchi	1 48	1 52	1 54	+ 4 05
52	St Helena	49	48 95	47 50	- 3 05
405	Schlumberger	403	404 60	407	+ 0 99
54	Shell transp.	51 20	52 10	52 10	+ 1 76
2180	Siemens	2059	2059	2055	- 0 19
850	Siemens Nixdorf	750	745	745	- 0 87
270	Sony	225	247 10	246 60	+ 9 60
93	Sumitomo Bank	91	101	100 50	+ 10 4
285	T.D.K.	232	233 30	233 50	+ 0 65
61	Telefonica	49	46 05	52 50	+ 7 14
32	Toshiba	26	28	28	+ 7 69
485	Unilever	450	461	485 50	+ 2 44
290	Unit. Techn.	270	270 10	268 20	- 0 67
440	Vaal Reefs	422	424 50	408	- 5 32
...	Volkswagen	1110	1150	1140	+ 2 70
350	Volvo	310 80	211	311	+ 0 13
....	Wagons lits	1050	...	....	....
240	West. Deep.	225 80	220	215 10	- 4 78
340	Xerox Corp	295 10	...	....	....
117	Yamanouchi	113	115	113	+ 0 89
1 75	Zambia Cop.	1 77	1 78	1 77	....

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 6,8%77	121 65	2 14
Emp.Etat 9,8%78	100 10	1 04
10,80% 79/94	102 40	10 35
Emp.Etat 13,4%83	108 10	8 88
Emp.Etat 12,2% 84	102 75	10 56
Emp.Etat 11% 85	109	6 42
10,26% mars 86	103 40	4 51
OAT 10% 5/2000	104 80	2 32
OAT 9,9% 12/1997	103 15	6 78
OAT 9,8% 1/1996	102 05	5 42
ORT 10,30% 1985	1802	....
PTT 11,2% 85	104 85	7 40
CFF 10,30% 86	100 85	5 38
CFF 10,25% nov 90	103 50	4 42
CNA 10 % 1979	100 50	4 48
CNB Bques 5000F	99 50	1 24
CNB Paribas 5000F	99 10	1 24
CNB Suez 5000F	99	1 24
CNE 11,5% 85	101 30	2 20
CNI 1/82 5000F	99	1 24
CNT 9 % 86	96 90	2 98
CRH 10,90% déc.85	106 16	8 26
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	970	....
Cerus	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	950	....
Ly. Eaux cv 6,5%	749	....
Thoms. cv 9,2% 86	760	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex fin.)	1120	....
Applications Hydr.	1435	1480
Arbel	425	408 o
Bains C.Monaco	1241	1220
B.Hypoth.Europ.	360 60	....
B.N.P. Intercont.	267	259
Béghin-Say (C.I.)	450	441
Bénédictine	3300	3300
Bidermann Internat.	500	....
Blanzy Ouest	2220	1964 o
B T P	88	87 70
Cambodge	900	900
Carbone Lorraine	603	591
Cass Poclain	10 60	11
C.E.G.F (Frigor.)	403 90	....
Centenaire Blanzy	470	....
Cerabati	88 40	....
Champex Ny.	119	....
CIC (CIP)	169 30	176

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.	1000	1000
C.I.T.R.A.M. (B)	2600	....
Cofimeg	258	....
Cogifi	328	325
Comiphos	502	510
Cie Industrielle	4480	....
Cpt Lyon Alemand	382 10	390
Concorde	770	780
Conso.Mét.Prov.	34	....
Crédit Gén.Ind.	249 60	....
Cr Universel (Cie)	538	514 o
Crédicot	108	105 50
Darblay	674	....
Degremont	1515	1548
Delalande	1505	1495
Delmas Vieljeux	3949	3948
Didot Bottin	1300	1260
Eaux Bassin Vichy	2640	2534 o
Eaux Vittel	875	875
Ecia	251	245
Electro-Finan.	774	....
Electro-Banque	307 20	308
Ent.Mag. Paris	4195	....
Etex (ex Eternit)	1650	1800
Finalens	244	....
F.I.P.P.	140	139 80
F.N.A.C.	1590	1808
Foncière (Cie)	615	600
Fonc.Lyonnaise	629	....
Foncina	475	....
Fougerolle	695	852
France I.A.R.D.	745	750
France SA (La)	1574	1589
From. Paul-Renard	2500	....
Gaumont	767	781
Genefim	280 50	281
Gévelot	491	....
G.F.C.	358	370
G.F.I.I.	269 80	259 o
Gds Moulins Paris	1460	....
Groupe Victoire	1085	....
G.T.I (Transport)	456	....
Immobail	318 80	309 90
Immobanque	628	625
Im.Marseillaise	5450	5240
Imm. Plaine-Monceau	313	215
Immofice	417	412
Invest.(Ste Cle.)	3150	....
Lambert Frères	255 50	246 30
Lille Bonnières	1420	1383 o
Loca-Expansion	308	316
Locafinancière	476	....
Locatel	150	....
Louis Vuitton	616	600
Louvre	2890	2805
Lucia	1783	1730
Machines Bull	34	33
Mag.Uniprix	184 50	179

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magrant	775	....
Métal Déployé	800	576 o
Mors	100	....
Navigation (Nle)	210	....
Optorg	330	....
Oréal (C)	287	298
Origny-Desvroise	1039	....
Palais Nouveauté	1150	1105
Paluel Marmont	606	600
Parfinance	170	170
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	239 80	232
Paris Orléans	236 10	239
Partisans Invest.	338	337
Pathé Cinéma	788	757 o
Piper Heidsieck	1665	...
Porcher	510	451 20o
Promodès (CI)	1010	1010
Publicis	759	750
Rochefortaise	115	111
Rosario	270	....
Rougier	435	428
S.A.C.E.R.	346	....
S.A.F.A.A.	156	....
S.A.F.I.C Alcan	310	297 60o
SAFT	1169	....
Saga	360	368
Saint Dominique (F.L.)	113	108 60
Salins du Midi	822	832
Savicienne M.	165	..
S.C.A.C.	790	790
Sanelle Maubeuge	393	395
S.Eaud.Part. (M)	148	...
Silic	565	579
Simin	228 80	228
S.I.P.H.	250	....
S.M.C.I.	135 50	....
Sofal	512	501
Soffo	403	393
Soficel	1270	1270
Softime (ex Saxon)	79 80	76 60o
Sofragi	1705	...
Sopha-Bail	372	372
Sopagri	142	138 30o
Soudure Autogène	780	754
Sovabail	340	349
Sumi	786	.
Taittinger	3325	3250
Testut-Aequitas	720	..
Tour Eiffel	239 80	239 60
Ufiner	1119	....
U.T.A.	2220	...
Vicat	392	380
Viniprix	1700	1766 d
Virax	148	...
Maroc Sté Brasserie	225	...

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	615	610
Akzo Nv Sico.	350	....
Alcan Aluminium	121	....
American Barrick	135 50	136 10
American Brands	237	250
Arbed	705	...
Asturienne Mines	150	...
Banco Popular Espa.	825	580
B.Reglements Int.	26500	26300
Can.Pacifique	50 70	55 90
Chrysler Corp	85	....
C I R	12 60	....
Commerzbank	860	774 o
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	297	...
Fiat	25 70	....
GBL (Brux Lamb.)	520	....
Gevaert	1005	....
Glaxo Holdings Ltd	124	122
Goodyear Tire	205	....
Grace and Co (WR)	223	....
Honeywell Inc	330	....
Johannesburg	81	....
Kubota	27 50	....
Latonia	310	210
Midland Bank	22	..
Noranda Mines	89 80	80
Olivetti priv.	10 60	...
Pakhoed hold.	560	560
Pfizer Inc	367	...
Procter Gamble	472	489 50
Ricoh	25 60	....
Robeco	290 80	...
Rodamco NY	156 40	....
Rolinco	285	.
Saipem	6 80	....
Sears Group	26 30	25 50
SKF Aktiebolaget	99 80	...
Tenneco Inc	215	245
Thorn Electrical	78 65	...
Toray Ind.	25	...
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1085	1120
West Rand Cons.	13 50	14 45

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	280	....
Buzon	816	....
Calophos	116	116
C G H Cogenhor	40	35 80o
C. Occid. Forestière	181	...
Chambourcy (M)	878	....
Cochery Bourdin	360	..
Copamex	590	..
Drouot Assurances	375	...
Elf Antargaz	1400	.
Europ. Accum.	65	65
Europ Soufres Ind.	20	..
Gachot S.A.	65 40	65
Groupe Essences	65	..
Guy Degrenne	610	...
Hambo Rigier Zan.	210	....
Hoogovens	297	...
IMS	300	.
Jaeger	125	....
Lecteurs du Monde	380	389 8
Nicolas	781	..
Patemelle RD	1410	...
Particip. Perrier	390	..
Quadrant	240	...
Rorento N.V.	200	..
St-Gobain-Emballage	1550	...
Serna Matra	205	...
S.E.P.R.	1036	...
S.P.R. act. B	349	...
Télémécanique Elec.	3350	...
Ufimer	380	..
Waterman	1500	...

SICAV (sélection) 19/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1023 63	998 86
Actilion	224 93	218 91
Agrépargne	768 87	733 94
Amérigan	7760 16	7451 69
Amplitude	627 68	609 40
Arbitrages Court.T.	6703 93	6690 54
Associc	1116 66	1116 66
Azur Futur	362 56	353 72
Assecic	1394 16	1353 54
Avenir Alizés	1677 82	1644 93
Avenir CIC	108 12	104 87
Axa Capital	156 99	150 23
Axa Court Terme	7357 44	7357 44
Axa Europe	123 58	118 25
Axa Investissements	120 96	116 75
Axa NPI	116 10	115 01
Axa Première	109 81	109 48
Axa Sélection	139 65	133 84
Axa Valeurs PER	118 64	113 53
Capimonétaire	5880 44	5874 57
Capioblig	5964 87	5876 52
Capracc	1207 58	1189 73
Cauder Pierre	28 42	27 73
Coexis	1230 18	1200 18
Comptivalor	3266 79	3261 50
Convertimmo	350 41	346 55+
Credinter	478 51	462 63
Crédit Mutuel Capital	1194 42	1171
Dièse	1215 85	1184 24
Drouot France	813 07	778 06
Drouot Investiss.	1022 51	878 29
Drouot Sécurité	253 12	242 22
Ecucic	1052 42	1038 87+
Ecupar	128 43	122 50
Ecureuil Capitalisation	2376 83	2353 10
Ecureuil Géovaleurs	2209 01	2144 67
Ecureuil Investissement	410 78	398 82+
Ecureuil Monépremière	82235 45	82235 45
Ecureuil Monétaire	36694 14	36694 14
Ecureuil Trésorerie	2269 44	2268 44
Ecureuil Trimestr.	1987 29	1967 61
Elcash	593543 25	593543 25
Energie	285 75	272 79
Eparcic	3343 48	3343 48
Eparcourt-Sicav	4342 08	4331 25
Epargne Associat.	25361 85	25149 08
Epargne Capital	9938 29	9839 89
Epargne Court Terme	627 58	627 58
Epargne Croissance	1751 34	1704 47
Epargne Industrie	89 39	87
Epargne J.	64846 81	64845 81
Epargne Long Terme	190 95	185 85
Epargne Monde	1516 25	1281 02
Epargne Obligat.	192 56	187 41
Epargne Première	13436 73	13335 71
Epargne Quatre	1098 26	1059 13
Epargne-Unie	1325 08	1292 76
Epargne Valeurs	446 82	434 67
Epsilon	1230 60	1216 42+
Euro Cash capi.	7634 76	7634 76+
Eurinvest capi.	670 86	651 32+
Eurocic Leaders	1023 48	993 68
Eurodyn	1186 84	1159 06
Euro Gan	6540 42	6288 67
Fonsicav	13366 39	13366 39
France-gan	9208 60	8852 59
France Garantie	283 06	262 53
France Index Sicav	102 20	99 21
France Investiss.	343 31	334 94+
France Obligations	464 07	459 46
Francic	423 82	411 48
France Pierre	106 80	103 89
Franco-Régions	1188 47	1153 85
Fructi-Associations	33 03	33 03
Fructi-Cap	38 98	38 38
Fructi Court	132218 93	132216 93
Fructidor	233 30	228 85
Fructi-Epargne	21 53	30 76

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructifrance	822 59	802 53
Fructimmo	27 49	26 82
Fructi-Première	10507 83	10451 06
Fructivar	5045 41	5032 83
Futuroblig	1319 77	1287 58
Gestilion	13701 45	13633 28+
Gest.Associations	185 16	181 55
Horizon	1187 09	1152 51
HLM Monétaire	12938 80	12938 80
Interepar	111232 16	107992 38
Interoblig	13560 41	13029 24+
Interselection Frc.	528 62	515 22+
Japacic	160 38	155 59
Jeunepargne	268 48	264 52
Laffitte Amérique	253 99	243 64
Laffitte Europe	242 51	232 62
Laffitte Expan.	258 05	247 53
Laffitte France	294 38	282 38
Laffitte Immobil.	217 67	208 99
Laffitte Japon	409 85	393 24
Laffitte Oblig.	135 18	129 87
Laffitte Rendement	197 27	189 23
Laffitte Tokyo	359 42	344 77
Latitude	2102 51	2098 16
Leumi C.T.	11723 89	11723 89
Leumi L.T.	6487 25	6298 30
Lion Association	11340 46	11340 46
Lion Institution	27233 38	27165 48
Lionplus	902 25	884 60
Lion Trésor	2115 33	2094 39
Lion 20 000	24547 57	24547 57
Livret Bourse Inv.	535 50	520 25+
Livret Portefeuil.	713 17	692 40
Méditerranée	183 73	175 82
Mensuel CIC	10055 52	9954 96
Monecic	5358 73	5358 73
Monedan	63085 78	63085 78
Mone.J.	67809 56	67809 56
Monivalor	76280 53	76280 53
Mutuelle dépôts	12596 52	12571 38
Mutuelle Unie Sél.	154 12	147 48
Natio Court Terme	264010 00	264010
Natio-Epargne	16481	16298 02
Natio-Ep. Ret.	123 65	120 34
Natio Epargn.Trésor	7292 41	7277 85
Natio-Imm.	1154 47	1123 57
Natio-Inter	1392 93	1365 65
Natio-Monétaire	23669 14	23669 14
Natio Obligations	547 87	533 21
Natio-Patrimoine	1421 40	1383 35
Natio-Placements	65219 11	65219 11
Natio-Revenus	1012 12	1002 10
Natio Sécurité	12165 18	12166 19
Natio-Valeurs	808 02	786 39
Nippon-Gan.	6042 76	5810 35
Nord Sud Dévelop.	1465 50	1462 57
Obli-Associations	140 14	138 76
Oblicic-Mondial	2533 18	2495 74
Oblicic-Régions	1018 99	1003 93
Oblig. très cnté	166 19	163 73
Oblilion	1328 34	1315 19
Oblisécurité Sicav	11986 13	11986 13
Omnar	33837 82	32862 26
Oraction	1056 69	1030 92
Orvalor	6731 78	6488 46+
Paribas Capitalisation	1366 22	1348 03
Paribas Epargne	19421 67	19267 73
Paribas Opportunités	127 56	122 36
Paribas Patrimoine	556 80	543 60
Paribas Revenus	93 66	92 73+
Patrimoine Retraite	207 80	203 73
Parvalor	635 29	616 79+
Placement A.	1300 96	1275 45+
Placement J.	6726 38	6712 95+
Placement M.	62029 01	61905 20+
Placement Nord	898 28	978 71+
Planinter	1133 66	1105 01
Plénitude	125 83	122 46

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Posse Gestion	61083 27	61083 27
Première Oblig.	10764 05	10753 30
Prévoy. Ecureuil	110 50	109 41
Pro/Associations	27426 65	27426 65
Proficas	1087 04	1060 53
Quartz	131 67	128 48
Réalvalor	898 26	870 18+
Renacic	158 51	156 17
Revenus Trimestr.	5253 05	5201 04
Revenu-Vert.	1125 95	1113 25
St Honoré Bio-Alim.	919 80	877 50
St Honoré Bons du Tr.	10471 48	10419 38
St Honoré Global	277 86	217 53
St Honoré Invest.	753 59	719 42
St Honoré Mat Plac.	187 76	179 25
St Honoré Pacifique	585 37	558 83
St Honoré PME	512 76	489 51
St Honoré Réel	13933 82	13878 41
St Honoré Services	482 16	463 62
Sécuricic	1628 99	1628 99
Sécuri-Gan	13063 79	12807 84
Sécuritaux	1297 64	1297 64+
Sicasdan	697 21	697
Sicav Associations	1725 82	1723 24
SFI-CNP Assur.	673 86	654 23
S.G. Fr. opportunités	1029 84	1008 66
Sicav 5.000	401 46	390 72
S.I. Est.	1454 11	1281 49
Silvafrance	641 50	624 72
Sivam	417 80	406 62
Siverente	209 20	205 10+
Sivinter	458 65	446 37
S.N.I.	1223 43	1187 50
Sogenfrance	979 19	959 99
Sogépargne	332 09	320 09+
Sogevar	1088 02	1039 68+
Soginter	1370 01	1307 89+
Soleil Investissements	587 87	565 28
Solstice	2131 93	2128 61
Stratégie Action	807 16	776 12+
Stratégie Rendement	1310 46	1268 20+
Technocic	1042 31	1011 95
Techno-Gan	5780 28	5557 96
Thesora	610 08	604 04
Tranoplus	140 80	134 74
Trésor Plus	1194 55	1182 72
Trésor Réel	13374 50	13374 50
Trésoricic	120372 97	120372 67
Trilion	5144 99	5094 04
U.A.P. Investiss.	439 71	423 82
U.A.P. Act. F.	541 60	522 02
U.A.P. Act. Sél.	609 01	587
U.A.P. Aedif.	571 90	651 23
U.A.P. Alizé	205 68	198 25
U.A.P. Alto	158 67	152 84
UAP Moyen Terme	129	124 34
UAP Prem. Catég.	10692 36	10305 89
Uni-Associations	125 13	125 13
Uni-Foncier	1252 16	1221 82
Unifrance	546 68	533 54
Uni-Garantie	1342 68	1518 84
Uni Régions	1383 41	1349 67
Unirente	2639 65	2574 29
Univer.	221 90	221 90
Univers Actions	1259 05	1228 34
Univers-Obligation	1863 84	1819 38
Valorg.	1924 08	1922 16
Valréal	49648 69	49623 88
Vauban	26872 52	26845 85

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	6 172	6 090	5 800	6 300
Ecu	6 969	6 971	....	....
Allemagne (100 dm)	338 970	339 260	328	348
Belgique (100 F)	16 489	16 503	16	17
Pays-Bas (100 fl)	300 880	301 200	290	310
Italie (1000 lires)	4 550	4 549	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 980	87 950	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	10 030	....	9 550	10 350
Grèce (100 drachmes)	3 099	....	2 700	3 400
Suisse (100 f)	397 160	....	384	404
Suède (100 krs)	93 650	....	89	97
Norvège (100 k)	87 150	....	82	90
Autriche (100 sch)	48 168	....	46 900	49 900
Espagne (100 pes)	5 457	....	5 150	5 700
Portugal (100 esc)	3 969	....	3 550	4 350
Canada (1 $ can)	5 390	....	5 200	5 600
Japon (100 yens)	4 481	....	4 340	4 540

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/8
Or fin (kilo en barre)	71500	70700
Or fin (en lingot)	71500	70500
Napoléon (20f)	415	413
Pièce Fr (10 f)	370	.....
Pièce Suisse (20 f)	425	411
Pièce Latine (20 f)	410	407
Souverain	521	519
Pièce 20 dollars	2365	2375
Pièce 10 dollars	1130	1100
Pièce 5 dollars	572 50	.....
Pièce 50 pesos	2680	2700
Pièce 10 florins	430	419

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché continu

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde PUBLICITE

La Régie publicitaire du quotidien Le Monde et de ses publications périodiques, recherche,

4 CHEFS DE PUBLICITÉ

Société de 90 collaborateurs dont 45 commerciaux, réalisant un chiffre d'affaires de 800 MF, Le Monde Publicité SA a connu une très forte expansion depuis sa création en 1986 et opère pour le compte du quotidien français le plus prestigieux, dans des secteurs diversifiés traitant aussi bien avec les plus grandes entreprises qu'avec de petits comptes qu'il faut fidéliser et développer.

2 Chefs de Publicité Emploi

De formation supérieure économique ou financière, vous avez une première expérience commerciale. Votre culture générale et votre attirance pour l'économie et la gestion des entreprises vous permettront d'être parfaitement à l'aise dans vos contacts clients (cabinets de recrutement, agences spécialisées, entreprises).
Vous aimez et savez travailler en équipe et vous êtes prêt à exercer votre métier à Paris en envisageant quelques déplacements en province. Une bonne connaissance de la presse est un atout supplémentaire. (réf. 4003/M1).

1 Chef de Publicité Corporate - Finance

Habitué aux contacts de haut niveau grâce à une première expérience réussie dans le domaine commercial, vous pourrez prendre en charge la clientèle des Directeurs de la communication dans les secteurs de l'Industrie, l'Energie, le Bâtiment et également celle des responsables de collectivités locales.
Diplômé d'une école de commerce ou de niveau Bac + 4, des connaissances en marketing publicitaire constitueront un atout certain pour votre réussite. Des déplacements en province sont à envisager. (réf. 4003/M2)

1 Chef de Publicité Arts et Spectacles

Votre excellente culture générale, votre très grande sensibilité à tout ce qui touche le domaine artistique, et bien sûr votre sens commercial, vous permettront de convaincre les professionnels du cinéma, du théâtre, du disque, de la musique, et du marché de l'art...
Vous avez pu vérifier vos compétences dans ce domaine lors d'une première expérience acquise dans un organisme culturel.
Diplômé d'un Institut de gestion d'organismes culturels ou de niveau Bac + 4, votre fibre artistique, votre curiosité et votre imagination feront la différence. (réf. 4003/M3)

Tous ces postes sont à pourvoir dès la rentrée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence du poste choisi, à l'attention de Mme Françoise Huguet :

Le Monde Publicité S.A.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15

Le Monde des Cadres

Optimisez notre potentiel humain

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Nous sommes un des leaders mondiaux dans notre domaine d'activité (produits de haute technicité). Notre filiale française dispose d'une usine importante (plus de 300 personnes) à Dijon. Cet établissement recherche son Responsable des Ressources Humaines.

Rattaché au Directeur de l'usine, vous conseillez la Direction et l'encadrement dans le choix et la mise en oeuvre des méthodes et outils de développement des Ressources Humaines. Vous pilotez la bonne application de ces méthodes. Vous promouvez les relations sociales, la communication interne, les relations extérieures et le concept de qualité. Vous animez une équipe de 7 personnes.

Agé d'environ 30-35 ans, vous êtes diplômé Bac + 5 (D.E.S.S. Gestion du Personnel, Sciences Po, I.A.E.) et avez une expérience d'au moins cinq ans de la gestion du personnel dans son ensemble, de préférence en milieu industriel. Vous avez, outre celle du personnel d'usine, l'expérience du recrutement des cadres. Vous pratiquez l'anglais couramment. Vous êtes communicatif, à l'écoute des autres et très impliqué dans votre travail.

La rémunération et autres avantages sont ceux d'un grand Groupe. Une personnalité de valeur pourra s'épanouir et se développer au sein de notre société. Le poste est basé à Dijon.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 31/3397 F à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR
PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BENELUX DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

LE CONSEIL GÉNÉRAL DES DEUX-SÈVRES
RECRUTE
son directeur général adjoint
directeur du développement,
de l'action éducative et culturelle

Compétences : ensemble des actions externes du département à l'exception de l'action sociale.
Profil : administrateur territorial par mutation ou fonctionnaire d'un grade équivalent par détachement.
- niveau BAC + 4 minimum ;
- possédant expérience de responsabilité d'administration publique.

Renseignements complémentaires auprès de :
M. Marc LE FUR
directeur général des services du département.

Candidatures + C.V. à adresser à :
M. le Président du Conseil général,
direction générale des services du département,
Rue de l'Abreuvoir, B.P. 531, 79021 NIORT CEDEX.

Le Monde des Secteurs de Pointe

845 000 LECTEURS CADRES, *le Monde* est le premier titre d'information des cadres. (IPSOS 90)

cellier

Notre groupe, qui réalise 65 % de son C.A. à l'exportation, recherche pour accompagner la forte croissance de sa **DIVISION INDUSTRIES**

Ingénieurs d'Affaires

Pour les domaines suivants :
- PETROLE - PEINTURE - GENIE CHIMIQUE

De formation INGENIEUR, vous devez pour ces postes justifier d'une expérience de PROCESS dans ces types d'activités. Vous alliez compétences techniques et qualités commerciales pour vendre nos installations d'une valeur unitaire de 10 à 50 M. Vous devrez négocier avec vos interlocuteurs FRANCAIS et ETRANGERS, coordonner la réalisation des affaires et assister vos clients de la prise de commande jusqu'à la mise en place des installations.
ANGLAIS INDISPENSABLE. ALLEMAND SOUHAITE.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (s/réf. IA) à : **GROUPE CELLIER** - Direction du Personnel
BP 603 - 73106 AIX LES BAINS cédex.

L'envol des technologies

CONTESSE

SECRÉTAIRES

Le Monde PUBLICITE

La Régie publicitaire du quotidien Le Monde et de ses publications périodiques, recherche,

2 ASSISTANTES

L'un des postes consiste en l'assistanat de 3 commerciaux dans les domaines : Culture, Edition, Arts et Spectacles.
Organisée et rigoureuse, vous aurez notamment à gérer les questions d'ordre technique avec le Service exécution. L'autre poste a également pour objectif l'assistanat de 3 personnes. Vous serez en contact permanent avec notre clientèle d'agences et de centrales d'achat.
L'anglais et des connaissances en micro-informatique sont souhaités.
Pour les 2 postes la pratique du traitement de texte est indispensable (Word Perfect).
Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi, au Monde Publicité SA, Service du Personnel, Mlle Barcault, 15/17 rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

Jeunes ingénieurs, notre développement et votre évolution vont de pair.

SITUB S.A.

SITUB SA, plus de 700 personnes, filiale du Groupe européen STORK (16 000 personnes). TUYAUTERIE, MAINTENANCE, MECANIQUE en raffinage, chimie, nucléaire... Pour faire face au développement de nos Directions régionales Sud-Est et Normandie (environ 200 personnes par site), nous recherchons :

Sous la responsabilité du Directeur régional, vous participez au fonctionnement du site dans tous ses aspects : devis, préparation des affaires, suivi commercial technique et budgétaire, gestion du personnel et des équipements...

Si vous souhaitez vous investir dans une fonction "terrain" et polyvalente, nous vous proposons de rejoindre notre société, où de réelles perspectives de carrière vous sont offertes.

2 jeunes ingénieurs AM INSA, EUDIL

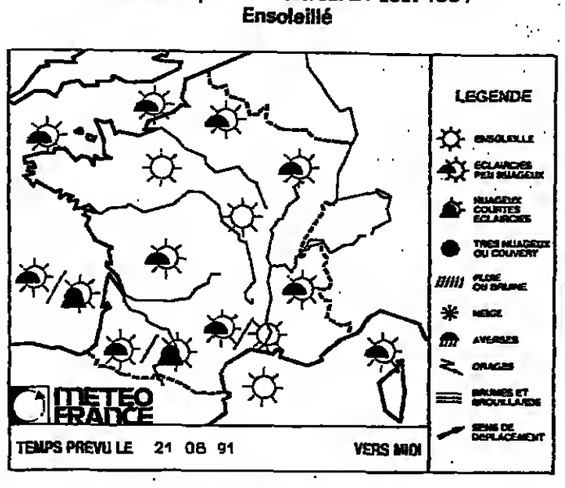
Merci d'adresser lettre manuscrite [illegible] la région choisie, à SITUB SA, BP 152 [illegible] ou d'appeler Monsieur [illegible]

MEDIA-SYSTEM

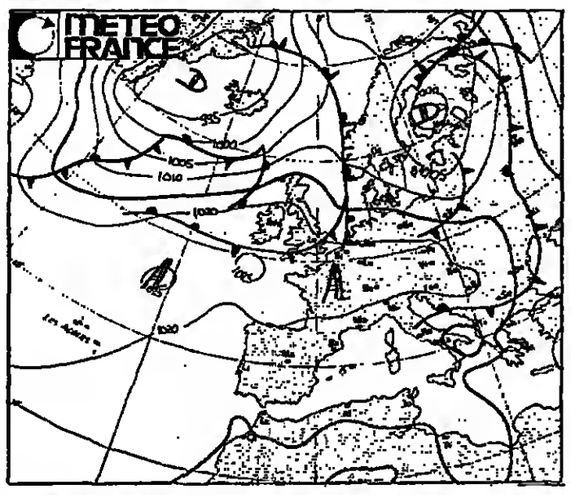
هكذا من الأصل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 21 août 1991
Ensoleillé



SITUATION LE 20 AOUT 1991 A 0 HEURE TU

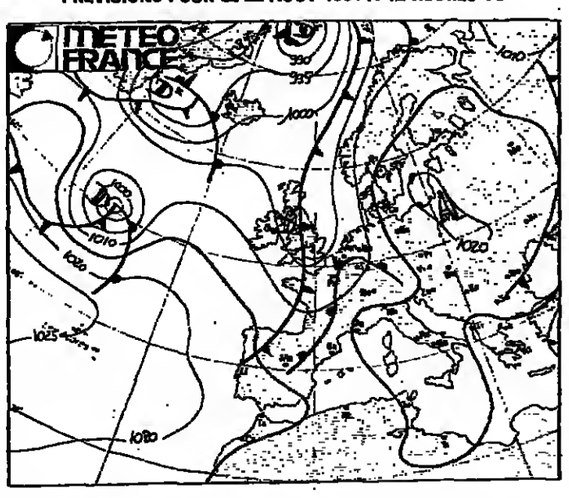


Jeudi : lourd et orageux. – Dès le début de journée le temps sera lourd et très nuageux sur quasiment tout le pays. Seules les régions s'étendent des Ardennes à l'Alsace et aux Alpes bénéficieront encore d'une relative fraîcheur et de belles éclaircies le matin.

Progressivement la tendance orageuse s'accentuera partout. Rapidement des orages accompagnés de rafales de vent, de précipitations localement fortes, voire de grêle, éclateront près des côtes atlantiques. Ces orages gagneront vers l'est en cours de journée puis se situeront en soirée de la Basse-Normandie à l'ouest du Massif Central et aux Pyrénées-Orientales. Sur les régions plus à l'est, des orages pourront également éclater dans l'après-midi ou en soirée, mais ils resteront isolés et ne s'agira essentiellement de coups de tonnerre.

Les températures minimales seront voisines de 12 à 14 degrés sur un grand nord-est, mais ailleurs elles atteindront 16 à 20 degrés. Les températures maximales, de l'ordre de 24 à 26 degrés près des côtes de la Manche, avoisineront 26-28 degrés dans le nord-ouest et dépasseront souvent 30 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 22 AOUT 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 20-8-91

Valeurs extrêmes relevées entre le 19-8-1991 à 18 heures TU et le 20-8-1991 à 8 heures TU

FRANCE				ÉTRANGER							
AJACCIO	28	17	D	TOULOUSE	30	12	D	LUXEMBOURG	20	11	D
BIARRITZ	–	–	–	TOURS	27	10	D	MADRID	36	15	D
BORDEAUX	29	13	D	POINTE-A-PITRE	–	–	–	MARRAKECH	43	29	N
BOURGES	25	11	D					MEXICO	24	12	A
BREST	–	10	B					MILAN	29	20	D
CAEN	23	9	D					MONTRÉAL	21	16	C
CHERBOURG	–	–	–					MOSCOU	22	11	C
CLERMONT-FER	25	8	D					NAIROBI	24	11	D
DIJON	–	–	–					NEW-DELHI	30	27	C
GRENOBLE	28	12	D					NEW-YORK	27	22	D
LILLE	23	10	D					OSLO	22	9	N
LIMOGES	24	16	D					PALMA-DE-MAJ	33	18	D
LYON	26	13	D					PÉKIN	29	25	B
MARSEILLE	30	16	D					RIO-DE-JANEIRO	25	17	D
NANCY	22	7	D					ROME	30	19	D
NANTES	27	13	D					SINGAPOUR	31	26	C
NICE	28	21	D					STOCKHOLM	20	12	D
PARIS-MONTS	25	15	D					SYDNEY	20	15	D
PAU	28	15	N					TOKYO	30	26	N
PERPIGNAN	33	16	D					TUNIS	33	22	D
RENNES	26	10	D					VARSOVIE	17	13	C
ST-ETIENNE	25	8	D					VENISE	26	16	D
STRASBOURG	23	8	D					VIENNE	23	13	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ▫ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 20 août

TF 1

20.40 **Cinéma : Retour vers l'enfer.** ■ *Film américain de Ted Kotcheff (1983).* Avec Gene Hackman, Robert Stack, Fred Ward.
22.30 **Magazine : Combien ça coûte ?** Invité : Smain.
23.30 **Documentaire : *Histoires naturelles.*** Portrait d'homme avec animaux.
0.25 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

20.45 **Cinéma : War Games.** ■■ *Film américain de John Badham (1983).* Avec Matthew Broderick, Dabney Coleman, John Wood.
22.35 **Cinéma : Tout le monde peut se tromper.** ▫ *Film français de Jean Couturier (1982).*
0.05 **Journal et Météo.**
0.25 **Musique : Jazz à Pointe-à-Pitre.**

FR 3

20.45 **Téléfilm : Le Bal d'Irène.**
22.15 ***Journal et Météo.***
22.35 **Mardi en France.** 700e anniversaire de la Confédération helvétique, reportage de Jacques Maleyran.
23.25 **Magazine : Espace francophone.** *Wallis et Futuna : la République et les rois.*
23.55 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Le Messager de la mort.** ▫ *Film américain de Jack Lee Thompson (1988).* Avec Charles Bronson, Trish Van Devereil, Laurence Luckinbill.
21.55 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma : Tap Dance.** ■ *Film américain de Nick Castle (1986).* Avec Gregory Hines, Suzanne Douglas, Sammy Davis Jr (v.o.).
23.50 **Cinéma : Cherry 2 000.** ■ *Film américain de Steve de Jarnatt (1986).* Avec Melanie Griffith, David Andrews, Pamela Gidley.
1.25 **Cinéma : Au-delà des ténèbres.** ■ *Film italien de Clyde Anderson (1990).*

LA 5

20.45 **Téléfilm : Amityville 4.**
22.30 **Téléfilm : Scénario mortel.**
0.00 **Journal de la nuit.**

M 6

20.35 **Téléfilm : Le Détournement du vol 847.**
22.15 **Météo des plages.**
22.20 **Série : Equalizer.**
23.10 **Magazine : Culture pub.**
23.35 **Documentaire : Quelque chose en plus.**
0.15 **Six minutes d'informations.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

21.00 **Opéra : Le Ring.** De Richard Wagner. 4. *Le Crépuscule des dieux.*

FRANCE-CULTURE

20.10 **Le Pays d'ici.** A Lussas (Ardèche), « les Etats généraux du documentaire ».
21.00 **Dramatique.** Désirs d'amour, de Jacques-René Doyon (rediff.).
22.40 **Musique : Nocturne.** Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Rondo en la mineur K 511, Sonate en fa majeur K 332, de Mozart ; Kreisleriana op. 16, Carnaval de Vienne op. 26, de Schumann, par Klara Wuertz, piano.
0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Chantal Thomas (Thomas Bernhard) (rediff.).
0.50 **Musique : Coda.** La vie en bleu ; Memphis Slim, 7. Le succès vient des femmes, les souffrances du cœur aussi (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Discothèques privées.** Jean d'Ormesson.
21.30 ***Concert*** *(donné le 22 juillet en l'église de Villeneuve-lès-Avignon) :* Quatuor à cordes n° 2, Quatuor à cordes n° 3, de Carter ; Suite lyrique pour quatuor à cordes, de Berg, par le Quatuor Arditti.
0.07 ***Nuits chaudes.*** *Autour du lac Léman.* Œuvres de Martin, Schoeck, Stravinsky, Evan, Szymanowski, Honegger, Chaplin.

Mercredi 21 août

TF 1

13.35 **Feuilleton : Les Feux de l'amour.**
14.25 **Feuilleton : Côte Ouest.**
15.15 **Série : Tribunal.**
15.45 **Club Dorothée vacances.**
17.15 **Série : Texas Police.**
18.05 **Feuilleton : Riviera.**
18.30 **Jeu : Une famille en or.**
19.00 **Feuilleton : Santa Barbara.**
19.25 ***Jeu : La Roue de la fortune.***
19.50 **Divertissement : Pas folles les bêtes.**
19.55 **Tirage du Loto.**
20.00 **Journal, Tapis vert, Météo et Loto.**
20.45 **Téléfilm : Vengeance à Rio.** *Coproduction franco-helvético-italo-brésilienne.*
22.10 **Théâtre : Le Saut du lit.** Pièce de Ray Cooney et John Chapman adaptée par Marcel Méthois, mise en scène de Jean Le Poulain, avec Dany Carrel, Philippe Nicaud. *Un appartement bizarrement envahi...*
0.25 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

13.40 **Feuilleton : Falcon Crest.**
14.35 **Série : Le Retour du Saint.**
15.25 **Série : Privée de choc.**
16.15 **Série : Drôles de dames.**
17.05 **Magazine : Giga.**
18.10 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
18.35 **Série : Maguy.**
19.00 **Jeu : Question de charme.**
19.30 ***Feuilleton : Des jours et des vies.***
20.00 **Journal et Météo.**
20.45 **Jeux sans frontières.** Thème : Cent ans de vie balnéaire.
22.10 **Divertissement : Rire A 2.** *Vous connaissez le dernier ?*
23.15 **Magazine : C'était Dim Dam Dom.**
0.05 **Journal et Météo.**

FR 3

13.30 **Amuse 3 vacances.**
14.40 **Série : Justiciers et hors-la-loi.**
15.30 **Feuilleton : La Conquête de l'Ouest.**
18.20 **Magazine : Objectif Tintin.** Tintin en Afrique. Invités : Gérard Vienne, cinéaste animalier ; Serge Bahuchet, du CNRS ; Le grand reporter : Jean-Claude Morin (Burundi : bananes express) ; Variétés : les Pow-Vow.
18.00 **Magazine : Une pêche d'enfer.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 **Divertissement : La Classe.**
20.45 ***Téléfilm : Loin de chez soi.*** *Trois enfants séparés par le destin.*
22.20 **Journal et Météo.**
22.40 **Opéra : Mithridate.** Opéra de Mozart, livret de Cigna-santi d'après la tragédie de Racine, mise en scène de Jean-Claude Fall, par l'orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. et clavecin Theodor Guschlbauer.
1.10 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

13.30 **Téléfilm : Salade russe et crème anglaise.**
14.55 ***Téléfilm : Les Faux-Semblants de Venise.***
15.35 **Téléfilm : Les Prêcheurs du mensonge.** (1re partie).
17.05 ***Documentaire : Les Allumés...*** Yaïa Tibesti, un allumé du désert.
17.35 **Série : Sois prof et tais-toi.**
18.00 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 21.00

18.30 **Dessin animé : Tiny Toons.**
18.50 **Top 50.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Dessin animé : Les Simpson.**
20.00 **Les Nuls... l'émission.**
20.30 **Cinéma dans les salles.**
21.00 **Cinéma : Perfect.** ■ *Film américain de James Bridges (1985).* Avec John Travolta, Jamie Lee Curtis, Marilu Henner.
22.55 **Flash d'informations.**
23.00 **Cinéma : *Bienvenue à bord.*** ■ *Film français de Jean-Louis Leconte (1990).* Avec Pierre Richard, Martin Lamotte, Evelyne Bouix.
0.20 **Cinéma : Le Mouton à cinq pattes.** ■ *Film français d'Henri Verneuil (1954).* Avec Fernandel, Paulette Dubost, Noël Roquevert.
2.00 **Jazz : Autour de mes nuits.** Sonny Rollins.

LA 5

14.25 **Série : Sur les lieux du crime.**
15.50 **Série : Bonanza.**
18.45 **Sport : Cyclisme.** *Championnats du monde sur route de Stuttgart.* Résumé.
17.45 **Série : Cap danger.**
18.15 **Série : Shérif, fais-moi peur.**
19.05 **Série : Kojak.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Journal des courses.**
20.45 **Téléfilm : Un ennemi de longue date.** *Le commissaire Balow face à deux frères ennemis.*
22.20 **Sport : *Football (sous réserve).*** Coupe d'Europe : Stockerau (Autriche)-Tottenham (Grande-Bretagne).
0.10 **Journal de la nuit.**

M 6

13.35 **Série : Dis-donc, papa.**
14.00 **Série : L'Etalon noir.**
14.30 **Téléfilm : La Preuve par trois.**
18.00 **Variétés : Bleu, blanc, clip.**
18.45 ***Jeu : Hit hit hit houra !***
18.50 **Jeu : Zygomusic.**
17.20 **Série : L'Homme de fer.**
18.10 **Série : Mission impossible.**
19.00 **Série : Le Petite Maison dans la prairie.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Cosby Show.**
20.35 **Téléfilm : Le Piège de l'orchidée.** *Vengeance à Singapour.*
22.10 **Météo des plages.**
22.15 **Téléfilm : Minitrip.** *Kinési et fou de rock.*
23.40 **Six minutes d'informations.**
23.45 **Sexy Clip.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

17.00 **Documentaire : Contes et légendes du Louvre.** *Adapa le sage.*
17.15 **Documentaire : Pictus.**
17.30 **Magazine : Dynamo.** Spécial Grande-Bretagne.
18.00 **Magazine : Mégamix.** Spécial Cuba.
19.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**
20.00 **Documentaire : De la Terre à la Lune.**
21.00 **Documentaire : Parana.**
22.30 **Théâtre : Elle est là.** Pièce de Nathalie Sarraute, mise en scène de Michel Dumoulin, avec Maria Casarès, Jean-Paul Roussillon.

FRANCE-CULTURE

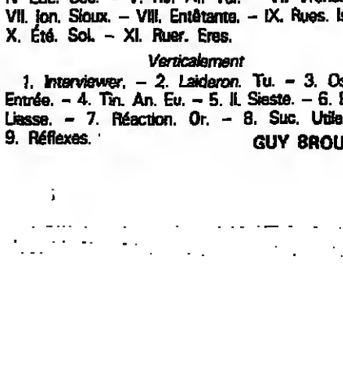
20.10 **Le Pays d'ici.** A Lussas (Ardèche), « les Etats généraux du documentaire ».
21.00 **Dramatique.** L'Inconnue, de Sabine Ludwig, d'après des textes de Marie Bashkirtseff et Guy de Maupassant (rediff.).
22.40 **Musique : Nocturne.** Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Sonate n° 13 en mi bémol majeur op. 27 n° 1, de Beethoven ; Polonaise-Fantaisie en la bémol majeur op. 61, de Chopin ; Sonate n° 2 en si bémol majeur op. 36, de Rachmaninov ; Petrouchka (version pour piano), de *Stravinski, par Nelson Goerner, piano.*
0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Alain Larcher (Géographie) (rediff.).
0.50 **Musique : Coda.** La vie en bleu : Memphis Slim. 8. *De Memphis à l'Europe : les* étapes de la reconnaissance (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Discothèques privées.** Jean d'Ormesson.
21.30 **Opéra** (donné le 9 avril 1998, salle Pleyel) : Le Roi d'Ys, de Lalo, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. Armin Jordan ; sol. : Jacques Prat, 1er violon, Barbara Hendricks, Delores Ziegler, Eduardo Villa, Marcel Vanaud, Jean-Philippe Courtis, Michel Piquemal, Philippe Bohée.
0.07 **Nuits chaudes.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5589



HORIZONTALEMENT

I. Sont appontées par la gale. – II. Moyen de travailler le sol. Participe. Facile à dire. – III. En tête de la course. S'oppose au travail. – IV. Ouvrage très répandu. – V. Furent employée pour faire bonne mesure. Matière d'un bon sujet. – VI. Fera un coup d'éclat. Lettre grecque. – VII. *Plusieurs centaines de mètres. Met fin à une* partie de plaisir. – VIII. A un constant besoin de liquide. – IX. Petite voie intérieure. Ignore la vitesse. – X. Note. Portent des tuyaux. – XI. Partie terminale d'un axe. Faisait le poing.

VERTICALEMENT

1. Pour elle, certains états de chose ne sauraient durer. – 2. Cela peut être un républicain. Peut faire partie d'un club. – 3. Réfléchi. De quoi faire des éclats. – 4. Empêche de pomper. – 5. Fit occuper un espace. Variété d'oseille. – 6. Font du vent. Pas emporté. – 7. Pronom. Est capable de nous faire ombrage. Préposition. – 8. Un point. Répondait à la demande. Moyen de s'exprimer. – 9. Ve souvent au front. De quoi prendre des mesures immédiates.

Solution du problème n° 5588

Horizontalement

I. Ilotiers. – II. Nasilleur. – III. Tien. Face. – IV. Ede. Sec. – V. Ré. Ai. Tel. – VI. Vrenefi. – VII. Ion. Sioux. – VIII. Entêtants. – IX. Rues. Is. – X. Été. Sol. – XI. Ruer. Eres.

Verticalement

1. *Interviewer.* – 2. *Laideron.* Tu. – 3. *Osée.* Entrée. – 4. Tin. An. Eu. – 5. Il. Sieste. – 6. Elfe. Liasse. – 7. Réaction. Or. – 8. Suc. Utile. – 9. Réflexes.

GUY BROUTY

هكذا من الأصل

Le Monde

Les réactions après le renversement de M. Mikhaïl Gorbatchev

Légère détente sur les marchés financiers

Ebranlés lundi 19 août par l'annonce de la destitution de M. Mikhail Gorbatchev, les marchée financiers se resaeisissaient mardi tout en restant très narveux. Sur le front des changes, le dollar, après la flambée de la veille, repartait légèrement à la baisse. Le deutschemark, vacillant, se stabilisait.

La réaction finalement modérée de la Bourse de New-York, lundi, comparée aux chutes enregistrées sur les autres placee internationales quelques beures auparavant, a sans doute contribué à donner le ton *mardi sur les places asiatiques* et européennes.

Fort du sang froid de Wall Street où l'indice Dow Jones n'a finalement perdu que 2,33 %, et en l'absence de nouvelles précises venant d'URSS, les places asiatiques se snnt reprises mardi 20 août. Oubliant la panique de la veille (-5,95 %), le marché japonais gagnait 1,07 % en clôture tandis qu'à Hongkong, après la dégringolade de 8,4 % lundi, les valeurs s'appréciaient de 2,7 % à l'ouverture

En Europe, le mouvement était analogue sur des places dont la baisse des cours lors dn «lundi rouge» a approché par son ampleur celle observée le 19 octobre 1987 au cnurs dn «lundi noir», premier jour dn kraeb boursier. A Francfort, Bourse la plus affeetée avec un reeul de 9,4 % le 19 août, les premiers éebanges interbaneaires étaient marqués par un gain de 1,1 %.

Même tendance à Paris, où au lendemain des 7,29 % de pertes, l'indiee CAC 40 s'appréeiait de 1,48 % lors des premières transactions. A Londres, l'indice Fontsie enregistrait une hausse de 0,9 % d'entrée de jeu.

Sur le marché des changes, le dollar virait légèrement à la baisse mardi après la flambée de la veille provoquée par snn aspeet de «valeur refuge». Il perdait 0,62 yeo à 137,78 yens, revenait à 6,1575 francs contre é,1725 francs et s'échangeait 1,8150 DM contre 1,8220 DM. Après son repli de la veille, le mark se reprenait légèrement face aux devises du SME. Il s'échangeait à 3,3906 francs contre 3,39 francs. Si la préoccupation essentielle des eambistes reste l'évolntion de la situation en URSS et dans les pays de l'Est, ils attendaient également l'issue de la réunion du Comité de l'Open Market de la Réserve fédérale, responsable de la politique monétaire américaine.

Cette rencontre, qui devait être organisée le mardi 20 août, pourrait déboucher sur un abaissement du tanx de l'eseompte et eette décision pourrait être favorisée par les événements aetuels. Selon l'analyste amérieain M. Allen Sinai, de Boston Co, repris par l'AFP, *«tous les facteurs déterminant une politique de crédit vont dans le sens d'une baisse des toux»*. Le renversement du numéro un soviétique *«est une bonne raison, ne serait-ce que pour calmer les marchés.*

DOMINIQUE GALLOIS

En France, l'opposition souligne la nécessité de soutenir l'effort de défense

La destitution de M. Gorbatchev et l'instauration de l'état d'urgence en Union soviétique, condamnées par l'ensemble des responsables politiques, suscitent leur inquiétude. La plupart d'entre eux souhaitent une initietive européenne de soutien eux forces démocratiques, et plusieurs, dana l'opposition, observent que le moment serait mal choisi pour que la France envisage de réduire son effort de défense.

La eondamnation dn conp de force des conservateurs, lundi 19 août, en Union soviétique, est générale dans les milieux politiques. Elle a été exprimée, notamment, lundi 19 août, par M. Laurent Fabius (PS), président de l'Assemblée nationale, pour qui *«le coup d'Etat qui o renversé M. Gorbatchev engage l'Union soviétique dans une voie sans issue»*. *«Certes,* a ajouté M. Fabius, *lo polltique courageuse de réformes économiques et politiques, incarnée par le président soviétique, se heurtait à d'innombrables obstacles; son succès était loin d'être assuré; mais sa remise en cause, c'est la certitude de l'échec.»* M. Michel Vauzelle (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a imputé à *«l'échec de la réforme économique»* le fait que M. Gorbatchev *«n'ait pas reçu tout le soutien indispensable de la population soviétique»*, mais il a rappelé l'importance du *«processus de libéralisation»* mis en œnvre par le président déstitué et il a émis l'espoir que *«la communauté internationale aura, par le biais de pressions économiques et financières, une possibilité d'influer sur le cours des événements».*

«Tragique sur le plan intérieur, dangereux sur le plan international, le putsch des conservateurs soviétiques est un coup dur porté à la liberté naissante dans ce pays et au processus de détente engagé en Europe», a déclaré M. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe, ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Il estime que *«deux conceptions de l'empire, deux conceptions du pouvoir se font, désormais, face et sont en passe de s'affronter»* et que *«si le destin de l'Union soviétique est entre les mains de son peuple, la France, avec ses partenaires européens, doit foire entendre ovec calme et fermeté sa voix en faveur de la démocratie»*. Dans le même esprit, M. Charles Pasqua, président dn groupe RPR dn Sénat, agissant en tant que coordinateur de la majorité sénatoriale, a adressé au président de la République un télégramme dans leqnel il lui demande, *«tant que les autorités légales d'Union soviétique n'auront pas été rétablies, et l'état d'urgence levé, de suspendre* sine die *toure forme d'aide financière et économique»* à ce pays.

M. Chirac : «vigilance et fermeté»

M. Pasqua soulève aussi, dans son message, la question des crédits affectés à la défense nationale, dont la réduetion, observe-t-il, *«apparaît, d'évidence, oussi inopportune que dangereuse»*. Les dirigeants du RPR ont tous insisté, lundi, sur ce point, M. Jacques Cbirae soulignant que *«ce coup d'Etat, s'ajoutant à lo situation de quasi-guerre civile en Yougoslavie, montre, molheureusement, que l'évolution de l'Est européen vers la démocratie est imprévisible et peut devenir dangereuse pour tout notre continent». «C'est dire,* a ajouté le président du RPR, *combien il est aventureux de tabler, comme on l'a fait trop souvent depuis deux ans, sur la fin de la guerre froide et sur les «dividendes de la paix». Les problèmes nés de la mutation de l'Europe sont devant nous. Lo France, lo Communauté et l'alliance atlantique doivent s'y préparer avec vigilance et fermeté. Dans ce contexte, je répète que notre effort de défense et de dissuasion doit être soutenu, que nous devons y consacrer les moyens nécessaires et qu'il faut cesser d'amputer les crédits et les programmes indispensables à la sécurité de la France.»* Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a précisé que *«le débat sur la défense de la France, qui va avoir lieu en septembre-octobre à l'Assemblée nationale, prend une gravité toute particulière»*.

Comme ses amis, M. Edouard Balladur estime qu'*«il faut suspendre l'aide à l'Union soviétique»* et que l'hypothèse d'une réduction de l'effort de défenae, évoquée à gauebe, n'est *«plus de mise»*. M. Pierre-André Wiltzer, délégué général des adhérents directs de l'UDF, a affirmé, pour sa part, que *«les événements actuels doivent conduire le président de la République et le gouvernement à revenir sur les réductions qu'ils ont prévu d'apporter au budget de la défense pour 1992 et à la loi de programmation militaire en préparation»*. Délégué général des clubs Perspectives et Réalités, M. Hervé de Charrette réclame, lui aussi, qu'une *«vigilance extrême»* soit gardée en matière de défense et de sécurité.

Reprochant à M. François Mitterrand des propos qui, *«à force de prudence, confinent à la mollesse»*, M. de Charrette souhaite que l'Occident ne s'abrite pas *«derrière le principe de non-ingérence pour rester inerte»*, qu'il prenne parti et qu'il marque *«clairement son refus d'accepter l'installation d'une nouvelle dictature à Moscou»*. Tandis que M. Pasqua propose la création d'un *«comité de soutien»* à MM. Gorbatchev et Eltsine, M. Ladislas Poniatowski, porte-parole dn Parti républicain, demande à M. Mitterrand *«d'entreprendre une démarche auprès de nos alliés occidentaux et, plus particulièrement, ceux de la Communouté européenne, situés à l'avant-scène, afin qu'ils répondent à l'appel»* lancé par le président de la fédération de Russie. Pour M. Yves Galland, président du Parti radical, il convient de réunir immédiatement le Conseil européen, afin qu'il exprime *«une réaction très ferme des Douze»*.

«Evénement majeur aux conséquences incalculables» ponr M. Yvon Briant, président du CNI, la destitution de M. Gorbatchev apporte, selon M. Noël Mamère, porte-parole de Génératioo-Ecologie, *«la preuve définitive que le communisme n'est pas réformable». «Le communisme soviétique le plus dur fait un retour en force sur la scène internotionole»*, estime M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national *(nos dernières éditions du 20 août)*. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) voit dans le eonp de force de Moseon l' *«ultime et, peut-être, dramatique sursaut d'un quarteron de bureaucrates prêts à tout pour sauvegarder leurs privilèges»*, tandis que M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, affirme : *«On ne peut détruire que ce qu'on remploce. L'échec de la réforme économique et l'éclatement de l'Union soviétique [...] laissaient craindre depuis plusieurs mois le renversement de M. Gorbatchev.»* M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, estime que c'est aux actes éventuellement entrepris par la communauté internationale pour s'opposer au coup d'Etat *e que l'on pourra juger de la construction d'un nouvel ordre mondial».*

Hausse du pétrole et chute des céréales

Hausse du pétrole, baisse des céréales, mouvements sur les métaux : les marchés de matières premières ont réagi vivement, mais sans surprise, au conp d'Etat eo URSS.

Le prix du pétrole, dont l'URSS est le premier producteur et un important exportateur, a gagné rapidement jusqu'à 2,70 dollars le baril avant de revenir à une hausse d'environ 1 dollar (à 22,5 dollars le baril à New-York pour une livraisoo en septembre). Les opérateurs sont inquiets pour l'avenir des lourds investissements récemment décidés par les compagnies occidentales en URSS et, plus encore, de l'éventuel ralentissement des livraisons soviétiques. L'exportation est d'autant plus soumise aux grèves possibles que l'extraction est faite essentiellement en Russie. Or la capacité maximale de produetion mondiale est déjà atteinte après la guerre du Golfe. Les seules capacités disponibles sont en Irak. La crainte est donc nourrie d'une élévation des prix de l'or noir dans les mois à venir.

A l'inverse, la possible limitation des importations soviétiques a provoqué une ebûte des prix des céréales. Sur les marchés américains, le maïs a perdu 10 cents (le maximum possible eo une journée) à 2,70 dollars le boisseau. Le blé a perdu 1é cents à 2,95 dollars et le soja 18 cents à 5,40 dollars le boisseau. Après une hausse sur les marchés asiatiques et européens, les prix des métaux précieux – or, argent et platine – se sont stabilisés aux Etats-Unis. L'or a terminé à New-York à 364,50 dollars l'once en gain de seulement 60 cents sur le cours de vendredi.

Le PC portugais soutient les nouvelles autorités soviétiques

Le PC portugais a estimé mardi 20 août que les événements en URSS constituaient *«une tentative de stopper le développement d'un processus contre-révolutionnaire et de trouver des solutions conformes à lo voie du socialisme»*. Dans un communiqué, le PCP reprend à son compte les déclarations faites par M. Ianaev selon lesquelles il était nécessair: de *«souvegorder l'URSS»* et de *«dépasser la crise profonde, les confrontations politiques inter-ethniques et civiles, le chaos et l'anarchie qui menacent lo vie des citoyens, lo souveraineté et l'intégrité territoriales et l'indépendonce de lo potrie».* – *(AFP.)*

□ **M. Pierre Mauroy condamne le *«putsch réactionnaire, antidémocratique et liberticide»* en URSS.** – An terme d'une entrevue avec le premier ministre, Mme Edith Cresson, à l'hôtel Matignon, M. Pierre Maurny, premier seerétaire du Parti socialiste, a exprimé, mardi 20 août, *«l'indignotion la plus totale»* des socialistes face à *«ceux qui ont organisé ce putsch réactionnaire, antidémocratique et liberticide»* en URSS. Il s'est prononcé pour *«le respect de la légalité et de l'Etat de droit, la restauration des pouvoirs élus et donc lo libération de M. Mikhail Gorbotchev»*. M. Mauroy a *teau à saluer «le combat de M. Boris Eltsine»* et il a affirmé que les socialistes soutiennent *«l'oppel loncé por M. Edouord Chevordnadze et M. Alexandre Yakovlev».*

□ **MAROC : nouvelle grâce royale en faveur de 156 détenus.** – Le roi Hassan II a, de nouveau, accordé sa grâce à 156 détenus, à l'occasion du trente-huitième anniversaire de la «révolution du roi et du peuple».

□ ***Acquittement du médecin français d'origine tunisienne arrêté à Tunis.*** – Le tribunal de première instance de Tunis a acqnitté, mardi 20 août, le médecin d'origine tunisienne et de nationalité française, le docteur Magib Sghaier, qui avait été arrêté le 7 août à son arrivée dans le pays où il s'était rendu en voyage de noces, a-t-on appris de source judiciaire à Tunis *(le Monde* du 18-19 août). Le docteur Sghaier s'était réfugié en France il y a dix ans après avoir été condamné par la justice tunisienne.

AFGHANISTAN

Des bombardements aériens ont fait des centaines de victimes

L'aviation du régime pro-soviétique de Kaboul a entamé veodredi 16 août une série de violents raids aériens contre des régions conquises par la résistance afghane le long de la frontière soviétique. Ces bombardements contre des zones sous contrôle du chef moudjahidin Ahmad Shah Massoud ont fait des centaines de victimes, dont au moins une centaine de morts, selon des infnrmations fournies à la fois par le frère du «Lion dn Panshir» et par des sonrees au Pakistan. – *(AFP.)*

INDE

Les meurtriers présumés de Rajiv Gandhi se sont donné la mort

Les deux prineipanx suspects dans l'assassinat de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi se snnt dnnoé la mort, mardi 20 août, dans la banlieue de Bangalore, au sud de l'Inde, alors que la poliee tentait de les arrêter. Sivarasan et Subha, membres de l'nrganisation séparatiste tamoule de Sri-Lanka LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul), ont mis fin à leurs jours, avec cinq complices, dont une femme, quand la police a donné l'assaut à la maison dans laquelle ils se cachaient. Les éebanges de eoups de feu avaient blessé trois membres des forces de l'ordre.

OUVERT EN AOÛT
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie d'un grand maitre tailleur
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

Londres «suspend» son aide

Le reoversement do président soviétique Mikhaïl Gorbatchev est *«un coup d'État en bonne et due forme, à l'onclenne»*, a déclaré lundi soir 19 août à Londres le Premier ministre britannique, M. John Major. Il a exprimé l'espoir de voir se poursuivre les réformes en Union soviétique, mais *«les signes pour l'instant ne sont pas favorables»*, a-t-il ajouté, en snuhaitant qne l'on n'assiste pas à un retour à la Guerre froide.

Soulignant qn'il avait en plosieurs conversations téléphoniques dans la journée avec le président Busb et nombre de dirigeants d'Europe occidentale et de l'Est, M. Major a déclaré : *«Il est très important de coordonner nos positions et mettre en commun nos informations dans les jours et les semaines qui viennent.»* M. Major a également indiqué qu'une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne aurait *«très probablement»* lieu *«dans les jours qui viennent»* et que les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis mardi à La Haye, envisageraient un gel de l'aide communautaire à Moscou. M. Major et le chancelier Helmut Kohl sont convenus que l'assistance future à l'URSS dépendait étroitement do respeet des engagements pris par Mikhaïl Gorbatchev. Auparavant, le secrétaire an Foreign Office, M. Douglas Hurd avait annoncé que le gouvernement britannique *«suspendait»* son aide à l'Union sovié que – qui consiste actuellement en un fonds d'aide technique de 50 millions de livres (85 millions de dollars). Il a estimé que l'ensemble de la Communauté européenne devrait prendre une pareille décision.

L'aide de la CEE à l'Union soviétique *«était destinée à aider les réformes. Si les réformes sont abolies, le but de cette aide disparaît»*, a-t-il déclaré. M. Hurd a également souligné la nécessité pour la CEE de *«rassurer»* les pays d'Europe de l'Est, notamment en *«accélérant le processus d'association de ces pays avec la Communauté».*

Ponr sa part, Mme Margaret Thatcher, ancien premier ministre, a appelé les Soviétiques à descendre dans la rue pour manifester en faveur de la démocratie, ajoutant qu'elle n'était pas encore sûre que le coup d'Etat puisse réussir. Elle a souhaité que la Grande-Bretagne et l'OTAN suspendent leurs programmes de réduction d'armements. – *(AFP, Reuter.)*

MADAGASCAR

L'état d'urgence est prolongé de quinze jours

L'état d'nrgence, en vigueur depuis le 23 juillet, a été prolongé de quinze jours, a rapporté, lundi 19 août, la télévision nationale. Selnn des nbservateurs, cette mesure constitue une réponse à l'opposition, qui s'est targuée de prendre progressivement le contrôle du pays. Dans ce contexte politique tendn et incertain, l'armée devrait être amenée à jouer un rôle-clé, les militaires pouvant être tentés de prendre le pouvoir, afin de mettre un terme à la crise politique qni agite la Grande Ile depuis onze semaines.

Le Comité militaire pour le développemeot (CMD), organe consultatif créé par le président Ratsiraka, s'est déclaré, lnndi, *«profondément inquiet»* de la situation, qoi *e constllue une menace pour l'intégrité, l'indépendance et la souveralneté de la nation (...) et peut mener au chaos et à la guerre civile».* Le CMD, qui a condamné tout *«usage des armes en dehors de l'usage réglementaire prévu par la loi»* (allusion à la répression sanglante dn 10 août, mais aussi à la constitution de milices armées par l'opposition), a *«réaffirmé»* son attachement au processus prévoyant un gouvernement de transition neutre, un débat national, une réforme de la Constitution et dn code électoral, un référendum et des élections.

De son côté, le Comité des forces vives a annoncé, lnndi, la *«destitution»* du chef de l'Etat, la *«suspension de toutes les institutions de la République»* et promis la *«prise en main des affaires nationales par le gouvernement de transition».* – *(AFP, Reuter.)*

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB
19. La peur du loup 2

ÉTRANGER
Le renversement de M. Gorbatchev..... 3 à 10

SOCIÉTÉ
Pèlerins de l'Est à Lourdes
La cité mariala face à l'afflux de visiteurs désargentés..... 12
Le souvenir de Drancy
Cinquanta ana eprèa l'ouverture du camp qui avait aarvi d'antichambre à Auschwitz..... 12
L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar
La pista des assassina a'arrête en Suisse le 15 août 12

SCIENCES ♦ MÉDECINE
● Das plans tirés sur Mars ● Un point da vua daa professeura Jean Escat et Didier Hnusain ● Daa trous pour protéger l'avant-port da Diappa ● Thallanda : le aida via la prostitution ..... 13 et 14

CULTURE
«L'art dégénéré» de Munich à Chicago
L'Art Institute da Chicago commémora l'exposition nazia da 1937..... 15
Le nouveau film de Satyajit Ray
Las Branchas de l'arbre, una métaphore sociala et una fabla morale..... 15
Théâtre
La saison 1991-1992 aux Amandiers, à Chaillot et au Théâtre da la Ville..... 15

Services
Abonnements..... 14
Carnet..... 17
Echecs..... 17
Marchés financiers 16-19
Météorologie 21
Mots croisés..... 21
Radio-Télévision 21
Spectacles..... 16
Paris en visite 16
La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro do « Monde » daté 20 août 1991 a été tiré à 582 405 exemplaires.

MODE
LA SOLUTION "IDEALE" EXISTE !
Vous appréciez la Mode, mais vous exigez la qualité + la création + les prix... RODIN vous les offre sur des quantités époustouflantes de tissus présentés dans son immense magasin.
Une variété prodigieuse, l'exubérance des couleurs, le plaisir des fantaisies, et toujours les prix, des prix qui permettent vraiment d'acheter "décontractée"
depuis 30 F le mètre.
RODIN
36 CHAMPS ELYSEES PARIS